



# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**NOVEMBRE 2020**

**N°202**

**TOME II**



**SOMMAIRE**  
**RAA DU MOIS DE NOVEMBRE 2020**  
**N°202**  
**TOME II**

	<b>PAGES</b>
<b>TOME II</b>	
<b>PARTIE 2 : DECISIONS</b> ( <i>Conseil du 23 novembre 2020</i> )	<b>2</b>
<b>PARTIE 3 : ARRETES INDIVIDUELS</b>	<b>385</b>
<b>PARTIE 4 : ARRETES REGLEMENTAIRES</b>	<b>415</b>
<b>PARTIE 5 : PUP</b>	<b>506</b>
<b>TOME I</b>	
<b>PARTIE 1 : DELIBERATIONS</b> ( <i>Conseil du 23 novembre 2020</i> )	<b>2</b>

## PARTIE 2 - DECISIONS

Conseil du 23 novembre 2020  
Décisions prises par le Président  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
MD2020-658	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise KARLAB pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	12
MD2020-661	Décision relative à l'acquisition des parcelles KZ 408 et KZ 410 rue du Pilory - Commune de Montpellier	15
MD2020-674	Décision relative au marché n° M9B0129DS - Mission d'assistance juridique et financière relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues - Attribution	17
MD2020-678	Décision relative au marché accord-cadre n°G0B0017RH - Formations Habilitations Électriques Initiales et Recyclages - Lots 1 et 2	19
MD2020-686	Décision relative au marché n°M0C0018TE - Mission d'assistance pour la négociation du contrat de concession de distribution publique d'électricité - Attribution	22
MD2020-697	Décision relative à la location d'un logement d'habitation situé dans l'ensemble immobilier "Plein ciel" au 1324 avenue de Heidelberg à Montpellier	25
MD2020-714	Décision relative à une convention d'occupation précaire du domaine privé parcelle BL n° 37 - Commune de Baillargues	27
MD2020-716	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries, d'équipements publics et de bassins de rétention - ZAC Pompidou - Commune de Vendargues	29
MD2020-722	Décision relative à l'avenant n°2 à la convention de mécénat de compétences avec Altran Technologies - Musée Fabre	32
MD2020-733	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à la convention d'amodiation avec Monsieur CANTALOUBE dans le parking Foch - Préfecture - Marché aux Fleurs - Commune de Montpellier	34
MD2020-734	Décision relative à une convention de mandat d'études confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur Comédie Lez - Commune de Montpellier - Avenant n°3	36
MD2020-738	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries dans le lotissement les Peyrouses - Commune de Saint Geniès des Mourgues	39
MD2020-739	Décision relative au marché n°5195DM18 ' Fourniture et mise en service de matériel de comptage routier ' - Lot 6 ' Compteurs mobiles de type magnétomètre ' - Avenant n°1	41
MD2020-744	Décision relative à un échange foncier sans soulte entre SOGEPROM-PRAGMA et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Vendargues	43



<b>N°AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Page</b>
MD2020-745	Décision relative au marché n°M0B0005DC de fourniture et installation de matériel de radio-identification (RFID) à la médiathèque La Gare - Commune de Pignan	46
MD2020-747	Décision relative aux contrats d'assurance Tous Risques Chantier et Dommages-Ouvrage de l'opération de réaménagement de la médiathèque Emile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini - Attribution	48
MD2020-750	Décision relative à l'acquisition de la parcelle CD 278 en nature de voirie - Commune de Castelnau-le-Lez	51
MD2020-751	Décision relative à un marché n° M0D0001EA - Réhabilitation réseau eaux usées - Avenue André Ampère - Commune de Castelnau-le-Lez	53
MD2020-752	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée KY 538 rue des Amouriers - Commune de Montpellier	56
MD2020-753	Décision relative à la convention de groupement de commande publique entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de Plans de Corps de Rue Complet	58
MD2020-760	Décision relative aux conventions de mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021	61
MD2020-761	Décision relative à un marché n° M9D0065EA - Travaux de génie écologique sur les cours d'eau et le cordon dunaire	64
MD2020-764	Décision relative au marché n° M9D0128DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes - E-FISE Montpellier 2020 - Avenant n° 1	66
MD2020-765	Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour une prestation de destruction confidentielle d'archives - Autorisation de signature	69
MD2020-766	Décision relative à un protocole d'accord transactionnel - Indivision SAYSSAC - Autorisation de signature	71
MD2020-767	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Club des Maires de la Rénovation Urbaine et des Présidents d'EPCI (CMRU) au titre de l'année 2020	74
MD2020-768	Décision relative à la modification de la régie de recettes et d'avances de la billetterie en ligne du réseau des piscines - Libération d'une avance complémentaire	76
MD2020-769	Décision relative à un marché n°M9D0072EA - Travaux de renforcement du réseau EU rue Mas Saint Pierre à Georges Auric - Commune de Montpellier	79
MD2020-771	Décision relative à la convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale pour la passation d'un marché de maintenance, prestations et acquisition de modules complémentaires pour le logiciel ASTRE	81

<b>N°AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Page</b>
MD2020-772	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SARL LA GRANDE BRASSERIE- lots de copropriété - Parcelle HM 487 - 66 rue du jeu de ballon - Commune de Montpellier	84
MD2020-773	Décision relative à une convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour des prestations topographiques et foncières sur le territoire de Montpellier et de la Métropole	87
MD2020-776	Décision relative au groupement de commande "Achat de matériels électriques" - Modification de la décision n°MD2018-482	89
MD2020-777	Décision relative à l'acquisition des parcelles IX 326 et IX 328 - Angle rue du Professeur Tédénat & rue de la Figairasse - Commune de Montpellier	91
MD2020-779	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec ' ACM HABITAT ' pour une opération sise rue Guglielmo Marconi (parcelle cadastrée RX 329) sur la Commune de Montpellier	93
MD2020-781	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BH 133 auprès de l'indivision LALFERT route de Mende - Commune de Montferrier-sur-Lez	95
MD2020-782	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AO 230 rue des Micocouliers - Commune de Saint Georges d'Orques	98
MD2020-783	Décision relative au marché n° M0B0044EA - Établissement du dossier de demande d'autorisation environnementale du système de protection du CHU de Montpellier contre les inondations du Font d'Aurelle - Lots 1 et 2	100
MD2020-784	Décision relative à l'avenant n°2 à la convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au CICRP en vue de leur étude et de leurs restaurations	103
MD2020-785	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 du lot 5 "Risques de Responsabilités" du marché public M9D5196AJ- Souscriptions des contrats d'assurance permanentes de Montpellier Méditerranée Métropole.	105
MD2020-786	Décision relative à la modification du règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	107
MD2020-788	Marché M8D5204EP d'équipements de la route -Modification du CCAP - Avenants aux lots 1 à 8 - Autorisation de signature	109
MD2020-789	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AVINEON pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	112
MD2020-790	Décision portant sur un avenant n°2 de prorogation du mandat d'études avec la SA3M sur la mise en valeur des espaces urbains Comédie Esplanade Triangle	115
MD2020-791	Décision relative à une convention constitutive de groupement de commandes pour la réalisation et l'édition d'un catalogue dans le cadre de la co-organisation de l'exposition "United States of Abstraction - Artistes américains à Paris 1946-1964" avec le musée d'arts de Nantes.	118

<b>N°AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Page</b>
MD2020-792	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AB 416 en nature de piétonnier - Commune de Saint-Geniès-des-Mourgues	121
MD2020-793	Décision relative à la rétrocession des voiries et équipements publics dans la ZAC du Renard - Communes de Beaulieu et Restinclières	123
MD2020-794	Décision relative à l'attribution du marché "schéma directeur hydraulique 2D et dossiers administratifs, dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues/Mijoulan/Bel Air - Communes de Juvignac, de Saint Georges d'Orques et Grabels" - Attribution	127
MD2020-795	M0B0050EP - Audit des équipements de la route (signalisation horizontale et verticale) préalable à l'extinction de l'éclairage public - Attribution de marché	129
MD2020-796	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIGIXART au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	132
MD2020-797	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SAS CFC DEVELOPPEMENT sur la Zac Port Marianne - Hippocrate à Montpellier	135
MD2020-798	Décision relative au marché n°M9D0089DC - Gardiennage du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole	137
MD2020-799	Marché subséquent n°M9D0002AT relatif aux travaux d'aménagement de l'avenue Jean Moulin et avenue du 8 mai 1945 à Cournonterral - Avenant n°2 - Autorisation de signature	139
MD2020-800	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec le constructeur ' Pitch promotion ' pour une opération sise 140 Quai Flora Tristan - Commune de Montpellier (parcelles cadastrées PE02 et PE03)	141
MD2020-801	Décision modificative relative au marché n°5194AT18 de travaux de requalification de la partie basse de l'avenue des Jardins à Saint Georges d'Orques – Approbation	143
MD2020-802	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	145
MD2020-805	Décision relative au marché subséquent N°M0D0040AT - Création du giratoire d'accès au groupe scolaire Maurice Béjart à Juvignac - Attribution	148
MD2020-807	Décision relative à un protocole d'accord transactionnel - VERCAUTEREN - Autorisation de signature	150
MD2020-808	Décision relative à la convention de constitution de servitude de passage de canalisation des eaux pluviales au profit de SOGEPROM SUD REALISATIONS - Parcelle cadastrée CD n°742 - Commune de Montpellier – Approbation	152
MD2020-809	Décision relative à l'attribution du marché n°8.11D portant sur les travaux de reconnaissances géotechniques dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	154
MD2020-810	Décision relative à l'attribution du marché n°8.14F portant sur la Mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) Systèmes et Infrastructures dans le cadre de la 5ème ligne de tramway - Autorisation de signature	157

<b>N°AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Page</b>
MD2020-811	Décision relative à l'agrément de candidature de la société IMPREMIUM 34 dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier	160
MD2020-812	Décision relative à la signature d'une convention de groupement commandes pour un marché de "Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid" - Autorisation de signature	162
MD2020-813	Décision relative à l'attribution du marché n°8.14G portant sur la Mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) Insertion urbaine dans le cadre de la 5ème ligne de tramway - Autorisation de signature	165
MD2020-814	Décision relative au marché N°M0D0014AT - Travaux d'aménagement de la rue du Jeu de Ballon - Pignan - Attribution	168
MD2020-815	Décision relative à l'attribution du marché n°8.86M portant sur l'impression, façonnage, conditionnement et livraison de documents d'information dans le cadre de la ligne 5 de tramway - Autorisation de signature	170
MD2020-816	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé CZ-070-YK - Hôtel des ventes de Montpellier	173
MD2020-817	Convention entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole et VEOLIA-Compagnie Générale des Eaux relative à l'occupation temporaire du site de MAERA pour manœuvre	175
MD2020-818	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault Twingo immatriculé CP-203-BD - Hôtel des ventes de Montpellier	177
MD2020-819	Décision relative à la cession pour réforme d'un tractopelle de marque CASE type 580SM - Hôtel des ventes de Montpellier	179
MD2020-820	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS 16 n°1429 Route de Mende à Montpellier	181
MD2020-821	Décision relative au transfert de propriété du bassin de rétention de la Draye dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Jacou	184
MD2020-822	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS n°343 Route de Mende - Montpellier	187
MD2020-823	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la commune de Montpellier sur la parcelle KS 1 portant sur la copropriété BEAUSOLEIL située 138 avenue de Lodève et rue de Las Sorbes à Montpellier	190
MD2020-826	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété société FONCIERE XV - Immeuble à usage commercial - Parcelle AI 69 - Avenue du Languedoc - Commune de Pérols	192
MD2020-827	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AK 256 avenue du Champ des Moulins - Commune de Murviel Les Montpellier	195
MD2020-828	Décision relative à un avenant n°1 au mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball	197

<b>N°AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Page</b>
MD2020-830	Décision relative au marché n°3951DC15 de gardiennage du musée Fabre - Avenant n°6 - Autorisation de signature	200
MD2020-831	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IDEALYS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	203
MD2020-832	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EASY PICKY au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	206
MD2020-833	Décision relative au marché n°0B0071DC de fourniture et de maintenance de matériel audiovisuel pour le réseau des médiathèques - Lots 1 et 2 - Attributions	209
MD2020-834	Décision relative à l'acquisition des parcelles BK 71 et BK 76 - Lieudit La Mourade - Commune de Baillargues	211
MD2020-835	Décision relative à l'acquisition des parcelles BK 72 et BK 75- Lieudit La Mourade - Commune de Baillargues	214
MD2020-836	Décision relative à un marché n° M0B0062EA - Maintenance préventive et curative d'équipements hydro climatologiques, caméras et feux lumineux	217
MD2020-837	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n° M9D0062EA Réhabilitation du réseau d'eaux usées de la rue des Jardins à Clapiers -	220
MD2020-838	Décision relative à l'agrément de candidature de la société AMBULANCE CROIX D'ARGENT dans la ZAC Parc 2000 - 2ème extension à Montpellier	223
MD2020-839	Décision relative à l'agrément de candidature de la société INGÉNIERIE ET ANALYSE EN GENOM EDITING - IAGE - dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels	225
MD2020-840	Décision relative à l'agrément de candidature de la société GEOXILIA dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	227
MD2020-841	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'agence Intégral Immobilier - Appartement Résidence Port Royal rue de Chio quartier Port Marianne à Montpellier	229
MD2020-843	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALIPLANTE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	231
MD2020-844	Décision relative à l'avenant n°1 au marché 4949 Acquisition et mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées - Autorisation de signature	234
MD2020-845	Décision relative à l'avenant n° 2 à la convention des 16 et 24 février 2014 et son avenant n° 1 portant mise à disposition de terrains au Syndicat de Chasse La Méjanelle en vue de l'exercice du droit de chasse commune de Montpellier et Lattes	236
MD2020-846	Décision d'ester en justice "Requête référé mesures utiles TA- SAS l'essentiel"	238
MD2020-847	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle BT n°17 Garrigue du Pont à Saint Jean de Vedas	240

<b>N°AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Page</b>
MD2020-852	Décision relative à un avenant de transfert pour le lot n°8 du marché n°M9D5222DC de prestations d'intervention, de restauration et de conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier	243
MD2020-853	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AH 813 avenue de la Méditerranée commune de Saint-Drézéry	245
MD2020-854	Décision relative au marché n°M0D0007DM de fourniture et pose de stations de comptage vélos – Attribution	247
MD2020-855	Décision relative au marché 4661AT17 pour la maintenance et les travaux de voirie - Avenant n°3 au lot 4 - Autorisation de signature	250
MD2020-856	Décision relative au marché n°M9D0150DM pour la maintenance des équipements des tunnels sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole – Attribution	252
MD2020-857	Décision relative au marché n°M0D0004DC d'externalisation du traitement matériel des documents du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 3 - Attributions	255
MD2020-858	Décision modificative relative au marché n°M8D5204EP - Équipements de la route (lots 1 à 8) - Modification de la décision n°MD2019-513	258
MD2020-859	Décision relative à la poursuite de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique de la parcelle cadastrée HW 665, en état d'abandon manifeste, située au 1 rue Adam de Craponne et à la mise à disposition du public du dossier présentant le projet simplifié d'acquisition publique - Commune de Montpellier	260
MD2020-860	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 164 rue Donnat - Commune de Saint Jean de Védas	263
MD2020-861	Décision relative à l'agrément de candidature de la société VALECO dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	265
MD2020-863	Décision relative à l'acquisition et la livraison de fournitures d'hygiène via l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP)	267
MD2020-864	Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société UNIRIDGE	269
MD2020-865	Décision relative à l'attribution des Lots 1, 2 et 3 du marché n°G9D0123MG "Maintenance et réparation des véhicules légers et utilitaires du groupement de la Métropole de Montpellier et de la Ville de Montpellier"	271
MD2020-868	Décision relative au marché n°G0B0048MG "Vérifications générales périodiques de matériel et d'engins" - Attribution	274
MD2020-869	Décision d'ester en justice "Requête n° 2002604-1 TA - SCI LE BUREAU"	277

<b>N°AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Page</b>
MD2020-870	Décision relative à l'attribution des lots 2 et 3 du marché n° G9D0106MG "Marché de prestations de manutentions, de déménagements et de gardes meubles pour la Ville de Montpellier et pour Montpellier Méditerranée Métropole"	279
MD2020-871	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société France TV Studio - Locaux lieudit Mante, commune de Fabrègues	282
D2020-873	Décision relative à une déclaration préalable de travaux concernant un appartement situé au 679 avenue des Prés d'Arènes à Montpellier	284
MD2020-874	Décision relative à la cession à la société SEVEN d'une partie de la parcelle cadastrée AW 236 sur la commune de PIGNAN pour l'aménagement d'une station Gaz Naturel Véhicules (GNV)	286
MD2020-875	Décision relative au marché subséquent N°M0D0059AT - travaux d'aménagement de rues diverses à Saint Geniès des Mourgues – Attribution	289
MD2020-876	Décision relative au marché n°M0B0030EP - Travaux de conservation et réparation des chaussées des voies structurantes - Attribution du marché	292
MD2020-878	décision relative à un protocole d'accord transactionnel - MAB PLANCHON - Autorisation de signature	295
MD2020-881	Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Marché n°G0D0065EP de maintenance et travaux de voirie	298
MD2020-882	Décision relative au marché M8C0001AT de travaux d'aménagement de l'avenue Jean Jaurès à Cournonterral - Avenant n°1	301
MD2020-883	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AI 321 auprès des époux BENARD rue du Renard - Commune de Beaulieu	303
MD2020-884	Décision relative à la signature d'une Convention avec l'UGAP pour l'accès à la fourniture de prestations de téléphonie fixe ainsi que les prestations associées et annexes	305
MD2020-885	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'une canalisation d'eau au profit de BRL - Cimetière de Grammont sur la commune de Montpellier - Parcelle cadastrée RK 16	307
MD2020-886	Décision relative à l'attribution d'un marché n°M0D0005MG "Prestations de télésurveillance, intervention de sûreté et sécurité du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature	309
MD2020-889	Décision d'ester en justice "Juge de l'expropriation de l'Hérault - Ligne 5 du Tram - syndicat des copropriétaires de la résidence "Campus des Pins"	312
D2020-890	Décision relative à l'attribution du marché n°8.86Q portant sur des Prestations photographiques, vidéos et services associés dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	314

<b>N°AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Page</b>
MD2020-891	Décision relative à l'attribution du marché n°8.486 portant sur les travaux préparatoires Infrastructures dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	317
MD2020-892	Décision d'ester en justice "Juge de l'expropriation de l'Hérault - Ligne 5 du tramway - Syndicat des copropriétaires de la Résidence ' LE CALLIOPE '	320
MD2020-894	Décision d'ester en justice "Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault - Ligne 5 du tramway - Syndicat des copropriétaires du hameau de Montmaur"	322
MD2020-895	Décision relative à un contrat de Prêt à Usage entre la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Domaine de la Pompignane - Cuisine du protocole	324
MD2020-896	Décision relative à un contrat de Prêt à Usage entre la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Domaine de la Pompignane - Maison du gardien	326
MD2020-897	Décision relative au protocole transactionnel - Opération réhabilitation de l'hôtel Montcalm en Centre d'Art Contemporain - Autorisation de signature	329
MD2020-898	Décision d'ester en justice : Requête Juge de l'expropriation - Ligne n°5 du tramway - syndicat des copropriétaires de la Résidence "Parc Académie"	331
MD2020-903	Décision relative à la modification de la régie mixte du Conservatoire à Rayonnement Régional	333
MD2020-907	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCCV SOFIA-EUREKA dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez	336
MD2020-909	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété M. SBIA et MME El JAOUHARY - Lot n° 179 de la copropriété Beausoleil - Parcelle KS n°1- 138 avenue de Lodève - Commune de Montpellier	338
MD2020-910	Décision relative au marché n°M0C0013DM de fourniture et de pose de totems d'information piétonne sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole – Attribution	341
MD2020-912	Décision relative à la convention de groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Méditerranée Métropole relative au marché n°4661AT17 de maintenance et travaux de voirie - Avenant n°2 - Autorisation de signature	343
MD2020-913	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS 12, 1 581 route de Mende à Montpellier	345
MD2020-915	Décision relative au sinistre ayant touché la brasserie SCHOLLER - Indemnités d'Assurances- Acceptation d'une offre d'indemnisation	347
MD2020-916	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS 12 - 1581 route de Mende à Montpellier	349
MD2020-917	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	352
MD2020-918	Décision d'ester en justice "requête n°2004498-4 - Référé précontractuel - SAS TRANSMANUEDEM"	355



<b>N°AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Page</b>
MD2020-919	Décision modificative de la décision MD2020-660 relative à l'acquisition de la parcelle RB n°6 à Montpellier - Constitution de réserves foncières sur le secteur Sud Zénith	357
MD2020-920	Décision relative au sinistre ayant touché l'ISDND le 14 juillet 2019 - Indemnités d'Assurances - Acceptation d'un offre d'indemnisation	359
MD2020-921	Décision relative au marché n°M0B0033RI de maintenance et d'assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS	361
MD2020-922	Décision d'ester en justice "Requête TA - Expulsion Jardins familiaux de Pignan"	364
MD2020-923	Décision relative au marché n°M0D0002EP - Travaux de maintenance et d'extension du réseau d'eaux pluviales - Autorisation de signature	366
MD2020-928	Décision d'ester en justice "Requête n°2004110-4 TA - SAS L'ESSENTIEL"	369
MD2020-929	Décision relative au marché n°G0C0017RI de maintenance et prestations complémentaires du logiciel DROITS DE CITES - Attribution	371
MD2020-931	Décision relative à la convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et MMM pour la passation d'un marché d'acquisition, mise en œuvre et maintenance d'une solution de billetterie pour les établissements culturels	374
MD2020-937	Décision relative à un emprunt de 15 millions d'euros auprès de la Société Générale - Autorisation de signature	377
MD2020-946	Décision relative à l'attribution d'un marché n°G9D0029SG Prestations de services postaux pour le groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	381





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation du domaine public conclue  
avec l'entreprise KARLAB pour  
l'occupation de locaux au sein du bâtiment  
MIBI**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération du Conseil n°2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2020 au sein du bâtiment MIBI ;

<b>N°AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Page</b>
MD2020-921	Décision relative au marché n°M0B0033RI de maintenance et d'assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS	
MD2020-922	Décision d'ester en justice "Requête TA - Expulsion Jardins familiaux de Pignan"	
MD2020-923	Décision relative au marché n°M0D0002EP - Travaux de maintenance et d'extension du réseau d'eaux pluviales - Autorisation de signature	
MD2020-928	Décision d'ester en justice "Requête n°2004110-4 TA - SAS L'ESSENTIEL"	
MD2020-929	Décision relative au marché n°G0C0017RI de maintenance et prestations complémentaires du logiciel DROITS DE CITES - Attribution	
MD2020-931	Décision relative à la convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et MMM pour la passation d'un marché d'acquisition, mise en œuvre et maintenance d'une solution de billetterie pour les établissements culturels	
MD2020-937	Décision relative à un emprunt de 15 millions d'euros auprès de la Société Générale - Autorisation de signature	
MD2020-946	Décision relative à l'attribution d'un marché n°G9D0029SG Prestations de services postaux pour le groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	

- VU l'arrêté MAR2020-0301 portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine «Développement économique et numérique» ;
- **CONSIDERANT** que l'entreprise KARLAB a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI ;
- **CONSIDERANT** que l'activité de l'entreprise KARLAB répond aux critères exigés pour une installation au MIBI ;

## **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise KARLAB pour la location du module B1.3, d'une surface de 14,70 m<sup>2</sup>, situé au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02.

**ARTICLE 2 :** La convention d'occupation est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de notification pour se terminer le 31 juillet 2023.

**ARTICLE 3 :** La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise KARLAB pour la surface de 14,70 m<sup>2</sup> qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 205,80 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°2019-777 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2020.

**ARTICLE 4 :** La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 5 :** Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

30 SEP. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 30 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des**  
**parcelles KZ 408 et KZ 410 rue du Pilory -**  
**Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée à l'aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Nexity en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020, pour céder les parcelles cadastrées KZ 408 et KZ 410 d'une superficie totale de 280 m<sup>2</sup>, situées rue du Pilory sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, au prix de 60 €/m<sup>2</sup> ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir ces terrains nécessaires à la création d'un trottoir rue du Pilory à Montpellier ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Nexity les parcelles cadastrées KZ 408 et KZ 410 d'une superficie totale de 280 m<sup>2</sup>, afin de créer un trottoir rue du Pilory sur la commune de Montpellier.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie au prix de 60 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 16 800 € pour 280 m<sup>2</sup>. Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Sports**  
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°  
M9B0129DS - Mission d'assistance  
juridique et financière relative à  
l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à  
Baillargues - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine « Politiques sportives »,

**Considérant :**

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer une mission d'assistance juridique et financière relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues,

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum conclu avec un titulaire, pour une durée de 24 mois à compter de sa notification,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - la valeur technique au regard du mémoire technique et du B.P.U. / D.Q.E. (80%),
  - le prix des prestations au regard du montant total du D.Q.E. (20%),
- qu'après analyse, le groupement conjoint Partenaires Finances Locales / Cabinet Jean-Philippe Meneau, dont Partenaires Finances Locales, sis 96, boulevard Sébastopol à Paris (75003), est le mandataire solidaire, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,



## D É C I D E

**ARTICLE 1** : D'attribuer l'accord-cadre n° M9B0129DS « Mission d'assistance juridique et financière relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues » au groupement conjoint Partenaires Finances Locales / Cabinet Jean-Philippe Meneau, pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 50 000,00 € H.T. pour la durée totale du marché, soit 24 mois.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

  
Montpellier, le 29 SEP. 2020  
Monsieur le Vice-Président  
  
Christian ASSAF

Publiée le : 29 SEP. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 29 SEP. 2020  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- M9B0129DS RAO signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des parcours professionnels et des compétences  
Service Formation**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché accord-cadre  
n°G0B0017RH - Formations Habilitations  
Électriques Initiales et Recyclages - Lots 1  
et 2**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine « Ressources Humaines et Dialogue Social » ;

**- Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la Formation Habilitations Electriques Initiales et Recyclages ; formation destinée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre alloti à bons de commande pour une durée initiale de 1 an et qui pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 1 an :

- Lot 1 : Habilitations Electriques Généralistes ;
- Lot 2 : Habilitations Electriques Véhicules Electriques ;

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres pour le lot 1 étaient les suivants :

- Valeur Technique : 40% ; Moyens humains, matériels, pédagogiques 15 points - Organisation administrative des sessions 15 points – Références du candidat dans le domaine concerné 10 points ;
- Prix : 60% sur la base du DQE ;

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres pour le lot 2 étaient les suivants:

- Valeur Technique : 40% ; Moyens humains, matériels, pédagogiques 15 points - Organisation administrative des sessions 15 points – Références du candidat dans le domaine concerné 10 points ;
- Prix : 60% sur la base du DQE ;

- qu'après analyse du lot 1, SAS ECLIPSE – ISTECH, 437 avenue des Apothicaires 34197 Montpellier Cedex 5, présente une offre économiquement avantageuse ;

- qu'après analyse du lot 2, SAS ECLIPSE – ISTECH, 437 avenue des Apothicaires 34197 Montpellier Cedex 5, présente une offre économiquement avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le lot 1 (Habilitations Electriques Généralistes) du marché Formations Habilitations Electriques Initiales et Recyclages (G0B0017RH) à la société SAS ECLIPSE – ISTECH; marché passé sans minimum et avec un maximum de 35 000€ HT par an, pour chaque année d'exécution du marché.

Le marché prend effet à compter de septembre 2020. Il est conclu pour une durée de 1 an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 1 an.

**ARTICLE 2 :** D'attribuer le lot 2 (Habilitations Electriques Véhicules Electriques) du marché Formations Habilitations Electriques Initiales et Recyclages (G0B0017RH) à la société SAS ECLIPSE – ISTECH; marché passé sans minimum et avec un maximum de 5 000€ HT par an, pour chaque année d'exécution du marché.

Le marché prend effet à compter de septembre 2020. Il est conclu pour une durée de 1 an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 1 an.

**ARTICLE 3 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget Formation, chapitre 930.

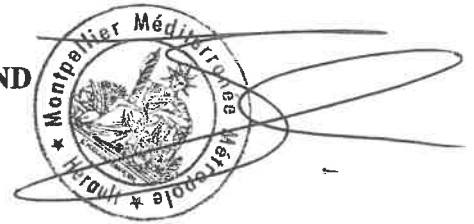
**ARTICLE 4** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 SEP. 2020

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 28 SEP. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : 28 SEP. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique  
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n°M0C0018TE - Mission d'assistance pour  
la négociation du contrat de concession de  
distribution publique d'électricité -  
Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif au Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation » ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité pour les sept communes suivantes : Baillargues, Castelnau le lez, Le Crès, Fabrègues, Montferrier sur Lez, Montpellier et Pérols ; et que les dates d'échéances des contrats de concession s'échelonnent de juin 2021 à février 2028, il y a lieu de négocier les clauses du ou des futurs contrats de concessions avec les concessionnaires Enedis-EDF d'une part et la coopérative d'électricité de Saint Martin de Londres (CESML) d'autre part ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché d'étude composé d'une tranche ferme (négociation du contrat de concession de la Ville de Montpellier avec Enedis-EDF) et de deux tranches optionnelles (1-négociation des contrats de concessions de 6 communes avec Enedis-EDF, 2-négociation du contrat de concession de la Ville de Montpellier avec CESML) pour une durée de 4 ans et qu'une partie des prestations, définies comme prestations complémentaires au CCTP, fait l'objet d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande passé en application des articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord cadre est sans minimum et avec un maximum de 40 000 € H.T sur sa durée totale;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 1- Valeur technique, 60%
  - 2 - Prix des prestations, 40%
- qu'après analyse, l'entreprise Naldeo Stratégies Publiques, sise 55 rue de la Villette 69003 Lyon, mandataire d'un groupement avec Ravetto Associés, sise 19 rue de Milan 75009 Paris 9 présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché de mission d'assistance pour la négociation du contrat de concession de distribution publique d'électricité à l'entreprise Naldeo Stratégies Publiques mandataire d'un groupement avec le cabinet Ravetto Associés, pour un montant forfaitaire de 116 400,00 € HT (composé comme suit : 58 400 €HT pour la tranche ferme, 29 550 €HT pour la tranche optionnelle n°1, 28 450 €HT pour la tranche optionnelle n°2) et un montant maximum de 40 000 € H.T pour les prestations faisant l'objet d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2020, 2021, 2022, 2023 (en fonction de l'avancement des différentes tranches) de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 25 SEP. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Isabelle TOUZARD**

**Publiée le : 25 SEP. 2020**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture :**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la location d'un  
logement d'habitation situé dans  
l'ensemble immobilier "Plein ciel" au 1324  
avenue de Heidelberg à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'Administration Générale et la gestion active et optimisée du Patrimoine »,

**CONSIDERANT :**

- que dans la cadre d'un projet métropolitain de renouvellement urbain, Montpellier Méditerranée Métropole a fait l'acquisition par un acte du 13 mars 2020 d'un appartement de 59,46 m<sup>2</sup> environ et un cellier en sous-sol (respectivement lot 438 et lot 476) au troisième étage d'un bâtiment dit bâtiment C dans un ensemble immobilier dénommé « Plein Ciel » au 1324 avenue de Heidelberg à Montpellier (34 080) ;
- qu'il est d'intérêt général d'optimiser le Patrimoine immobilier de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec Monsieur Saïd JADHARI et Madame Yamna JADHARI concernant un appartement propriété de la Métropole, situé au troisième étage du bâtiment C, ainsi qu'un cellier (lot 438 et lot 476), dans un ensemble immobilier dénommé « Plein Ciel » au 1324 avenue de Heidelberg à Montpellier (34 080) ;

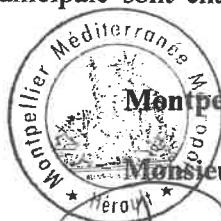
**ARTICLE 2 :** L'appartement loué a une surface d'environ 59,46 m².

**ARTICLE 3 :** Le contrat de location est consenti et accepté pour une durée de 6 ans à compter de la signature, reconductible une fois pour la même durée.

**ARTICLE 4 :** Le présent contrat de location est consenti et accepté moyennant un loyer mensuel payable d'avance de 418 euros TTC et hors abonnement individuel. Le loyer pourra être révisé tous les ans en fonction de l'indice INSEE de référence des loyers à la date anniversaire du bail.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

30 SEP. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 30 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

30 SEP. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Jahdari.DOC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention**  
**d'occupation précaire du domaine privé**  
**parcelle BL n° 37 - Commune de**  
**Baillargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordés au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière ;
- VU le projet de convention conclu en application des articles L 411-2 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de Monsieur Baptiste RIEU, demeurant 201 Rue du Fer à Cheval – Appt 15 à Montpellier (34070), la parcelle située sur la commune de Baillargues, cadastrée section BL n° 37 lieu-dit « Jourdanel », d'une contenance cadastrale de 9 108m<sup>2</sup>, pour une durée de trois campagnes,
- **CONSIDERANT** que l'occupation de la parcelle concernée peut, grâce à la mise en culture, permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite, dans l'attente de la réalisation des travaux

d'aménagement, en application des articles L. 411-2 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2020 jusqu'au 30 novembre 2023, entre Monsieur Baptiste RIEU et Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée section BL n° 37 d'une contenance cadastrale de 9 108m<sup>2</sup>, lieu-dit « Jourdanel » sur la commune de Baillargues.

**ARTICLE 2** : La convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée de trois campagnes du 1<sup>er</sup> décembre 2020 au 30 novembre 2023.

**ARTICLE 3** : La présente convention est acceptée moyennant le versement d'un loyer annuel établi sur la base de 500,00€ par hectare, soit quatre cent cinquante cinq euros quarante centimes (455.40€).

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

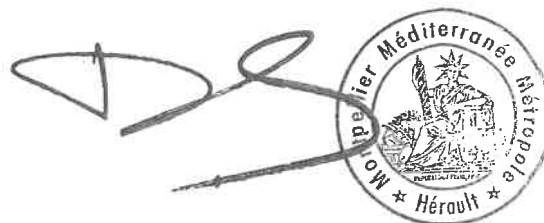
Envoi Préfecture : 14 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

-- Convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des**  
**parcelles en nature de voiries,**  
**d'équipements publics et de bassins de**  
**rétenction - ZAC Pompidou - Commune de**  
**Vendargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente à l'aménagement durable territoire, urbanisme et maîtrise foncière ;
- VU la demande de rétrocession des parcelles en nature de voiries, d'espaces publics et des volumes en nature de bassins de rétenction, formulée par GGL Groupe, afin de permettre le classement dans le domaine public métropolitain, des emprises à vocation publique constituant la 5<sup>ème</sup> tranche de la ZAC Pompidou à Vendargues,

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voies, d'espaces publics et des volumes en nature de bassin de rétention de la ZAC Pompidou, compte tenu de l'intérêt public qu'elles présentent,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe ou toute société s'y substituant, les parcelles suivantes :

Section	Numéro	Surface (m2)
AE	223	985
	367	31
	372	315
	373	153
	487	38
	488	166
	489	230
	629	9
	635	3
	641	3
	655	541
	656	5
	664	2
	669	10
	670	12
	676	200
	677	194
	692	668
	727	152
	738	1344
	740	681
	746	43
	747	1

- Le volume 2 des parcelles AE 54 (104 m<sup>2</sup>), AE 737 (538 m<sup>2</sup>) et AE 739 (700 m<sup>2</sup>), dans lequel s'inscrivent une partie de voirie, un bassin de rétention et des espaces publics.

- Le volume 1 de la parcelle AE 719 constitué d'un bassin de rétention et d'espaces publics.

Ces aménagements constituent les équipements publics de la 5<sup>ème</sup> tranche de la ZAC Pompidou.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises à vocation publique.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 OCT. 2020**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **14 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 à la**  
**convention de mécénat de compétences**  
**avec Altran Technologies - Musée Fabre**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président délégué dans le domaine « Culture et Patrimoine historique »,
- **CONSIDERANT** que le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et la société Altran Technologies collaborent dans le cadre d'un mécénat de compétences depuis le 27 juillet 2018 à la réalisation d'une application numérique valorisant le fonds d'arts graphiques du musée Fabre,
- **CONSIDERANT** que la convention initiale du mécénat de compétences avait une durée d'un an,
- **CONSIDERANT** qu'un premier avenant à la convention initiale du mécénat de compétences a été signé par les parties pour une durée d'un an,
- **CONSIDERANT** que le projet d'application numérique n'aura pas abouti au terme de l'année supplémentaire,



**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte la prolongation du mécénat de compétences de la société Altran Technologies représentée par Arnaud MAURY pour le développement de l'application numérique valorisant le fonds d'arts graphiques du musée Fabre.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture, à signer les actes relatifs à ce don et notamment l'avenant à la convention de mécénat.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAEOSSÉ**



**Publiée le : 14 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**14 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant n°2\_musée Fabre\_Altran

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
**Service Exploitation des Services des Déplacements**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un  
avenant n°1 à la convention d'amodiation  
avec Monsieur CANTALOUBE dans le  
parking Foch - Préfecture - Marché aux  
Fleurs - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret N°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Métropole Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

**- CONSIDERANT :**

- que la gestion des parkings en ouvrage est devenue une compétence métropolitaine ;
- que Monsieur CANTALOUBE, pour la société à responsabilité limitée FA, a souscrit par convention en date du 01 mars 2015, un contrat d'amodiation pour une place dans le parking Foch – Préfecture – Marché aux Fleurs pour une durée de 10 ans à compter du 01 mars 2015 ;
- qu'en application de l'article VII « Cessibilité et transmission du contrat », Monsieur CANTALOUBE souhaite céder ses droits sur la place de stationnement n°522 à sa disposition ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La convention d'amodiation signée le 01 mars 2015 entre la Ville de Montpellier et Monsieur CANTALOUBE est modifiée par l'avenant n°1.

**ARTICLE 2 :** L'avenant n°1 a pour objet de préciser les conditions de changement de bénéficiaire de la place de stationnement n°522, située au 5<sup>ème</sup> sous-sol du parking Foch – Préfecture.

**ARTICLE 3 :** Les flux financiers correspondant à cette opération seront réalisés directement entre Monsieur CANTALOUBE et l'acquéreur.

**ARTICLE 4 :** Madame Julie FRÊCHE en sa qualité de Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention d'amodiation visée à l'article 1.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 SEP. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 29 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
**Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de**  
**mandat d'études confiée à la Société**  
**d'Aménagement de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur**  
**Comédie Lez - Commune de Montpellier -**  
**Avenant n°3**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la maîtrise foncière ;

- VU la décision d'attribution en date du 11 janvier 2017 confiant la conduite d'une étude stratégique de reconquête urbaine entre la place de la Comédie et le Lez à la Société d'Aménagement de Montpellier méditerranée Métropole (SA3M),
- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2017 conclue avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

**Considérant :**

- Que la labellisation en cours de mandat de l'ancien Hôtel de Ville au «Patrimoine du XXème siècle» a conduit à reconsidérer les hypothèses d'aménagement initiales et amène à produire une mise à jour substantielle du plan urbain établi, ainsi que des études portant sur sa reconversion ;
- Qu'il a été nécessaire d'engager des études architecturales, de réseaux, de sécurité incendie et de structures complémentaires sur la partie de projet portant sur le bâtiment des Echelles de la Ville, qu'il est nécessaire de procéder à de nombreux levés topographiques complémentaires à ceux déjà réalisés dans le cadre de la convention initiale, pour parvenir à une représentation précise du secteur d'études ;
- Que la complexité technique et foncière du site et la multiplicité des acteurs et entreprises implantés, ainsi que le montage des bilans a requis des expertises complémentaires (étude notariale et économiste) ainsi que la prorogation de la durée du mandat au 31 décembre 2021 ;
- Qu'il est convenu de revoir l'échelonnement des versements de la rémunération du mandataire pour mieux tenir compte de cette prorogation de délai

**DECIDE**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant 3 au marché de mandat d'études confié à la SA3M, tel qu'annexé à la présente décision.

**Article 2 :** De modifier l'échéancier de versement de la rémunération du mandataire.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tous documents relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 OCT. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : - 1 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

1 OCT 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles en nature de voiries dans le  
lotissement les Peyrouses - Commune de  
Saint Geniès des Mourgues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Geniès des Mourgues n° 35/14 en date du 16 juillet 2014, acceptant la remise des voies et parties communes du lotissement Les Peyrouses, dans le patrimoine public communal,
- **CONSIDÉRANT** que la compétence voiries a été transférée à Montpellier Méditerranée Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2015,

- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voies, compte tenu de l'intérêt public qu'elles présentent,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de FDI Promotion ou toute société s'y substituant, la parcelle AN 987 d'une superficie de 18 303 m<sup>2</sup>, constituant les voies du lotissement Les Peyrouses, sur la commune de Saint Geniès des Mourgues.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

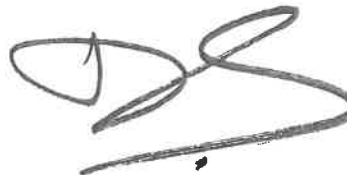
**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 14 OCT. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5195DM18 '  
Fourniture et mise en service de matériel  
de comptage routier ' - Lot 6 ' Compteurs  
mobiles de type magnétomètre ' - Avenant  
n°1**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
  - VU le Code de la commande publique,
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRECHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n° MD2018-1184 du 31 janvier 2019 attribuant le marché n°5195DM18 « Fourniture et mise en service de matériels de comptage routier » ;

**- CONSIDÉRANT :**

- que la SA MAGSYS est titulaire du marché n°5195DM18 « Fourniture et mise en service de matériel de comptage routier » - Lot 6 « Compteurs mobiles de type magnétomètre », notifié le 27/02/2019 ;
- que la société MAGSYS SA a modifié sa dénomination sociale pour devenir TagMaster France SA, société anonyme au capital de 800 000 €, domiciliée 28-32, avenue Anatole France – 92110 Clichy, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 582 061 073 RCS Nanterre en date du 23/03/2017 ;
- qu'il est donc nécessaire de céder ledit marché de la société MAGSYS SA à TagMaster France SA ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5195DM18 « Fourniture et mise en service de matériel de comptage routier » - Lot 6 « Compteurs mobiles de type magnétomètre »,

**ARTICLE 2 :** d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

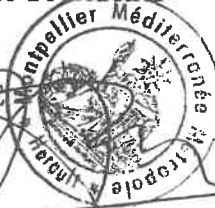
**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23/09

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHET



Publiée le :

28 SEP. 2020

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

28 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier sans  
soulte entre SOGEPROM-PRAGMA et  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Commune de Vendargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;

- VU la décision du Président n°MD2020-586 du 23 juin 2020 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 38 m<sup>2</sup> à extraire du domaine public sur la commune de Vendargues,

- VU l'estimation des Domaines en date du 21 août 2020,

- VU la demande d'échange présentée par SOGEPROM-PRAGMA d'une emprise de 38 m<sup>2</sup> à détacher du Domaine Public contre la parcelle cadastrée AV 94 aménagée en trottoir d'une superficie de 100 m<sup>2</sup>,

**CONSIDERANT :**

- que la parcelle nouvellement cadastrée AV 133 n'est pas affectée à l'usage public,
- que l'échange foncier avec la société SOGEPROM-PRAGMA permet de régulariser des situations foncières existantes.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société SOGEPROM-PRAGMA, ou toute société s'y substituant la parcelle AV 94 (100 m<sup>2</sup>) située Lieudit La Mountada sur la commune de Vendargues. La parcelle AV 94 sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole vend à SOGEPROM-PRAGMA, ou toute société s'y substituant la parcelle AV 133 d'une superficie de 38 m<sup>2</sup>, préalablement désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 3** : L'échange foncier est réalisé sans soulte conformément à l'avis des Domaines en date du 21 août 2020. Le transfert de propriété sera confié à l'étude notariale désignée par la société SOGEPROM-PRAGMA.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 15 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**n°M0B0005DC de fourniture et installation**  
**de matériel de radio-identification (RFID)**  
**à la médiathèque La Gare - Commune de**  
**Pignan**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et au Patrimoine historique » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que, compte-tenu des besoins en fourniture et installation de matériel de radio identification (RFID) à la médiathèque La Gare, située à Pignan, une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes, sans montant minimal et avec un montant maximal de 90 000 euros HT, pour une durée de 4 mois ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 1- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 % ;
  - 2- Prix des prestations au regard de la décomposition du devis quantitatif estimatif : 40 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise BIBLIOTHECA FRANCE SAS, domiciliée 5 boulevard des bouvets à Nanterre (92), présente une offre économiquement avantageuse ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°M0B0005DC de fourniture et installation de matériel de radio identification (RFID) à la médiathèque La Gare, située à Pignan, à l'entreprise BIBLIOTHECA FRANCE SAS, pour un montant maximal de 90 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903 et 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 SEP. 2020**

**Monsieur le Vice-Président**

**Eric PENSO**



**Publiée le : 25 SEP. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**25 SEP. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux contrats d'assurance  
Tous Risques Chantier et Dommages-  
Ouvrage de l'opération de réaménagement  
de la médiathèque Emile Zola pour  
l'intégration de l'offre de la médiathèque  
Federico Fellini - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;



- VU la convention de mandat conclue en date du 28 juillet 2017, transmise en préfecture le 31 juillet 2017 et notifiée le 17 août 2017 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),

**CONSIDÉRANT :**

- que les travaux de l'opération de réaménagement de la médiathèque Emile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini ont démarré en 2019 par une phase 1 consistant en la création d'une salle de cinéma et de conférences au rez-de-chaussée du bâtiment, et se poursuivent aujourd'hui par les travaux sur le forum de l'actualité et l'espace jeux vidéo (phase 2), par la création de l'espace cinéma en mezzanine au 1<sup>er</sup> étage (phase 3) et par la réorganisation des services internes au 3<sup>ème</sup> étage bas (phase 4, en tranche optionnelle) ;

- qu'une consultation relative aux contrats d'assurance Tous Risques Chantier et Dommages-Ouvrage a été lancée le 10 janvier 2020 en procédure adaptée avec possibilité de négociation, en application des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique ;

- qu'aucune offre n'a été reçue concernant le lot n°1 - Tous Risques Chantier (TRC) ;

- que deux plis ont été reçus pour le lot n°2 – Dommages Ouvrages.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le contrat d'assurance du lot n°2 Dommages Ouvrages à QUADRASSUR - AXA France IARD pour la somme de 55 228,14 € TTC, offre économiquement la plus avantageuse.

**ARTICLE 2 :** De déclarer le lot n°1 - TRC, infructueux compte-tenu de l'absence d'offre, et d'autoriser le mandataire à mettre en place une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, en application de l'article R2122-2 du code de la commande publique.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le présent contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 SEP. 2020

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 25 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

25 SEP. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle CD 278 en nature de voirie -**  
**Commune de Castelnau-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente à l'aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur FARGUES pour céder la parcelle CD 278 d'une superficie de 135 m<sup>2</sup>, située chemin des Mendrous à Castelnau-le-Lez, à Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée CD 278, en nature de voirie, située chemin des Mendrous sur la commune de Castelnau-le-Lez,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur FARGUES, la parcelle CD 278 d'une superficie de 135m<sup>2</sup> en nature de voirie, chemin des Mendrous, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise intégrée dans la voirie.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°  
MOD0001EA - Réhabilitation réseau eaux  
usées - Avenue André Ampère - Commune  
de Castelnau-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU la décision n° MD2018-254 relative à la signature de l'accord-cadre n° 4938EA17 –

« Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » ;

**- CONSIDERANT :**

- que des travaux sont nécessaires pour réhabiliter le réseau des eaux usées d'une partie de l'avenue André Ampère et ses branchements impactés dans la commune de Castelnau le Lez ;
- qu'une procédure de consultation des entreprises a été lancée conformément à l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n° 4938EA17, sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de 29 semaines comprenant 6 semaines maximum de période de préparation ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
  - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise SOLATRAG sise 2 rue de Chiminie - 34300 AGDE présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°M0D0001EA - Réhabilitation réseau eaux usées - avenue André Ampère - Commune de Castelnau le Lez à l'entreprise SOLATRAG sise 2 rue de Chiminie 34300 AGDE pour un montant estimatif de 698 045,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 29 semaines dont 6 semaines maximum de période de préparation.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 **Montpellier, le 23 SEP. 2020**  
**Monsieur le Vice-Président**  
**René REVOL**

**Publiée le : 23 SEP. 2020**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture :**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle cadastrée KY 538 rue des  
Amouriers - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, urbanismes et maîtrise foncière » ;
- VU l'accord de SA Pitch Promotion, pour céder une emprise de 28 m<sup>2</sup> nouvellement cadastrée KY 538 au droit de la résidence « Influence », située rue des Amouriers à Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;



**CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette emprise de 28 m<sup>2</sup> en vue d'élargir le trottoir au niveau de l'accès piétons.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de SA Pitch Promotion, ou toute société se substituant à elle, la parcelle cadastrée KY 538 d'une superficie de 28 m<sup>2</sup>, située rue des Amouriers sur la commune de Montpellier, afin d'élargir le trottoir au niveau de l'accès piétons.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 15 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de  
groupement de commande publique  
entre la Ville de Montpellier et  
Montpellier Méditerranée Métropole  
pour la réalisation de Plans de Corps de  
Rue Complet**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés les articles L 2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente déléguée à la définition de la stratégie numérique métropolitaine ;

- **CONSIDERANT**, la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, qui enjoignent les collectivités, conformément au droit des marchés publics (sens les articles L 2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique), à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- **CONSIDERANT**, le souhait de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché de constitution du Plan de Corps de Rue Complet sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, qui a pour objectif de mutualiser la production et la mise à jour d'un référentiel entre acteurs publics et privés qui partagent la nécessité d'un fond de plan et le même objectif de précision sur la gestion de leurs données ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : Une convention de groupement de commandes publiques est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, relative à la passation d'un marché de constitution du Plan de Corps de Rue Complet sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement, au sens des articles L 2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique, chaque collectivité étant chargée de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

**ARTICLE 3** : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 25 SEP. 2020

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 25 SEP. 2020

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_Gpt\_Cde\_PCRS\_VD.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux conventions de mise à  
disposition de locaux et terrains dans les  
installations sportives de Montpellier  
Méditerranée Métropole pour l'année 2021**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine « Politiques sportives » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que dans le cadre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole gère un ensemble d'installations sportives sur son territoire ;
- que les associations ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de disposer régulièrement ou ponctuellement de locaux et/ou de terrains dans ces établissements sportifs pour le développement de leurs activités et/ou leur promotion dans le cadre de l'organisation de manifestations sportives ;
- qu'au regard de l'intérêt général et de l'intérêt métropolitain que représente pour Montpellier Méditerranée Métropole l'accueil d'associations à but non lucratif pour l'organisation de manifestations et d'activités sportives, ces mises à disposition sont accordées à titre gratuit ;
- qu'il convient de passer des conventions, respectivement avec chacune de ces associations, pour la mise à disposition exclusive ou non exclusive de locaux et/ou de terrains en vue de l'organisation de manifestations et d'activités sportives dans les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**D É C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation, précaire et révocable, détaillant les modalités d'utilisation des installations sportives sises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement avec chacune des associations.

**ARTICLE 2** : Ces conventions concernent l'ensemble des installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole :

- le Stade de la Mosson « Mondial 98 », sis 345, avenue de Heidelberg, 34080 Montpellier ;
- le Palais des sports René-Bougnol, sis 1000, avenue du Val de Montferrand, 34090 Montpellier ;
- le Complexe sportif Yves-du-Manoir, sis 500, avenue de Vanières, 34070 Montpellier ;
- le Complexe sportif Jules-Rimet, sis 133, route de Montpellier, 34160 Sussargues ;
- la Base de canoë-kayak de La Valette, sise 1076, rue Jean-François Breton, 34090 Montpellier ;
- le Gymnase Pitot-Peyrou, sis 60, place Jacques Mirouze, 34000 Montpellier ;
- le Gymnase Lou Clapas, sis 645, avenue de Heidelberg, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Olympique d'Antigone, sise 195, avenue Jacques Cartier, 34000 Montpellier ;
- le Centre Nautique Neptune, sis 315, avenue de Heidelberg, 34080 Montpellier ;
- la Piscine Marcel-Spilliaert, sise 154, rue Camille Desmoulins, 34070 Montpellier ;
- la Piscine Jean-Taris, sise 67, rue Louise Michel, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Jean-Vives, sise 1933, avenue de Maurin, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Suzanne-Berlioux, sise 551, rue Métairie de Sayssset, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Alfred-Nakache, sise 237, route de Vauguières, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Pitot, sise 40, allée Jean Raymond, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Amphitrite, sise 330, avenue de Librilla, 34430 Saint-Jean-de-Védas ;
- la Piscine Poséidon, sise avenue Cynisca, 34660 Cournonterral ;
- la Piscine Alex-Jany, sise 24, avenue Pierre de Coubertin, 34830 Jacou ;
- la Piscine Les Néréides, sise Chemin des Courrèges, 34970 Lattes ;
- la Piscine Christine-Caron, sise avenue du 8 mai 1945, 34172 Castelnau-le-Lez ;
- la Piscine Héraclès, sise avenue Georges Frêche, 34670 Saint-Brès.

**ARTICLE 3** : La durée de ces conventions court du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 31 août 2021, ou du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021.

**ARTICLE 4** : Les associations n'ont pas de redevance à acquitter, les conventions étant conclues à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général et de l'intérêt métropolitain que représente pour Montpellier Méditerranée Métropole l'accueil d'associations à but non lucratif pour l'organisation de manifestations et d'activités sportives.

**ARTICLE 5** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les conventions visées à l'article 1, et tout autre document relatif à cette décision.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 15 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°  
M9D0065EA - Travaux de génie écologique  
sur les cours d'eau et le cordon dunaire**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération n° M2020-98 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans le domaine « Littoral, prévention des risques majeurs, GEMAPI » ;
- **CONSIDERANT :**
  - que des travaux de génie écologique sur les cours d'eau et le cordon dunaire sont nécessaires ;
  - qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément à l'article R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 ans ;



- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60% ;
- ° Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40 % ;

Au vu du rapport d'analyse, il est proposé d'adopter le classement et de choisir l'entreprise GECO INGENIERIE sise Le Clavelet – Route de Bagnols, 30290 L'ARDOISE LAUDUN présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

### DECIDE

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché n° M9D0065EA à l'entreprise GECO INGENIERIE sise Le Clavelet – Route de Bagnols, 30290 L'ARDOISE LAUDUN pour un montant maximum annuel de 550 000,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 ans.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

  Montpellier, le 24 SEP. 2020  
Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET

Publiée le : 25 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°  
M9D0128DS - Achat d'espaces  
publicitaires et d'actions de  
communication pour le développement des  
sports extrêmes - E-FISE Montpellier 2020  
- Avenant n° 1**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n° M2020-96 en date du 12 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF, délégué aux Politiques sportives ;

- VU la décision n° MD2020-439 en date du 11 juin 2020 attribuant le marché n° M9D0128DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes – E-FISE Montpellier 2020 » à la société Hurricane Action Sports, pour un montant forfaitaire de 120 000,00 euros H.T ;

**Considérant :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire ;

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole à la première édition virtuelle du Festival international des sports extrêmes de Montpellier (E-FISE Montpellier) ;

- qu'une prolongation de la compétition est envisagée dans le cadre d'une « super finale » dans laquelle s'affrontent au sein d'une même compétition les trois meilleurs riders de chaque sport ;

- que la société Hurricane Action Sports, sise 3, rue Christian André-Benoit, à Baillargues (34670), est l'agence de communication spécialisée dans l'organisation d'événements sportifs dans le domaine des sports extrêmes qui dispose de l'exclusivité de l'organisation du Festival international des sports extrêmes de Montpellier ;

- que dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite modifier le marché initial passé avec la société Hurricane Action Sports pour prolonger son partenariat événementiel sous forme de prestations de services dans le cadre de l'édition 2020 du E-FISE ;

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° M9D0128DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes – E-FISE Montpellier 2020 » avec la société Hurricane Action Sports, qui prolonge le marché jusqu'au 20 novembre 2020, et augmente le prix global et forfaitaire du marché de 51 000,00 € H.T., soit une augmentation de 42,50%. Ce qui porte le nouveau montant du marché à 171 000,00 € H.T.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 25 SEP. 2020

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF

Publiée le : 25 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 5 SEP. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M9D0128DS Avenant n° 1 vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
groupement de commandes entre  
Montpellier Méditerranée Métropole et la  
Ville de Montpellier pour une prestation de  
destruction confidentielle d'archives -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso dans le domaine de la Culture ;

**CONSIDERANT :**

- Que dans un souci de rationaliser les marchés publics et de réaliser des économies d'échelle, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour une prestation de destruction confidentielle d'archives ;

- Que la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur de ce groupement ; chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne ;
- Qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence sera lancée par un marché à procédure adaptée, pour la conclusion d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de quatre ans ;
- Que l'estimation du besoin annuel pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 5 000 € H ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour une prestation de destruction confidentielle d'archives entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** conformément aux termes de la convention, la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes et compétente pour classer les offres et choisir celle économiquement la plus avantageuse.

**ARTICLE 3 :** de dire que la dépense concernant Montpellier Méditerranée Métropole sera imputée sur son budget principal, chapitre 933.

**ARTICLE 4 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **25 SEP. 2020**

Monsieur le Vice-Président

**Publiée le : 25 SEP. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 SEP. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention de groupement de commandes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Unité Assurances**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Protocole d'accord transactionnel -**  
**Indivision SAYSSAC - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de, hors les marchés publics, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000€ ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Monsieur Jean François AUDRIN, Vice-Président délégué à l'Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine ;

**Considérant que :**

- Dans le cadre des objectifs d'amélioration du cadre de vie et des espaces publics du Centre Historique et en accompagnement du bouclage de la ligne 4 du Tramway, la Métropole a décidé de réaménager la Grand rue Jean Moulin.
- Ce réaménagement qualitatif devait notamment répondre aux objectifs suivants :
  - réparer l'aménagement qui a considérablement été détérioré depuis sa création ;
  - requalifier l'aménagement de la voie dans le cadre de la charte d'espaces publics Grand Coeur ;

- assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sur la voie et au droit de chaque commerce ;
  - rénover l'ensemble des réseaux existants en collaboration avec les différents concessionnaires ;
  - organiser et gérer les accès des professionnels.
- Ces travaux ont eu des conséquences sur la vie des résidents du quartier.
- C'est la raison pour laquelle le projet a fait l'objet d'une large concertation des riverains et des commerçants avec des rencontres personnalisées et individuelles durant l'été 2016 et une réunion publique a eu lieu le 10 novembre 2016.
- Les travaux se sont déroulés sur la totalité de la Grand rue Jean Moulin, de la rue de la Loge jusqu'au boulevard du Jeu de Paume.
- Compte tenu de l'ampleur, de la nature des travaux et de la densité d'occupation, la Métropole a sollicité du Juge des référés du Tribunal administratif de Montpellier qu'il ordonne une mesure d'expertise de type préventif.
- L'ordonnance rendue le 8 juin 2017 sous le numéro 1702358 a désigné un collège d'experts pour procéder aux opérations d'expertise avant, pendant et après travaux.
- Monsieur BLANCO a procédé aux constats dans les parties communes et les parties privatives de l'immeuble situé au 9 de la Grand rue Jean Moulin.
- S'agissant du logement sis au R+3 du 9 Grand rue Jean Moulin appartenant à l'indivision SAYSSAC, l'expert judiciaire BLANCO a indiqué dans son rapport définitif du 20 juillet 2020:

*« Le logement pendant les travaux au pied du n° 9 a subi par la façade rue une transmission des vibrations causées par les engins de perforation utilisés au sol.*

*La preuve en a été constatée par l'expert et M. DEVAU représentant la Métropole lors de la visite n° 6 au démarrage du « piquage » de l'enrobé avec pour effets – cf page 5 du rapport d'étape n°6 :*

- *Les radiateurs fonte fixés contre la façade subissent une vibration sensible à la main*
- *Le radiateur fixé sur la cloison retour près de l'entrée, même sensation perceptible.*
- *Le plancher dans la zone cuisine – salon transmet une vibration sensible sous le pas*

*Ces vibrations de type « solidiens » sont émis par rayonnement acoustique dans les parois d'un bâti suite à une vibration mécanique et, sans atteindre un niveau destructif provoquent un sentiment d'inconfort pour les occupants. Il existe en conséquence un lien de cause à effet entre les vibrations émises depuis la rue, transmises par la structure de l'immeuble aux matériaux les plus fragiles comme le plâtre ou briques.*

***En conclusion, l'expert se prononce pour la validation du devis de la STE DECORS PEINTURE présenté par le copropriétaire M. SAYSSAC au montant de 1 974,06 euros TTC à charge des travaux de la GRJM ».***

- Conformément aux recommandations de la Circulaire du premier ministre du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, les parties se sont rencontrées dans le souci de rechercher un accord amiable, dans le respect de leurs intérêts respectifs, permettant de réduire la durée et les frais des procédures.



- Elles ont trouvé un accord transactionnel au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, comportant des concessions réciproques, dont elles reconnaissent irrévocablement l'existence, permettant de garantir leurs intérêts propres en même temps que leur sécurité juridique respective, et de mettre fin au litige qui les oppose.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte de verser à l'indivision SAYSSAC le montant de 1974.06€ TTC, conformément au protocole d'accord transactionnel.

**ARTICLE 2 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Jean François AUDRIN, Vice-Président délégué à l'Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine est autorisé à signer le protocole d'accord transactionnel conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 9 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : - 9 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 9 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**P74**

- que Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans une politique active de rénovation urbaine sur les quartiers Mosson et Cévennes à Montpellier avec le soutien de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine tel que prévu dans le cadre du Nouveau Projet National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** De renouveler en 2020 l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au Club des Maires et Président d'EPCI de la Rénovation Urbaine (CMRU) pour un montant de 1 500 € TTC.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 SEP. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



30 SEP. 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Gestion Comptable**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification de la  
régie de recettes et d'avances de la  
billetterie en ligne du réseau des piscines -  
Libération d'une avance complémentaire**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle du 21 juillet 2020 n° M2020-98 article 3.2 pouvant créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT Premier-Vice Président délégué aux Finances ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n° D2017-530 du 18 juillet 2017 relative à la création de la régie mixte de la billetterie en ligne du réseau des piscines ;
- VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 2 septembre 2020 ;

**CONSIDERANT**, que suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, de permettre au régisseur de la billetterie en ligne de débloquer une avance complémentaire, afin de procéder aux remboursements des usagers. Le montant de cette avance complémentaire est de 6 000,00 € (six mille euros) ;

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Il est institué une régie de recettes et d'avances auprès du Service des Sports de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** Cette régie est installée rue vendémiaire, immeuble le Bélem – 34267 Montpellier.

**ARTICLE 3 :** La régie encaisse les produits suivants :

- Produits de la billetterie en ligne du réseau des piscines.

**ARTICLE 4 :** Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Par carte bancaire,

Elles sont perçues contre remise à l'usager de ticket ou formule assimilée, facture ou quittance.

**ARTICLE 5 :** La régie paie les dépenses suivantes :

- Les remboursements aux usagers.

**ARTICLE 6 :** Les dépenses désignées à l'article 5 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Par chèque,
- Par virement

**ARTICLE 7 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur en qualité auprès de la Trésorerie Générale.

**ARTICLE 8 :** L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**ARTICLE 9 :** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à QUINZE MILLE EUROS (15 000,00 €).

**ARTICLE 10 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à QUATRE MILLE EUROS (4 000,00 €).

**Le montant de l'avance complémentaire est de SIX MILLE EUROS (6 000,00 €).**

**ARTICLE 11 :** Le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9, et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 12** : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- Au 31 décembre de l'année,
- En cas de changement du régisseur,
- Au terme de la régie.

**ARTICLE 13** : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 14** : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 15** : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 16** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 OCT. 2020

Monsieur le Président

Renaud CALVET



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°  
M9D0072EA - Travaux de renforcement  
du réseau EU rue Mas Saint Pierre à  
Georges Auric Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n° M2020-98 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- **CONSIDERANT :**
  - que des travaux de renforcement du réseau eaux usées rue Mas Saint Pierre à Georges Auric sur la Commune de Montpellier sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R 2123-6 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché public passé en procédure adaptée ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
  - ° Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- qu'il est proposé de retenir le groupement SOGEA (mandataire) / EHTP présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n° M9D0072EA -Travaux de renforcement du réseau eaux usées rue Mas Saint Pierre à Georges Auric Commune de Montpellier au groupement SOGEA, 541 rue Georges Méliès, CS 40171, 34961 MONTPELLIER Cedex 2 (mandataire) / EHTP, RD 172, Route de Vauguières, 34130 MAUGUIO. Le début d'exécution du marché part de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Le marché est conclu pour un montant estimatif de 2 062 812,60 € HT. Sa durée est de 57 semaines dont 12 semaines de préparation.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 OCT. 2020**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL

Publiée le : **13 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 OCT. 2020**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Ressources Informatiques**  
**Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de  
groupement de commandes publiques  
entre la Ville de Montpellier, Montpellier  
Méditerranée Métropole et le Centre  
Communal d'Action Sociale pour la  
passation d'un marché de maintenance,  
prestations et acquisition de modules  
complémentaires pour le logiciel ASTRE**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
  - VU le décret relatif au Code de la commande publique ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

- **CONSIDERANT**, la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, enjoignent les collectivités, conformément au droit des marchés publics, à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- **CONSIDERANT**, le souhait de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du Centre Communal d'Action Sociale de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché de maintenance, prestations et acquisition de modules complémentaires pour le logiciel ASTRE ;

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de groupement de commandes publiques est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale, relative à la passation d'un marché de maintenance, prestations et acquisition de modules complémentaires pour le logiciel ASTRE, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

**ARTICLE 2** : La Ville de Montpellier est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement, chaque collectivité étant chargée de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

**ARTICLE 3** : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 25 SEP. 2020

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Astre Ville Métropole CCAS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de  
préemption urbain - Propriété SARL LA  
GRANDE BRASSERIE- lots de  
copropriété - Parcelle HM 487 - 66 rue du  
jeu de ballon - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;

- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006 ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil métropolitain du 29 mars 2017, approuvant l'instauration d'un périmètre d'étude dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez ;
- **VU** la déclaration d'intention d'aliéner en date du 29 juillet 2020, envoyée par Maître Jean-Victor MARTIN, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 03 août 2020, concernant la vente par la société LA GRANDE BRASSERIE représentée par Monsieur Marcel SALERNO, d'un local commercial loué avec réserves, constituant les lots 940-942-945 de la copropriété Le Triangle 66 rue du Jeu de Ballon à Montpellier, cadastrée section HM 487, au prix de 1.300.000 € ;
- **VU** l'avis de France domaine ;

**- CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que cette parcelle est située en zone urbaine 1U1 au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier, cette zone correspond à une zone de mixité urbaine ;
- que cette parcelle est située dans le périmètre d'étude instauré dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez, dont les objectifs sont les suivants :
  - la définition d'une stratégie économique et territorial et une programmation urbaine qui mettent en perspective l'avenir du secteur à plus ou moins long terme ;
  - affirmer et développer des liaisons urbaines et créer une relation ambitieuse et porteuse d'identités entre la ville et son fleuve ;
  - reconquérir le tissu existant (principalement tertiaire), stratégique ou en mutation par des opérations de renouvellement urbain et d'intervention sur l'espace public ;
- que l'acquisition de cette parcelle, permettra de répondre à cette démarche ;
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la société LA GRANDE BRASSERIE, un local commercial loué avec réserves, constituant les lots 940-942-945 de la copropriété Le Triangle 66 rue du Jeu de Ballon à Montpellier, cadastrée section HM 487.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 1.000.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 SEP. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 23 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
groupement de commandes publiques  
entre la Ville de Montpellier et Montpellier  
Méditerranée Métropole pour des  
prestations topographiques et foncières sur  
le territoire de Montpellier et de la  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés sens les articles L 2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente déléguée au développement économique et numérique ;
- **CONSIDÉRANT**, la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, qui enjoignent les collectivités, conformément au droit des marchés publics (sens les articles L 2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique), à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- **CONSIDERANT**, le souhait de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de groupements de commandes dans le cadre de la passation d'un marché de prestations topographiques et foncières sur le territoire de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en lien étroit avec le projet PCRS permettant de constituer un référentiel géographique très grande échelle ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Une convention de groupement de commandes est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, relative à la passation d'un marché de prestations topographiques et foncières sur le territoire de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement, au sens des articles L 2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique, chaque collectivité étant chargée de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

**ARTICLE 3 :** Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **25 SEP. 2020**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : **25 SEP. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 SEP. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention\_Gpt\_Cde\_TOPO\_V 17 09 20.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au groupement de  
commande "Achat de matériels  
électriques" - Modification de la décision  
n°MD2018-482**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRECHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2018-482 du 27 juin 2018 approuvant et autorisant la signature d'une convention de groupement de commande pour l'achat de matériels électriques ;

**- Considérant :**

- qu'il est nécessaire que le marché n°G8D0039EM puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que de fait, il est nécessaire de modifier la délibération n°MD2018-482 ;

**DECIDE**

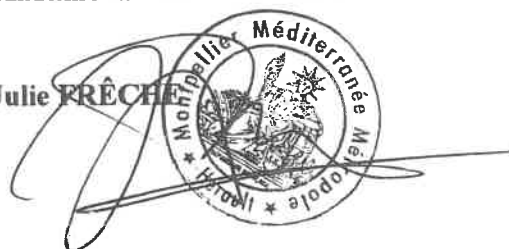
**ARTICLE 1 :** De dire que la dépense sera prévue sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/09.

**Madame la Vice-Présidente**

Julie FRÊCHE

The image shows a handwritten signature, "Julie FRÊCHE", written in black ink. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp contains the text "Montpellier Méditerranée Métropole" around the perimeter and a central emblem featuring a stylized sun or star. A horizontal line is drawn across the stamp.

**Publiée le : 28 SEP. 2020**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 28 SEP. 2020**

**Réception en Préfecture :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles IX 326 et IX 328 - Angle rue du  
Professeur Tédénat & rue de la Figairasse -  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de deuxième Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière,
- VU le plan d'alignement annexé au Plan Local d'Urbanisme de la voie dénommée « rue du Professeur Tédénat » à Montpellier, applicable à ces parcelles,
- **Considérant** la nécessité de procéder à l'élargissement des voies « rue du Professeur Tédénat » et « rue de la Figairasse » sur les parcelles IX 125 et IX 126,

- **Considérant** l'accord de la « SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 3 » en date du 30 octobre 2019, acceptant la cession des parcelles IX 326 (72 m<sup>2</sup>) et IX 328 (41 m<sup>2</sup>) au prix de 60€/m<sup>2</sup>, soit 6 780 € au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 3 domiciliée 27bis allée Jean Jaurès à Toulouse, les parcelles IX 326 (72 m<sup>2</sup>) et IX 328 (41 m<sup>2</sup>), en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction est acceptée au prix de 60€/m<sup>2</sup>, soit 6 780 € (six mille sept cent quatre-vingt euros) pour 113 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

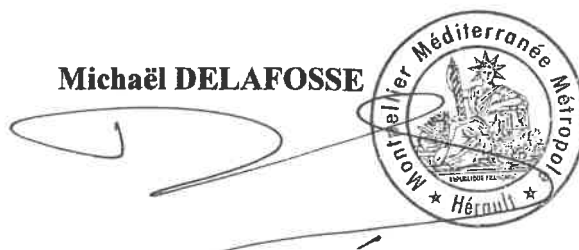
**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 15 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
**Service Montpellier Territoires Est & Nord**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une  
convention de Projet Urbain Partenarial  
(PUP) avec ' ACM HABITAT ' pour une  
opération sise rue Guglielmo Marconi  
(parcelle cadastrée RX 329) sur la  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la maîtrise foncière » ;

**CONSIDERANT :**

- le projet porté par ACM HABITAT sur une unité foncière d'environ 5 942 m<sup>2</sup> constituée par la parcelle cadastrée RX 329, située rue Guglielmo Marconi à Montpellier, ayant pour objet la réalisation d'un Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA) de 21 unités de vie et d'une résidence sociale de 65 logements pour une surface de plancher totale d'environ 5 589 m<sup>2</sup> ;

- que la réalisation de ce programme de construction nécessite des travaux de requalification et d'aménagement de l'espace public.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de Projet Urbain Partenarial, sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM HABITAT, dont le projet est annexé à la présente décision.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la participation exigible auprès de ACM HABITAT s'élève à 526 759 € HT.

**ARTICLE 3 :** La durée d'exonération des parts communale et intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre d'application de la convention de PUP précitée est de 5 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

  
**Michaël DELAFOSSE**



**Publiée le : 27 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention PUP ACM Marconi.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle cadastrée BH 133 auprès de  
l'indivision LALFERT route de Mende -  
Commune de Montferrier-sur-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les accords des indivisaires LALFERT matérialisés sur le plan de modification du parcellaire cadastral en date du 28 janvier 2020,
- VU l'avis de France Domaines n°2019-169V0051 en date du 20 janvier 2020,

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre du projet de création d'un cheminement "modes doux" qui doit assurer la liaison entre le centre de la commune de Montferrier-sur-Lez et le nouveau quartier du Parc de Caudalie, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, en collaboration avec la mairie de Montferrier-sur-Lez, créer une piste mixte piétons/cycles le long de la RD17E11,
- qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée BH 133 d'une superficie de 108 m<sup>2</sup>, située route de Mende sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision LALFERT, la parcelle cadastrée BH 133 d'une superficie de 108 m<sup>2</sup>, située route de Mende à Montferrier-sur-Lez, en vue de la réalisation d'un cheminement "modes doux" le long de la voie existante.

**ARTICLE 2 :** Le prix de la transaction s'élève à un montant total de 3 396 € (*trois mille trois cent quatre-vingt-seize euros*), ventilé comme suit :

- 3 €/m<sup>2</sup> correspondant à la valeur vénale du bien, soit un montant total de 324 €, prix compatible avec l'estimation des services fiscaux hors indemnités accessoires ;
- 4 €/m<sup>2</sup> correspondant aux indemnités accessoires liées à l'arrachage des pieds de vigne, soit un montant total de 432 € ;
- 2 640 € à titre d'indemnisation pour la clôture qui sera réalisée par les indivisaires eux-mêmes.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 20 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 21 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle AO 230 rue des Micocouliers -**  
**Commune de Saint Georges d'Orques**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'accord de Monsieur Claude ROURE, Gérant de la société ECA, par courrier en date du 19 août 2020, pour céder la parcelle AO 230 d'une superficie de 2877 m<sup>2</sup>, située rue des Micocouliers sur la commune de Saint Georges d'Orques, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société ECA représentée par son gérant, Monsieur Claude ROURE, la parcelle AO 230 d'une superficie de 2877 m<sup>2</sup>, située rue des Micocouliers sur la Commune de Saint Georges d'Orques, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, à charge pour la Métropole d'intégrer la parcelle acquise dans son domaine public métropolitain.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 15 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°**  
**M0B0044EA - Établissement du dossier de**  
**demande d'autorisation environnementale**  
**du système de protection du CHU de**  
**Montpellier contre les inondations du Font**  
**d'Aurelle - Lots 1 et 2**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans le domaine « Littoral, prévention des risques majeurs, GEMAPI » ;

**- CONSIDERANT :**

- que des pièces constitutives du dossier de demande d'autorisation environnementale (DAE) du système d'endiguement du Font d'Aurelle à Montpellier et l'accompagnement du maître d'ouvrage dans les phases d'instruction du dossier auprès des services de l'Etat jusqu'à l'obtention des autorisations administratives correspondantes sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R.2123-4 à R 2123-6 du Code de la commande publique et en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14 du CCP, sous la forme d'un marché en procédure adaptée alloti (2 Lots) pour une durée de 15 mois à compter de l'ordre de service pour le Lot 1 : Établissement du dossier de demande d'autorisation environnementale (Hors EDD) et 6 mois à compter de la date fixée par ordre de service pour le Lot 2 : Établissement de l'étude de dangers (EDD) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour le Lot 1 et le Lot 2 :
  - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
  - ° Prix des prestations au regard de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire : 40%
- qu'après analyse pour le Lot 1 : Établissement du dossier de demande d'autorisation environnementale (Hors EDD), l'entreprise ANTEA Group sise 180 impasse John Locke - 34470 PEROLS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

- qu'après analyse pour le Lot 2 : Établissement de l'étude de dangers (EDD), l'entreprise ANTEA Group sise 180 impasse John Locke - 34470 PEROLS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n° M0B0044EA - Établissement du dossier de demande d'autorisation environnementale du système de protection du CHU de Montpellier contre les inondations du Font d'Aurelle :

- Lot 1 : Établissement du dossier de demande d'autorisation environnementale (Hors EDD) à l'entreprise ANTEA Group sise 180 impasse John Locke - 34470 PEROLS pour un montant de 53 975,00 € HT ;

Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 15 mois.

- Lot 2 : Établissement de l'étude de dangers (EDD) à l'entreprise ANTEA Group sise 180 impasse John Locke - 34470 PEROLS pour un montant de 23 750,00 € HT ;

Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 6 mois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

  Montpellier, le 24 SEP. 2020  
Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET

**Publiée le : 25 SEP. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 à la**  
**convention de dépôt de quatre œuvres de**  
**Hubert Robert du musée Fabre au CICRP**  
**en vue de leur étude et de leurs**  
**restaurations**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président notamment celles d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de la Culture et du Patrimoine Historique ;
- VU la décision n°MD2019-482 du 13 mai 2019 autorisant la signature d'une convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine (CICRP) en vue de leur étude et de leur restauration valable du 30/05/2019 au 30/08/2020 ;
- VU la délibération n°MD2020-475 du 26 juin 2020 autorisant la signature de l'avenant n°1 à la convention relative au dépôt de quatre œuvres du musée Fabre dans les ateliers du CICRP en vue de leur étude et de leur restauration afin d'étendre sa validité jusqu'au 31 mars 2022 et de prolonger la

durée de l'accueil des œuvres suscitées jusqu'au 31 décembre 2021 portant le nouveau montant des prestations à 18 654,76 € TTC ;

**Considérant :**

- Qu'au regard de l'état des œuvres, les opérations d'étude et de restauration des quatre œuvres de Hubert Robert dans les ateliers du CICRP requièrent une étude scientifique d'un niveau supérieur qu'initialement prévu ainsi que de nouvelles investigations au moyen de la technique de réflectographie,
- Que cette étude scientifique mettant en jeu de nombreux équipements et compétences est réévaluée à un niveau 3 avec la réalisation de quatre réflectographies,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention relative au dépôt de quatre œuvres du musée Fabre dans les ateliers du CICRP afin de prendre en compte la réalisation de l'étude scientifique de niveau 3 ainsi que la réalisation des quatre réflectographies supplémentaires. Le montant de l'avenant est de 6 660,00 € TTC, portant le nouveau montant des prestations à 25 314,76 € TTC.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant n°2 relatif à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 15 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Unité Assurances

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de  
l'avenant n°1 du lot 5 "Risques de  
Responsabilités" du marché public  
M9D5196AJ- Souscriptions des contrats  
d'assurance permanentes de Montpellier  
Méditerranée Métropole.**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

- VU la décision MD2019-347 du 14/05/2019 attribuant les lots 2, 3, 5 et 6 du marché n°M8D5196AJ intitulé « Souscription des contrats d'assurance permanents de Montpellier Méditerranée Métropole »,

**CONSIDERANT :**

- qu'il est devenue nécessaire de majorer le taux de révision de l'assiette de prime de 5% suite à l'augmentation de la charge des sinistres. En effet, après analyse des statistiques sinistres fournies par PNAS, il s'avère que la charge des sinistres déclarés du 01/05/2019 au 31/12/2019 s'élève à 138 170€ et la charge sinistre du 01/01/2020 au 23/06/2020 s'élevait à 99 121.62€. Lors de l'appel d'offre, la charge sinistre moyenne de la statistique sinistre fournie était bien moindre car représentait 64 296€ (283 974.52€ sur 53 mois).

- que la Commission d'Appel d'Offre a émis un avis favorable le 15 Septembre 2020.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du lot 5 « Responsabilité Civile des Collectivités » au marché M8D5196AJ avec le groupement non solidaire composé du cabinet de courtage PNAS (mandataire) et d'une compagnie d'assurance AREAS  
A titre indicatif, la prime provisionnelle 2021 actualisée sera de 70 757,36 € HT et 77 180,52 € TTC.

**ARTICLE 2 :** De dire que les dépenses seront imputées au budget principal, chapitre 920.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 OCT. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **28 OCT. 2020**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **28 OCT. 2020**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- Avenant lot 5 - Augmentation prime RC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification du  
règlement intérieur du réseau des piscines  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'adopter ou de modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine « Politiques sportives » ;
- VU le règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 30 janvier 2007 actuellement en vigueur ;
- VU les décisions n° D2013-587 en date du 2 septembre 2013 et MD2018-648 en date du 17 juillet 2018 modifiant le règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT :**
  - la nécessité d'adapter le règlement intérieur susvisé à l'évolution du contexte sanitaire lié à l'épidémie de covid-19 et notamment de permettre la mise en place de remboursements pour des mesures sanitaires de prévention de la santé des usagers,

**D É C I D E**

**ARTICLE 1** : Le règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole est modifié.

**ARTICLE 2** : Le règlement intérieur modifié prendra effet à la date de sa signature, et sera diffusé et affiché au sein du réseau des piscines ainsi que sur supports papier et numérique.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le règlement intérieur modifié visé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 15 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSÉ**



**Publiée le : 15 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**15 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de règlement intérieur des piscines v2020-09-08.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Pôle Proximité Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Marché M8D5204EP d'équipements de la  
route -Modification du CCAP - Avenants  
aux lots 1 à 8  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;
- VU la décision n°2019-513 autorisant la signature des lots 1 à 8 du marché n°M8D5204EP d'Equipements de la route avec les entreprises suivantes :

- Lot 1 Signalisation horizontale du réseau structurant de la Métropole – AXIMUM
- Lot 2 Signalisation horizontale du Pôle Territorial de Montpellier – AXIMUM
- Lot 3 Signalisation horizontale des pôles Vallée du Lez et Cadoule et Bérange – AXIMUM
- Lot 4 Signalisation horizontale des pôles Littoral, Piémonts Garrigues et Plaine Ouest - AXIMUM
- Lot 5 Signalisation verticale du réseau structurant de la Métropole – SO SIGNALISATION
- Lot 6 Signalisation verticale du Pôle Territorial de Montpellier – Groupement LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP
- Lot 7 Signalisation verticale des Pôles Littoral, Piémonts Garrigues, Plaine Ouest, Vallée du Lez et Cadoule et Bérange – Groupement LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP
- Lot 8 Dispositifs de retenue routiers – AXIMUM ;

**CONSIDERANT :**

- que dans un souci de simplification administrative dans l'exécution du marché, il convient de modifier l'article 13.1 du CCAP.
- que par application des dispositions de l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, dès lors que le maître d'ouvrage ne jugera pas utile de procéder aux opérations préalables à la réception, de manière formelle et conforme aux dispositions de l'article 41.1.1 du CCAG Travaux, les travaux seront réputés réceptionnés sans réserve ;
- que le règlement de l'acompte correspondant à ces travaux vaudra réception des travaux concernés ;
- que il convient de modifier l'article 3.2 du CCAP afin de modifier l'indice applicable aux prix du lot 8 suite à la publication de l'indice DRR02 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature des avenants au marché n°M8D5204EP d'Equipements de la route avec les entreprises suivantes :

Lot 1 Signalisation horizontale du réseau structurant de la Métropole – AXIMUM

Lot 2 Signalisation horizontale du Pôle Territorial de Montpellier – AXIMUM

Lot 3 Signalisation horizontale des pôles Vallée du Lez et Cadoule et Bérange – AXIMUM

Lot 4 Signalisation horizontale des pôles Littoral, Piémonts Garrigues et Plaine Ouest - AXIMUM

Lot 5 Signalisation verticale du réseau structurant de la Métropole – SO SIGNALISATION

Lot 6 Signalisation verticale du Pôle Territorial de Montpellier – Groupement LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP

Lot 7 Signalisation verticale des Pôles Littoral, Piémonts Garrigues, Plaine Ouest, Vallée du Lez et Cadoule et Bérange – Groupement LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP

Lot 8 Dispositifs de retenue routiers – AXIMUM

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



29 SEP. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 20 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant à la  
convention d'occupation du domaine  
public conclue entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et la société  
AVINEON pour une extension de la  
surface de ses locaux au sein du bâtiment  
MIBI**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,



- VU la délibération du Conseil n°2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2020 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté MAR2020-0301 portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique et numérique »,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise AVINEON a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise AVINEON pour la restitution du B1.31(12,30 m<sup>2</sup>) au 1<sup>er</sup> étage et l'extension de sa surface par la location des B2.20 (29,20 m<sup>2</sup>) et B2.27 (14,00 m<sup>2</sup>) au 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02 afin d'accroître son activité et d'accueillir de nouveaux effectifs.

**ARTICLE 2** : A compter de la signature de cet avenant, la surface occupée par la société AVINEON passe de 101,20 m<sup>2</sup> à 132,10 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : La durée d'occupation de la nouvelle surface (132,10 m<sup>2</sup>) est consentie jusqu'au terme de la prorogation de la convention d'occupation fixée au 30 avril 2022.

**ARTICLE 4** : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AVINEON est de 1849,40 €, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2019-777 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019.

**ARTICLE 5** : La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 6** : Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7**: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

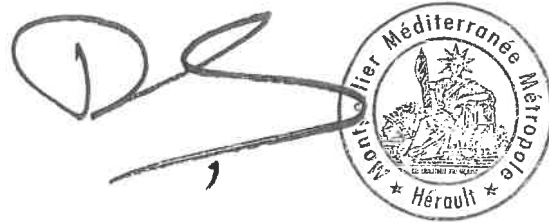
Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 OCT. 2020

Réception en Préfecture :



Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision portant sur un avenant n°2 de  
prorogation du mandat d'études avec la  
SA3M sur la mise en valeur des espaces  
urbains Comédie Esplanade Triangle**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;

- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2018 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2018-670 du 20 août 2018 et portant sur des études préalables à la mise en valeur des espaces urbains Comédie Esplanade Triangle ;

- VU la décision n° MD2019-1058 attribuant l'accord-cadre portant sur des missions de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle au groupement TER / TECTA-SISMOPER-ZEFCO-ON ; accord-cadre mono-attributaire conclu sans minimum ni maximum en valeur ou en quantité ;

- VU l'avenant n°1 à la convention de mandat en date du 11 février 2020 autorisé par décision n°MD2019-1242 du 17 janvier 2020 modifiant le périmètre et le contenu des études, et portant le montant du marché de 555 000 euros HT à 768 000 euros HT ;

**- CONSIDERANT :**

- Que depuis la notification de l'avenant n°1 à la convention de mandat avec la SA3M pour la mise en valeur de l'espace urbain Comédie Esplanade Triangle, les études se sont poursuivies, leur planning de réalisation dépassant la durée du présent mandat ;

- Que compte tenu de ces éléments et aux fins de poursuivre le projet, il y a lieu de proroger la durée du mandat ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature d'un avenant n° 2 de prorogation du mandat d'études portant sa durée de 24 à 48 mois.

**ARTICLE 2 :** De conserver toutes les autres dispositions de la convention de mandat d'études avec la SA3M. En particulier son enveloppe financière reste inchangée.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

- 1 OCT. 2020



Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : - 1 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : - 1 OCT. 2020

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
constitutive de groupement de commandes  
pour la réalisation et l'édition d'un  
catalogue dans le cadre de la co-  
organisation de l'exposition "United States  
of Abstraction - Artistes américains à Paris  
1946-1964" avec le musée d'arts de Nantes.**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole le 15 juillet 2020, et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice (art.4.4), et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice. Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant. (art.4.1) ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de la Culture et du Patrimoine Historique » ;

**Considérant :**

- Que le Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'associer au musée d'Arts de Nantes Métropole pour organiser ensemble l'exposition *United States of Abstraction, artistes américains à Paris 1946-1964* en 2021, qui sera présentée dans les deux lieux,
- Que pour cette exposition, les deux musées souhaitent éditer conjointement un catalogue,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Nantes Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour objet l'édition du catalogue de l'exposition « United States of Abstraction, artistes américains à Paris 1946-1964 » en 2021 dont le coordonnateur est Nantes Métropole. Le budget prévisionnel pour cette opération est estimé à 60 000 € HT pour l'ensemble du groupement dont la répartition des frais est établie à l'article 3 de ladite convention. Elle prendra effet dès lors qu'elle aura revêtu caractère exécutoire pour toutes les parties et prendra fin à l'expiration du marché passé pour l'édition du catalogue dans le cadre de l'exposition.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

6/10/20

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



**Publiée le :** - 7 OCT. 2020  
**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**  
**Envoi Préfecture :** - 7 OCT. 2020  
**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- Convention groupement commandes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle AB 416 en nature de piétonnier -  
Commune de Saint-Geniès-des-Mourgues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de la Commune par délibération du conseil municipal en date du 10 juillet 2020, pour céder la parcelle AB 416 de 164 m<sup>2</sup> en nature de piétonnier, à Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que suite à la réalisation du lotissement communal « Les Mourguettes », il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée AB 416 en nature de piétonnier, situé Chemin du Bois à Saint Geniès des Mourgues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Commune de Saint-Geniès-des-Mourgues, la parcelle AB 416 d'une superficie de 164 m<sup>2</sup> en nature de piétonnier, chemin du Bois en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir un chemin piétonnier, qui sera géré et entretenu par les services de la Métropole.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 SEP. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 30 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la rétrocession des  
voiries et équipements publics dans la ZAC  
du Renard - Communes de Beaulieu et  
Restinclières**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de rétrocession des voiries et équipements publics situés dans la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) du Renard formulée par GGL Groupe, remplacé par la SAS (Société par Actions Simplifiée) dénommée "Bois du Renard", formulée le 13 janvier 2020 à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis favorable du Pôle Cadoule et Bérange en date du 3 septembre 2020,

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries situées dans la ZAC du Renard, sur les communes de Beaulieu et Restinclières,

# D E C I D E

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SAS "Bois du Renard" ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles supportant les voiries et équipements publics de la ZAC du Renard, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain, à savoir les parcelles :

## Commune de Beaulieu

Section	N°	Lieu-dit	Type	Contenance (m²)
AI	186	Renard	Espace vert	437
	462	Renard	Voirie	1774
	474	Renard	Voirie	252
	490	Renard	Voirie	776
	498	Renard	Voirie	404
	523	Renard	Voirie	2748
AK	79	Les Combes	Bassin de rétention	229
	83	Les Combes	Bassin de rétention	3065
	84	Les Combes	Bassin de rétention	4460
	91	39 av. de Saint Génès	Voirie	1465
	326	Les Combes	Voirie	1503
	348	Les Combes	Bassin de rétention	6387
	350	Les Combes	Bassin de rétention	1577
	354	Le Devès	Voirie	1100
	369	Renard	Voirie	568
	381	Renard	Voirie	249
	382	Renard	Voirie	71
	383	Renard	Voirie	13
	399	Renard	Espace vert	2491
	410	Renard	Espace vert	3807
	411	Renard	Voirie	242
	495	Renard	Voirie	1
	502	Renard	Voirie	141
	503	Renard	Voirie	4
	512	Renard	Voirie	850
	513	Renard	Voirie	8
	519	Renard	Voirie	26
	522	9 imp. de l'Horizon	Espace vert	5
	555	Renard	Espace vert	1280
	560	Renard	Espace vert	3
	562	Renard	Voirie	16

AK	569	Renard	Espace vert	1
	573	Renard	Voirie	108
	609	Renard	Voirie	484
	610	Renard	Voirie	178
	625	Renard	Voirie	772
	626	Renard	Voirie	40
	627	Renard	Espace vert	33
	717	Les Combes	Voirie	27
	718	Les Combes	Voirie	50
	719	Les Combes	Voirie	2103
	727	Renard	Voirie	1058
	728	Renard	Voirie	4070
	730	Renard	Voirie	301
	745	Renard	Voirie/Espace vert	14953

**Commune de Restinclières**

Section	N°	Lieu-dit	Type	Contenance (m²)
AC	652	Les Combes	Voirie	10

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie au prix d'1 € avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

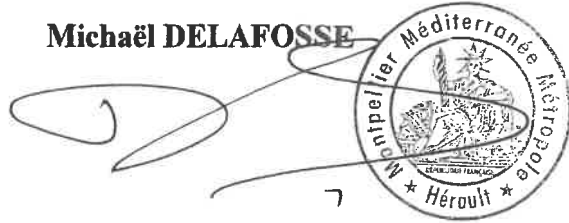
**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 15 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 15 OCT. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**  
**Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
"schéma directeur hydraulique 2D et  
dossiers administratifs, dans le cadre des  
études préalables à l'aménagement des  
sites Naussargues/Mijoulan/Bel Air -  
Communes de Juvignac, de Saint Georges  
d'Orques et Grabels" - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 25 janvier 2018 au bénéfice de la SA3M portant sur les études préliminaires à l'aménagement des sites Mijoulan / Naussargues / Bel Air ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu dans le cadre des études relatives à l'aménagement des sites Naussargues / Mijoulan / Bel Air, de mener une étude relative à un schéma directeur hydraulique 2D et à l'établissement des dossiers administratifs en découlant ;

- Que dans ces conditions, une procédure d'accord-cadre de prestations intellectuelles pour une durée maximum de 48 mois a été ouverte conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique, selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation ;
- Que cette mission s'organise dans le cadre d'un accord cadre à bon de commande pour un montant maximal de 100 000 € HT ;
- Que les critères de jugement étaient les suivants : valeur technique pour 60 %, prix pour 40 % ;
- Qu'après analyse, CEREG Ingénierie, présente l'offre économique la plus avantageuse.

**Décide**

**Article 1 :** D'attribuer le marché relatif à une étude relative à un schéma directeur hydraulique 2D et dossiers administratifs à CEREG Ingénierie, sis 534, rue du Pic Saint-Loup, 34080 Montpellier. Le marché est sans minimum et un montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande de 100 000 € HT. La durée du marché est de 48 mois à compter de l'ordre de service.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 906.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 15 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 15 OCT. 2020  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RAO signé

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Appui Technique aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**MOB0050EP - Audit des équipements de la  
route (signalisation horizontale et  
verticale) préalable à l'extinction de  
l'éclairage public - Attribution de marché**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération n°MD2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

**Considérant :**

- que les prestations d'ingénierie relatives à la réalisation d'un audit de conformité des équipements de la route en agglomération, préalablement à l'extinction totale ou partielle de l'éclairage public sont nécessaire ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %
  - Valeur technique au regard de la note méthodologique : 60 %
- que le marché est un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum annuel de 44 500 € HT ;
- qu'après analyse, la société ASCODE AGENCE D'EGUILLES - 2090 Routes des Milles Impasse Opaline Bât B - 13510 EGUILLES présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord-cadre n°M0B0050EP – Audit des équipements de la route (signalisation horizontale et verticale) préalable à l'extinction de l'éclairage public à la société ASCODE pour un montant maximum annuel de 44 500.00 € HT par an, renouvelable une fois. Le marché prend effet à compter de la notification de l'accord-cadre.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 8 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : - 8 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : - 8 OCT. 2020  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- RAO.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
DIGIXART au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 14 septembre 2016 passée entre la Métropole et la société DIGIXART pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 17 octobre 2019,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 10 septembre 2020,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise a entamé des recherches immobilières, mais que celles-ci ont été retardées par la crise sanitaire COVID 19,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société DIGIXART n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société DIGIXART pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 et jusqu'au 31 mars 2020.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DIGIXART pour la surface de 59,52 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 897,56 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

**ARTICLE 3** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

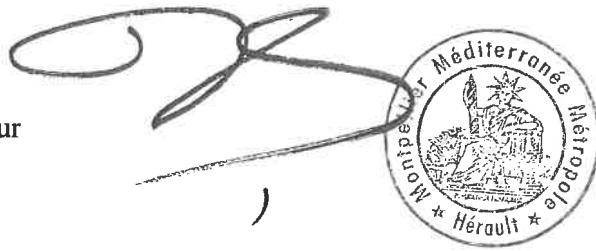
Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 14 OCT. 2020



Liste des annexes transmises en préfecture:

*avenant*

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société SAS CFC  
DEVELOPPEMENT sur la Zac Port  
Marianne - Hippocrate à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Port Marianne – Hippocrate à Montpellier : la société CFC DEVELOPPEMENT dont l'activité est la promotion immobilière est représentée par Monsieur Bernard de Fesquet, son Président Directeur Général. Elle est candidate à l'acquisition du lot F1 de 353 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un programme de promotion de 1 188 m<sup>2</sup> de surface de plancher (extension du programme tertiaire développé sur le lot F). Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 350 m<sup>2</sup> ;  
CFC Développement prévoit 150 à 200 personnes sur site (programme global) ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société CFC DEVELOPPEMENT ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession est approuvé conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 OCT. 2020**

Monsieur le Président

  
**Michaël DELAFOSSE**



Publiée le : **13 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 OCT. 2020**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Demande de décision SA3M

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**n°M9D0089DC - Gardiennage du musée**  
**Fabre de Montpellier Méditerranée**  
**Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric, vice-président délégué à la Culture et Patrimoine Historique ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire de renouveler le marché de gardiennage du musée Fabre pour d'une part la surveillance des espaces d'exposition (collections permanentes et expositions temporaires) et d'autre part le gardiennage du Poste Central de Sécurité (P.C. sécurité) 365j/an et 24h/24h ;
- qu'une procédure adaptée restreinte a été lancée conformément à l'article R.2123-1 et R.2131-15 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes pour une durée d'un an conformément aux articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Ce contrat est reconductible trois fois une année ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
  - ° Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire annuel HT mentionné à l'AE et du montant total H.T du D.Q.E. : 40%

L'entreprise présentant l'offre économiquement la plus avantageuse est *GIP SECURITE, ZAC Font de la banquière, 34970 LATTES*.

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché Gardiennage du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise GIP SECURITE sise ZAC Font de la banquière - 34970 LATTES, pour un montant forfaitaire annuel de 1 427 102,45 € HT et pour un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations faisant l'objet d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande.

La durée initiale du marché commence à sa notification jusqu'au 31 décembre 2020.

Le marché est reconductible 3 fois 1 an dans les conditions énoncées au C.C.A.P.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

6/10/20

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 07 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Marché subséquent n°M9D0002AT relatif  
aux travaux d'aménagement de l'avenue  
Jean Moulin et avenue du 8 mai 1945 à  
Cournonterral - Avenant n°2 - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2019-501 attribuant le marché subséquent n°M9D0002AT de travaux d'aménagement de l'avenue Jean Moulin et de l'avenue du 8 mai 1945 à Cournonterral à l'entreprise EUROVIA pour un montant de 591 209,35€ HT et d'une durée de 5 mois.
- VU la décision n°2020-341 autorisant la signature de l'avenant n°1 et portant le montant du marché à 627 726,67€ HT ;

**Considérant**

- que dans le cadre du marché subséquent n°M9D0002AT de travaux d'aménagement de l'avenue Jean Moulin et de l'avenue du 8 mai 1945 à Courmonterral, des travaux supplémentaires doivent être réalisés ;
- que dans le cadre de ces travaux supplémentaires, le marché doit être prolongé de 3 mois portant le délai d'exécution du marché à 8 mois.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché subséquent n°M9D0002AT de travaux d'aménagement de l'avenue Jean Moulin et de l'avenue du 8 mai 1945 à Courmonterral avec l'entreprise EUROVIA d'un montant de 52 000,45€ HT.  
Le délai d'exécution des travaux est prolongé de 3 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 8 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



- 8 OCT. 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 8 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avt signé entreprise
- OS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une  
convention de Projet Urbain Partenarial  
(PUP) avec le constructeur ' Pitch  
promotion ' pour une opération sise 140  
Quai Flora Tristan - Commune de  
Montpellier (parcelles cadastrées PE02 et  
PE03)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie Manton dans les domaines de l'Aménagement Durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière.

**CONSIDERANT :**

- le Pré Projet (PP) n°20-0006 déposé en date du 23 janvier 2020 par Pitch Promotion sur une unité foncière d'environ 2 682 m<sup>2</sup> constituée par les parcelles cadastrées PE02 et PE03 située 140 quai Flora Tristan à Montpellier ;

- le projet porté par Pitch Promotion a pour objet la réalisation d'une résidence seniors d'environ 94 logements pour une surface de plancher totale de 4 640 m<sup>2</sup> ;
- que la réalisation de ce programme de construction nécessite des travaux de requalification et d'aménagement de l'espace public.

**D E C I D E :**

**Article 1 :** Une convention de Projet Urbain Partenarial, sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pitch Promotion dont le projet est annexé à la présente décision.

**Article 2 :** Le montant de la participation exigible auprès de Pitch Promotion s'élève à 534 600 € H.T.

**Article 3 :** La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre d'application de la convention de PUP précitée est de 8 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

**Article 4 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 14 OCT. 2020  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- Convention PUP Flora Tristan\_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché  
n°5194AT18 de travaux de requalification  
de la partie basse de l'avenue des Jardins à  
Saint Georges d'Orques - Approbation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2018-1163 attribuant les lots 1 et 2 du marché n°5194AT18 de travaux de requalification de la partie basse de l'avenue des Jardins à St Georges d'Orque pour une durée de 39 semaines (hors période de préparation de 30 jours) à l'entreprise suivante :

- Lot 1 « Voirie »: Razel Bec pour un montant de 296 393,60€ HT
- Lot 2 « Réseaux Humides »: Razel Bec pour un montant de 653 267,50€ HT

**CONSIDERANT :**

- Qu'il est nécessaire de modifier l'imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées à ce marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes de la Métropole, tous chapitres confondus.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De modifier l'article 2 de la décision n°2018-1163 qui ne comportait pas la bonne imputation budgétaire.

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

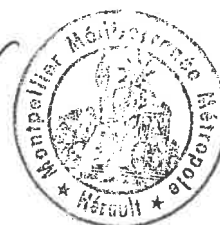
**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le     ~ 8 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le :     ~ 8 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :     ~ 8 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société ITK  
au sein de la pépinière d'entreprises Cap  
Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée entre la Métropole et la société ITK pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 16 mars 2020,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 10 septembre 2020,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et qu'en conséquence la société ITK a sollicité sa prorogation pour une durée complémentaire
- **CONSIDERANT** que la société ITK a avancé concrètement dans l'acquisition de locaux dans la Métropole, et que selon le calendrier transmis par ITK avec la finalisation de l'étape administrative et juridique au cours du premier trimestre 2021 et les importants travaux prévus sur plusieurs mois, une sortie de pépinière serait envisageable pour le troisième trimestre 2021,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK pour une période de douze mois supplémentaires à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 jusqu'au 30 septembre 2021.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 571,72 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 7 202,29 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

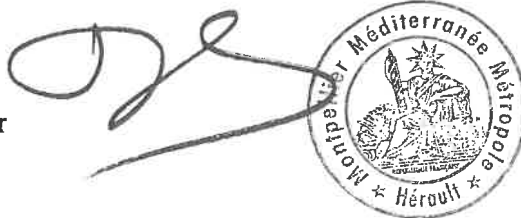
Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 14 OCT. 2020



Liste des annexes transmises en préfecture:

avenant.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent  
N°MOD0040AT - Création du giratoire  
d'accès au groupe scolaire Maurice Béjart  
à Juvignac - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;
- VU la décision N°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre N°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

**Considérant :**

- que des travaux de création du giratoire d'accès au groupe scolaire Maurice Béjart à Juvignac sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre N°5023AT17 – lot 1 « secteur Ouest » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 5 mois (dont une période de préparation de 30 jours) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 40 %
  - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 60 %
- qu'après analyse, l'entreprise Eurovia sise à Juvignac présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché subséquent N° M0D0040AT relatif aux travaux de création du giratoire d'accès au groupe scolaire Maurice Béjart à Juvignac à l'entreprise Eurovia, pour un montant de 332 951,00 € HT ;

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 5 mois (dont une période de préparation de 30 jours).

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 SEP. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 30 SEP 2020 .

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAO SIGNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Unité Assurances**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un protocole d'accord  
transactionnel - VERCAUTEREN -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de de Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, dans le domaine de « l'Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;

**CONSIDERANT:**

- qu'un litige oppose Montpellier Méditerranée Métropole et Mme VERCAUTEREN depuis 2019 à cause d'un pin planté sur le domaine public ;
- que Mme VERCAUTEREN a déclaré que le pin a occasionné des fissures sur son mur de clôture causées par les poussées racinaires ainsi que des projections d'aiguilles dans sa piscine ;
- qu'une expertise contradictoire a eu lieu 25/06/2020 lors de laquelle les désordres ont été avérés par l'expert de la compagnie « Responsabilité Civile » de Montpellier Métropole ;
- que l'arbre a été abattu par les services de Montpellier Métropole et que le protocole a pour objet de constater la volonté réciproque de mettre fin de manière définitive et irrévocable au litige qui oppose Montpellier Métropole à Mme VERCAUTEREN.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature du protocole transactionnel dans le cadre du dossier sinistre 3M-2020/127.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer le protocole d'accord transactionnel et, plus largement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 9 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le :** - 9 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 9 OCT. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Protocole transactionnel

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de  
constitution de servitude de passage de  
canalisation des eaux pluviales au profit de  
SOGEPROM SUD REALISATIONS -  
Parcelle cadastrée CD n°742 - Commune  
de Montpellier - Approbation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la maîtrise foncière,
- Vu le projet de convention de constitution de servitude de passage perpétuelle d'une canalisation d'eaux pluviales en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrées section CD n° 742, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole propriétaire, au profit de SOGEPROM SUD REALISATIONS, dont le siège social est à MONTPELLIER (34960) 80 place Ernest Granier Etoile Richter, inscrite sous le numéro SIREN 482966975 RCS, représenté par Monsieur Pierre RAYMOND, Directeur Régional,

**CONSIDÉRANT :**

- que SOGEPROM SUD RÉALISATIONS a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier dénommé « Joïa » situé à Montpellier rue Beau Séjour et rue du Jeu de Mail des Abbés sur un terrain cadastré CD n°828 et 831 et conformément aux autorisations d'urbanisme obtenues, le



projet de construction doit rejeter ses eaux pluviales vers le ruisseau de Chambéry, ce qui nécessite notamment la traversée de la parcelle cadastrée section CD numéro 742 appartenant à la Montpellier Méditerranée Métropole, formant l'entrée du terrain de football « Stade de l'Abbé Prévost ».

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude de passage perpétuelle est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de SOGEPROM SUD REALISATIONS, pour la pose d'une canalisation d'écoulement des eaux pluviales sur une longueur de 5,2 mètres, dans la bande de terrain de 1 mètre et d'une hauteur minimum de 1,1 mètre, en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section CD n° 742, d'une contenance de 24 m².

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie à titre gratuit. Les frais d'acte notarié nécessaire à la publication de la servitude seront à la charge de SOGEPROM SUD REALISATIONS.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer la convention de servitude ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**



**Publiée le : 14 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **14 OCT. 2020**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- plan servitude 3m.pdf
- servitude sogeprom 3m.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
**Service Exploitation des Services des Déplacements**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°8.11D portant sur les travaux de  
reconnaisances géotechniques dans le  
cadre de la 5ème ligne de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

**- Considérant**

- Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique portant sur les travaux de reconnaissances géotechniques n°8.11D dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- Qu'après analyse, l'offre de l'entreprise HYDROGEOTECHNIQUE SUD OUEST sise à Salleles d'Aude (11) est conforme aux attentes,

**DECIDE**

**Article 1** : Le marché n°8.11D relatif aux travaux de reconnaissances géotechniques dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise HYDROGEOTECHNIQUE SUD OUEST sise à Salleles d'Aude (11).

**Article 2** : Le marché n°8.11D est conclu pour un montant minimum de 100 000 € HT et un montant maximum de 750 000 € HT s'agissant d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 60 mois. Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**Article 3** : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le marché visé à l'article 1.

**Article 4** : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 SEP. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 29 SEP. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : 29 SEP. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- RAO

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°8.14F portant sur la Mission OQA  
(Organisme Qualifié Agréé) Systèmes et  
Infrastructures dans le cadre de la 5ème  
ligne de tramway - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,
- **Considérant**
  - Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique portant sur la Mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) Systèmes et Infrastructures n°8.14F dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
  - Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
  - Qu'après analyse, l'offre de l'entreprise CERTIFER sise à Valenciennes (59) est conforme aux attentes,

**DECIDE**

**Article 1** : Le marché n°8.14F relatif à la Mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) Systèmes et Infrastructures dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise CERTIFER sise à Valenciennes (59).

**Article 2** : Le marché n°8.14F est conclu pour un montant de 152 900 € HT dont 131 300 € HT pour la partie à prix forfaitaire pour une durée de 84 mois. Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**Article 3** : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le marché visé à l'article 1.

**Article 4** : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 SEP. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 29 SEP. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 29 SEP. 2020  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- RAO

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de**  
**candidature de la société IMPREMIUM 34**  
**dans les Ateliers Relais du Millénaire à**  
**Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier : la société IMPREMIUM 34, représentée par Monsieur Hervé CASTELLONESE est une SARL dont l'activité est la reprographie générale, la gélatinographie et la vente de toutes fournitures et matériel de dessin.  
Elle est candidate à la location du lot M2 de 199 m<sup>2</sup> pour une période 36 mois.  
L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société IMPREMIUM 34 ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 SEP. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Demande de décision SERM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une  
convention de groupement commandes  
pour un marché de "Maintenance,  
entretien et dépannage des équipements de  
production de froid" - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

Page 1 sur 3

**Considérant :**

- Que dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de mise en concurrence par le biais de la présente convention constitutive d'un groupement de commandes dans le cadre d'un marché relatif à : « Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid ».
- Que ce marché est un accord-cadre à bons de commande avec maximum et un opérateur économique pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 (ou de la notification si celle-ci est postérieure), jusqu'au 31 décembre 2023 ;
- Que ce marché est composé d'un lot unique d'un montant de 207 000 €HT maximum répartis comme suit entre les membres :
  - Ville de Montpellier : 156 000 € HT maximum
  - Montpellier Méditerranée Métropole : 51 000 € HT maximum ;
- Que sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque membre du groupement s'engage à exécuter avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres, le marché résultant du présent groupement.

**DECIDE :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour un marché de « Maintenance, Entretien et Dépannage des équipements de production de froid » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

**Article 2 :** Conformément aux termes de la convention, la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes.

**Article 3 :** De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le – 6 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : – 6 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : – 6 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Page 3 sur 3



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°8.14G portant sur la Mission OQA  
(Organisme Qualifié Agréé) Insertion  
urbaine dans le cadre de la 5ème ligne de  
tramway - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

**Considérant**

- Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique portant sur la Mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) Insertion urbaine n°8.14G dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- Qu'après analyse, l'offre de l'entreprise CEREMA sise à Aix en Provence (13) est conforme aux attentes,

**DECIDE**

**Article 1** : le marché n°8.14G relatif à la Mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) Insertion urbaine dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise CEREMA sise à Aix en Provence (13).

**Article 2** : Le marché n°8.14G est conclu pour un montant de 105 210 € HT dont 90 221 € HT pour la partie à prix forfaitaire pour une durée de 84 mois. Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**Article 3** : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le marché visé à l'article 1.

**Article 4** : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 SEP. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 29 SEP. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 29 SEP. 2020  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- RAO

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**N°M0D0014AT - Travaux d'aménagement**  
**de la rue du Jeu de Ballon - Pignan -**  
**Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;
- VU la décision N°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre N°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;



**Considérant :**

- que des travaux d'aménagement de la rue du Jeu de Ballon à Pignan sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre N°5023AT17 – lot 1 « secteur Ouest » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 4 mois (dont une période de préparation de 30 jours) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 40 %
  - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 60 %
- qu'après analyse, l'entreprise Eiffage sise à Saint Jean de Védas présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché subséquent N° M0D0014AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue du Jeu de Ballon à Pignan à l'entreprise Eiffage pour un montant estimatif de 184 589,35 € HT ;

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 4 mois (dont une période de préparation de 30 jours).

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 8 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : - 8 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 8 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RAO SIGNE
- M0D0014AT - RAO SIGNE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°8.86M portant sur l'impression,  
façonnage, conditionnement et livraison de  
documents d'information dans le cadre de  
la ligne 5 de tramway - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

**Considérant**

- Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique portant sur l'impression, façonnage, conditionnement et livraison de documents d'information et de communication n°8.86M dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- Qu'après analyse, l'offre de l'entreprise JF IMPRESSION sise à Montpellier (34) est conforme aux attentes,

**DECIDE**

**Article 1** : le marché n°8.86M relatif à l'impression, façonnage, conditionnement et livraison de documents d'information et de communication dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise JF IMPRESSION sise à Montpellier (34).

**Article 2** : Le marché n°8.86M est conclu pour un montant maximum de 300 000 € HT s'agissant d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 1 an reconductible 5 fois pour une période de 12 mois chacune. Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**Article 3** : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le marché visé à l'article 1.

**Article 4** : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 SEP. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 29 SEP. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 29 SEP. 2020  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- RAO

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Parc Auto**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme**  
**d'un véhicule vétuste de marque Citroën**  
**Berlingo immatriculé CZ-070-YK - Hôtel**  
**des ventes de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé CZ-070-YK ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën Berlingo immatriculé CZ-070-YK et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**3 0 SEP. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michael DELAFOSSE**

**3 0 SEP. 2020**

**Publiée le :**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**3 0 SEP. 2020**

**Envoi Préfecture :**

**Réception en Préfecture :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Maîtrise du Service Public**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Convention entre le Service Départemental  
d'Incendie et de Secours de l'Hérault et  
Montpellier Méditerranée Métropole et  
VEOLIA-Compagnie Générale des Eaux  
relative à l'occupation temporaire du site  
de MAERA pour manœuvre**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil par la délibération n°M2020-98 du 15 juillet 2020 ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'afin de permettre à ses agents de se former et/ou de s'entraîner, le Service Départemental d'Incendie et de secours de l'Hérault utilise des sites variés pour qu'ils puissent effectuer des manœuvres.

Ainsi le SDIS de l'Hérault s'est rapproché de Montpellier Méditerranée Métropole et de VEOLIA – Compagnie Générale des Eaux, respectivement propriétaire et exploitant de l'usine MAERA, pour solliciter la conclusion d'une convention relative à l'autorisation d'occupation temporaire de ce site pour manœuvre.

- Que la convention a pour objet d'accorder une autorisation d'occupation temporaire du site de l'usine MAERA, comme lieu de manœuvre pour les sapeurs-pompiers du SDIS de l'Hérault situé Chemin de la Cérérède - 34 970 LATTES

- Que le site comprend les ouvrages d'épuration collectant les eaux usées de 19 communes (dont 5 hors Métropole) raccordées pour une surface totale de 8 ha.
- Que dans le cadre de la présente convention, le SDIS34 pourra procéder à des exercices de manœuvre à des fins d'entraînement ou de formation en application de ses missions résultant de l'article L 1424-2 du code général des collectivités territoriales. La convention, vaut, une fois signée, autorisation d'utilisation des lieux sus mentionnés.
- Que l'utilisation du site visée par la présente convention est effectuée à titre gracieux.
- Que cette convention d'occupation temporaire du domaine public est établie pour un an à compter de la signature de la convention, renouvelable par décision expresse.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du site de l'usine MAERA régissant les modalités de gestion des installations conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, Veolia – Compagnie Générale des Eaux et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault ;

**ARTICLE 2 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Parc Auto**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme  
d'un véhicule vétuste de marque Renault  
Twingo immatriculé CP-203-BD - Hôtel  
des ventes de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Twingo immatriculé CP-203-BD ;
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault Twingo immatriculé CP-203-BD et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 30 SEP. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 30 SEP. 2020**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **30 SEP. 2020**  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Parc Auto**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme  
d'un tractopelle de marque CASE type  
580SM - Hôtel des ventes de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule tractopelle de marque CASE type 580 SM techniquement réparable mais économiquement irréparable ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule économiquement irréparable et qu'il convient de le réformer ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole réforme un véhicule tractopelle de marque CASE type 580 SM n° de série HJE543439, techniquement réparable mais à un coût inacceptable et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **30 SEP. 2020**

**le Président**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 30 SEP. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **30 SEP. 2020**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière  
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway  
- Parcelle AS 16 n°1429 Route de Mende à  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

**Considérant :**

- que 70 m² du bien immobilier situé au 1 429, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n° 16, appartenant à l'Indivision ROSA / PETIT, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite emprise ;
- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles AS n°16

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 70 m² du bien immobilier (terrain en nature de parkings) situé au 1 429, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°16, appartenant à l'Indivision ROSA / PETIT.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 73 800,00 € (SOIXANTE TREIZE MILLE HUIT CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision ROSA / PETIT et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :**La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'Indivision ROSA / PETIT.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la

délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 09 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 09 OCT. 2020**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

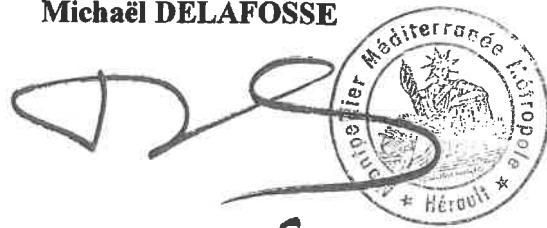
**Envoi Préfecture : 09 OCT. 2020**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PPA
- PV
- Autorisation travaux

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert de propriété  
du bassin de rétention de la Draye dans le  
patrimoine de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Commune de Jacou**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 21 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Jacou n° DEL09\_10JUIL20 en date du 10 juillet 2020,
- **Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de



Jacou utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- **Considérant** que, d'un commun accord, les terrains et ouvrages ci-dessous sont transférés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Considérant** que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la commune de Jacou des biens énumérés ci-dessous:

Equipement au titre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m <sup>2</sup>
Bassin de rétention ZAC de la Draye à JACOU	AV n° 888	7 220

**ARTICLE 2** : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit. Les frais d'actes seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière  
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway  
- Parcelle AS n°343 Route de Mende -  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

**CONSIDERANT :**

- que le lot n°401 au sein de la copropriété Résidence Parc Académie, situé au 2 153, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n° 343, appartenant à l'Indivision AGOGUE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot n°401 au sein de la copropriété Résidence Parc Académie, situé au 2 153, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n° 343, appartenant à l'Indivision AGOGUE.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 300€ (HUIT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 09 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPA
- PV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retrait de la délégation  
du Droit de Préemption Urbain à la  
commune de Montpellier sur la parcelle  
KS 1 portant sur la copropriété  
BEAUSOLEIL située 138 avenue de  
Lodève et rue de Las Sorbes à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le retrait de la délégation du droit de préemption urbain (DPU) accordée par la Métropole à une commune membre, sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'emplacement réservé C23 inscrit au PLU de la Ville de Montpellier pour élargissement de la rue de Las Sorbes,

- **CONSIDERANT** que l'aménagement de voirie prévu par l'emplacement réservé C23 inscrit au PLU de la Ville de Montpellier, impacte la parcelle cadastrée KS 1 portant sur la copropriété BEAUSOLEIL, et plus précisément, la réalisation des travaux d'élargissement de la rue de Las Sorbes nécessite l'acquisition de plusieurs lots de la copropriété, composés à la fois de garages dont certains ont été aménagés en commerce, et de places de stationnement, en bordure de la voie à élargir.

- **CONSIDERANT** que l'aménagement de voirie relève des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

- **CONSIDERANT** que dans ces conditions, il y a lieu de retirer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier, sur la parcelle cadastrée KS 1 afin de permettre à la Métropole d'exercer le droit de préemption en vue de l'acquisition des lots de copropriété nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement de voirie.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La délégation du droit de préemption urbain consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier, est retirée sur la parcelle cadastrée KS 1.


**ARTICLE 2 :** Toute personne ayant reçu par délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 OCT. 2020**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **07 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de  
préemption urbain - Propriété société  
FONCIERE XV - Immeuble à usage  
commercial - Parcelle AI 69 - Avenue du  
Languedoc - Commune de Pérols**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Deuxième Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,



- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pérols approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 23 janvier 2007,
- VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Pérols du 26 avril 2007 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Pérols,
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé,
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10387 en date du 29 novembre 2011 portant création de l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer »,
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10480 du 29 novembre 2011, décidant de confier l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 9 juin 2020, envoyée par Maître MOURGUES-MOLINES, notaire à Paris (17<sup>ème</sup>), reçue en Mairie de Pérols le 11 juin 2020, concernant la vente par la société FONCIERE XV, d'un immeuble à usage commercial, situé avenue du Languedoc à Pérols, cadastré section AI 69, au prix de 650.000 € plus 54.600 € de commission d'agence,
- VU les conditions suspensives particulières de la vente qui précise que *« le parking du bien est actuellement occupé sans droit ni titre par la communauté des gens du voyage, ainsi que constaté par huissier de Justice selon correspondance du 1<sup>er</sup> octobre 2019 annexée. La réitération des présentes est soumise à la libération totale du bien et à sa remise en bon état de propreté, avant signature de l'acte authentique de vente. Cette condition est consentie au profit de l'acquéreur qui seul pourra y renoncer »*.
- VU le constat dressé le 4 septembre 2020 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'avis de France domaine du 7 septembre 2020.

**CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que ce bien est compris dans le périmètre de la concession « Ode à la Mer », en vue de l'aménagement du secteur. Cette opération d'aménagement prévoit un processus de renouvellement urbain sur l'ensemble de son périmètre par un réaménagement des espaces urbains afin d'adapter ceux-ci aux évolutions des modes de vie. La parcelle objet de la présente vente est compris dans un

futur aménagement urbain paysagé, conformément au SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole prévoyant une reconquête des espaces naturels au sein de l'opération d'aménagement.

- que l'acquisition de cette parcelle, est nécessaire, en vue de réaliser cette opération d'aménagement.

- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre œuvre un projet urbain et de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la société FONCIERE XV, immeuble à usage commercial, situé avenue du Languedoc à Pérols, cadastré section AI 69.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 650.000 € plus une commission d'agence de 54.600 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

  
Montpellier, le 30 SEP. 2020  
Monsieur le Président  
  
Michaël DELAFOSSE

**Publiée le :** 30 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30. SEP. 2020

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle AK 256 avenue du Champ des  
Moulins - Commune de Murviel Les  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- **VU** la délibération du Conseil D2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- **VU** l'accord de Monsieur MOREAU Jean et Madame HAKOUNE Claude par courrier en date du 09 juin 2020, pour céder la parcelle AK 265 d'une superficie de 86 m<sup>2</sup>, située avenue Champ des Moulins sur la commune de Murviel les Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur MOREAU Jean et Madame HAKOUNE Claude, la parcelle AK 256 d'une superficie de 86 m<sup>2</sup>, située avenue du Champ des Moulins sur la commune de Murviel les Montpellier en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 OCT. 2020**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **15 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **15 OCT. 2020**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
mandat d'études préalables à la  
construction d'une salle des sports pour le  
handball**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,
- VU l'article L.300-3 du Code de l'urbanisme,

- VU la décision n°MD2019-332 en date du 6 mai 2019 relative à un mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball,

**CONSIDÉRANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole a conclu le 17 juin 2019 un mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dont l'enveloppe estimative des dépenses s'élève à 105 000 € HT, pour une durée de 15 mois à compter de sa notification, la rémunération du mandataire s'élevant au prix global et forfaitaire de 55 000 € HT,

- que ces études ont partiellement été engagées et que des demandes complémentaires ont émergé, notamment relatives aux sites potentiels d'accueil et à la gouvernance du projet,

- qu'il est ainsi nécessaire de prolonger la durée du mandat de 21 mois pour terminer les études et prendre en compte ces demandes complémentaires, portant la durée totale de ladite convention de mandat à 36 mois.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 à la convention de mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball du 17 juin 2019 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), portant la durée totale du mandat à 36 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 27 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Mandat d'études halle - Avenant n° 1 v02.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°3951DC15**  
**de gardiennage du musée Fabre - Avenant**  
**n°6 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric, dans le domaine de la « Culture et patrimoine historique » ;
- VU la délibération n°13180 en date du 22 juillet 2015 attribuant le marché n°3951DC15 de gardiennage du musée Fabre à l'entreprise GIP LR, pour un montant de 4 900 240 euros HT (toutes reconductions confondues), pour les prestations rémunérées à prix forfaitaire et un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations faisant l'objet de bons de commandes ;



- VU la délibération n°14096 en date du 28 septembre 2016 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché susmentionné, portant le nouveau montant forfaitaire annuel du marché à 1 221 945,66 euros HT ;
- VU la décision n°MD2018-1011 en date du 3 décembre 2018 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché susmentionné, pour son transfert de la société GIP LR à la société GIP SECURITE (sans incidence financière) ;
- VU la décision n°MD2019-1140 en date du 4 décembre 2019 autorisant la signature de l'avenant n°3 au marché susmentionné, portant le nouveau montant forfaitaire annuel du marché à 1 629 260 ,90 euros HT ;
- VU la décision n°MD2020-215 en date du 2 avril 2020 autorisant la signature de l'avenant n°4 au marché susmentionné, portant le nouveau montant forfaitaire global du marché à 5 291 984,68 euros HT ;
- VU la décision n°MD2020-388 en date du 10 juin 2020 autorisant la signature de l'avenant n°5 au marché susmentionné, portant le nouveau montant forfaitaire global du marché à 5 699 300,68 euros HT ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la société GIP SECURITE n'a pas réalisé la totalité des prestations de gardiennage du musée Fabre en raison de sa fermeture pendant la période de confinement imposée par les mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, soit du 15 mars au 31 mai 2020 ;
- que conformément à de l'Ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, le montant forfaitaire mensuel relatif aux prestations de gardiennage a été versé au titulaire du marché (article 6, 4<sup>ème</sup> alinéa).

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°6 au marché de gardiennage du musée Fabre de Montpellier avec l'entreprise GIP SECURITE afin de constater les sommes dues par le titulaire à Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant fait l'objet d'une moins-value de 159 619,29 euros HT correspondant aux prestations non réalisées de gardiennage des salles d'exposition du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran durant 2,5 mois. A noter que le gardiennage des bâtiments à partir du poste central de sécurité a été assuré pendant cette période 24h/24, 7j/7.

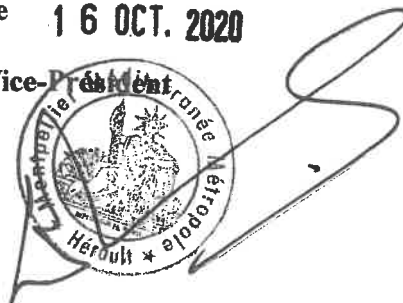
**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 19 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT\_6\_GARDIENNAGE\_3951DC15\_MOINS\_VALUE.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
IDEALYS au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 8 avril 2015 passée entre la Métropole et la société IDEALYS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 14 mars 2020,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 18 septembre 2020,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise IDEALYS a entamé des recherches immobilières, mais que celles-ci ont été retardées par la crise sanitaire COVID 19,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société IDEALYS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IDEALYS pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 et jusqu'au 31 mars 2021.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IDEALYS pour la surface de 88,84 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 339,71 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

**ARTICLE 3** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 14 OCT. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Avenant .

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société EASY  
PICKY au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 12 décembre 2017, passée entre la Métropole et la société EASY PICKY pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 11 octobre 2019,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 18 septembre 2020,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de développement commercial et stabilisation budgétaire, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société EASY PICKY a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EASY PICKY pour une période de douze mois à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 et jusqu'au 30 septembre 2021.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EASY PICKY pour la surface de 30,51 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 427,14 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 14 OCT. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°0B0071DC  
de fourniture et de maintenance de  
matériel audiovisuel pour le réseau des  
médiathèques - Lots 1 et 2 - Attributions**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et au patrimoine historique » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que, compte tenu des besoins en fourniture et maintenance de matériel audiovisuel de la Direction des Médiathèques et du livre de Montpellier Métropole, il y a lieu de formaliser les commandes par le biais d'un marché à procédure adaptée, composé d'un lot 1 concernant la fourniture et d'un lot 2 pour la maintenance de ce matériel ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché, à bons de commandes, allotis pour une durée d'un an. ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour chacun des deux lots : prix (40%) et valeur technique (60%) ;
- qu'après analyse, l'entreprise Sud Media System, domiciliée 360 avenue des compagnons à Castelnau-le-Lez présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour les 2 lots.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché M0B0071DC à l'entreprise Sud Media System domiciliée à 360, avenue des Compagnons 34170 Castelnau-le-Lez pour un montant mini de 10 000 euros ht et maxi 60 000 euros ht pour le lot 1, et un montant mini de 5000 euros ht et maximum 10 000 euros ht pour le lot 2 .

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de la Métropole, chapitre 903 et 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Eric PENS



Publiée le : 19 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des**  
**parcelles BK 71 et BK 76 - Lieudit La**  
**Mourade - Commune de Baillargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil D2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU l'arrêté préfectoral n°2018-I-015 du 10 janvier 2018 déclarant d'utilité publique le recalibrage et l'aménagement de cheminements doux sur les communes de Mauguio, Mudaison et Baillargues,
- VU l'arrêté préfectoral n°2018-I-1375 du 4 décembre 2018 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis situés sur la commune de Baillargues et nécessaires au projet,

- VU la promesse de vente en date du 19 septembre 2020 signée par Monsieur Philippe ROUQUETTE,
- VU l'estimation des domaines n°2020-022V0564 en date du 15 juin 2020,
- **CONSIDERANT** la nécessité de recalibrer la route métropolitaine 26 et d'aménager en bordure de voie un cheminement doux reliant Mauguio à Baillargues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur ROUQUETTE Philippe, les parcelles BK 71 et BK 76 d'une superficie respective de 1203 m<sup>2</sup> et 127 m<sup>2</sup>, situées sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues, ce qui permettra également l'aménagement d'un cheminement doux.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 5586 euros, décomposé comme suit :

- Indemnité principale 4588, 50 euros
- Indemnité de réemploi 917.70 euros
- Perte végétale : 79.80 euros.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

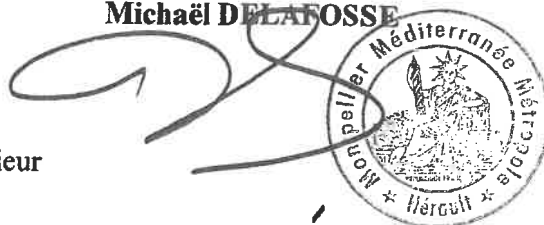
**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVIS DOMAINE 2020 ROUQUETTE P.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des**  
**parcelles BK 72 et BK 75- Lieudit La**  
**Mourade - Commune de Baillargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil D2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU l'arrêté préfectoral n°2018-I-015 du 10 janvier 2018 déclarant d'utilité publique le recalibrage et l'aménagement de cheminements doux sur les communes de Mauguio, Mudaison et Baillargues,
- VU l'arrêté préfectoral n°2018-I-1375 du 4 décembre 2018 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis situés sur la commune de Baillargues et nécessaires au projet,

- VU la promesse de vente en date du 17 septembre 2020 signée par Monsieur Vincent ROUQUETTE,
- VU l'estimation des domaines n°2020-022V0565 en date du 15 juin 2020,
- **CONSIDERANT** la nécessité de recalibrer la route métropolitaine 26 et d'aménager en bordure de voie un cheminement doux reliant Mauguio à Baillargues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur ROUQUETTE Vincent, les parcelles BK 72 et BK 75 d'une superficie respective de 1203 m<sup>2</sup> et 48 m<sup>2</sup> situées sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues, ce qui permettra également l'aménagement d'un cheminement doux.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 5254.20 euros, décomposé comme suit :

- Indemnité principale 4315.95 euros
- Indemnité de réemploi 863.19 euros
- Perte végétale : 75.06 euros.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVIS Domaine - Rouquette Vincent 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°**  
**M0B0062EA - Maintenance préventive et**  
**curative d'équipements hydro**  
**climatologiques, caméras et feux lumineux**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans le domaine « Littoral, prévention des risques majeurs, GEMAPI » ;

**Considérant :**

- que la modernisation et la maintenance préventive et curative du parc des stations hydro climatologiques de Montpellier Méditerranée Métropole sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la commande publique ainsi qu'en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-

13 et R.2162-14 du C.C.P sous la forme d'un marché en procédure adaptée à bons de commande pour une durée de 1 an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%

° Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 40%

- qu'après analyse, l'entreprise CENEAU sise ZAC de la Boissière 34820 TEYRAN présente une offre économiquement avantageuse.

#### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n° M0B0062EA - Maintenance préventive et curative d'équipements hydro climatologiques, caméras et feux lumineux à l'entreprise CENEAU sise ZAC de la Boissière 34820 TEYRAN. Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris entre un minimum et un maximum (minimum égal à 25 000 € HT, maximum égal à 89 000 € HT).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai d'exécution des prestations seront fixés dans chaque bon de commande. Sa durée est de 1 an.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 7 OCT. 2020

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : - 7 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 7 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RAO.pdf
- Acte-Engagement-signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
n° M9D0062EA Réhabilitation du réseau  
d'eaux usées de la rue des Jardins à  
Clapiers -**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- - VU la décision n°MD2018-254 du 29 mars 2018 attribuant l'accord cadre n° 4938EA17 de travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole aux sociétés suivantes

- SADE sise ZI – 820 rue de la Marbrerie BP 33 – 34741 VENDARGUES (mandataire du groupement SADE/RAZEL BEC)
- SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 381 avenue du Mas d'Argelliers – CS 90005 – 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 (mandataire du groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE / RAMPA TP)
- SCAM TP sise Agence Languedoc Roussillon – 825 avenue de la Cresse Saint Martin – 34660 Cournonsec (mandataire du groupement SCAM TP / FAURIE)
- EHTP sise route de Vauguières – La Mogère – RD 172 – 34130 MAUGUIO (mandataire du groupement EHTP/MALET)
- SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE Cedex

- VU la décision n°MD2020-226 du 2 avril 2020 autorisant la signature du marché subséquent n° M9D0062EA Réhabilitation du réseau d'eaux usées de la rue des Jardins à Clapiers à l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle 34302 AGDE CEDEX, pour un montant de 210 558€ euros HT et pour une durée de 3 mois.

**CONSIDERANT :**

- Que des prix nouveaux sont intégrés au BPU ;
- Que la modification des travaux prévus initialement ainsi que des travaux supplémentaires sont devenus nécessaires ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M9D0062EA Réhabilitation du réseau d'eaux usées de la rue des Jardins à Clapiers à l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle 34302 AGDE CEDEX, avenant n°1 d'un montant de 11 706.50€ HT. Le nouveau montant du marché est de 222 264.50€ HT

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 13 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M9D0062EA - Avenant 1 signé SOLATRAG + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de**  
**candidature de la société AMBULANCE**  
**CROIX D'ARGENT dans la ZAC Parc**  
**2000 - 2ème extension à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension à Montpellier : la société AMBULANCE CROIX D'ARGENT représentée par Monsieur Jean SIRVEN, est candidate à l'acquisition du lot 16A de 787 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment d'activité (bureaux et stockage) de 601 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 650 m<sup>2</sup>. Les utilisateurs finaux seront les sociétés AMBULANCE CROIX D'ARGENT et SIEL AMBULANCE (transport sanitaire). Les sociétés projettent un effectif de 8 emplois à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la SARL AMBULANCE CROIX D'ARGENT ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 SEP. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 SEP. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Demande de décision SA3M

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de**  
**candidature de la société INGÉNIERIE ET**  
**ANALYSE EN GENOM EDITING - IAGE**  
**- dans l'immeuble CAP GAMMA à**  
**Grabels**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société INGENIERIE ET ANALYSE EN GENOM EDITING – IAGE -, représentée par Monsieur Franz DURANDET est une SAS dont l'activité est la prestation de services génome éditng. Elle est candidate à la location des lots CG 0.3 et CG 0.4 représentant 159 m² pour une durée de 3 ans. L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société IAGE ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 SEP. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 SEP. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 30 SEP. 2020  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- Demande de décision SERM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de**  
**candidature de la société GEOXILIA dans**  
**l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à**  
**Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société GEOXILIA, représentée par Monsieur Jamil BRAHAMI est une SAS dont l'activité est le conseil, l'étude, la formation, le portage salarial et la vente de logiciels. Elle est candidate à la location du lot B02F-1 de 46,60 m<sup>2</sup> à compter du 08/10/2020 et jusqu'à la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2021. L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société GEOXILIA ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 30 SEP. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 30 SEP. 2020**  
**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**  
**Envoi Préfecture : 30 SEP. 2020**  
**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Demande de décision SERM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un**  
**contrat de location entre Montpellier**  
**Méditerranée Métropole et l'agence**  
**Intégral Immobilier - Appartement**  
**Résidence Port Royal rue de Chio quartier**  
**Port Marianne à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 2 novembre 1990 qui prévoit l'attribution d'un logement de fonction par nécessité absolue de service aux agents occupant l'emploi fonctionnel de Directeur Général d'un EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants ;
- **CONSIDERANT** que la Métropole a recruté Monsieur Olivier NYS en tant que Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 25 septembre 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'au regard des fonctions exercées par Monsieur Olivier NYS et par nécessité absolue de service, il est nécessaire que la Métropole prenne à bail un appartement à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail de location avec l'agence Integral Immobilier, sise 55 rue du mistral, 34 970 Lattes.

**ARTICLE 2 :** La location concerne un appartement T 5 pour une surface d'environ 119 m<sup>2</sup> situé Résidence Port Royal, appartement 603, rue de Chio, quartier Port Marianne, 34 000 Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le bail est accepté et consenti pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020, renouvelable une fois tacitement pour la même durée. Le montant du loyer, charges comprises, ainsi que les fluides non intégrés dans ces charges, sont remboursés par Monsieur Olivier NYS jusqu'au caractère exécutoire de l'arrêté d'attribution du logement de fonction.

**ARTICLE 4 :** Le montant mensuel du loyer est de 2 050 euros charges comprises. Son paiement interviendra chaque mois à terme échu. Les montants du dépôt de garantie s'élèvent à 1 902 euros et les honoraires à 1 576 euros et seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/09/2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 23/09/2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/09/2020

Réception en Préfecture : 24/09/2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
QUALIPLANTE au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique »,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 25 septembre 2014 passée entre la Métropole et la société QUALIPLANTE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 16 mars 2020,
- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 23 septembre 2020,

**CONSIDERANT :**

- que l'activité de l'entreprise a été fortement impactée par la crise sanitaire COVID 19 et que la période de confinement imposée, avec des conséquences financières considérables, a empêché l'entreprise d'avancer dans ses recherches immobilières,
- que la convention précitée arrive à échéance et que la société QUALIPLANTE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALIPLANTE pour une période de six mois supplémentaire à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 jusqu'au 31 mars 2021.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALIPLANTE pour la surface totale de 54,60 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 653,02 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 20 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 24 OCT. 2020

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant de prorogation à la convention d'occupation pour Quali plante à la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
4949 Acquisition et mise en fonction d'un  
outil de gestion patrimoniale pour les  
réseaux d'eaux usées - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0296 portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement »;
- VU la décision n°MD2019-563 du 22 juillet 2019 autorisant la signature du marché n° 4949 Acquisition et mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées à l'entreprise G2C Informatique (ayant pour nom commercial ALTEREO) sise 2 Avenue Madeleine

Bonnaud – Parc d'Activités Point Rencontre – 13770 VENELLES, pour un montant de 149 732.06€ euros HT et pour une durée de 4 ans ;

**CONSIDERANT :**

- Que l'Ordre de service n°1 a entraîné une surcharge de travail imprévue pour l'entreprise ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4949 « acquisition et mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées » avec l'entreprise G2C Informatique (ayant pour nom commercial ALTEREO) sise à VENELLES, avenant prolongeant un délai intermédiaire du marché de plusieurs semaines afin de permettre à l'entreprise de réaliser le travail supplémentaire sans toutefois modifier le délai global qui reste fixé à 4 ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que l'avenant est sans incidence financière.

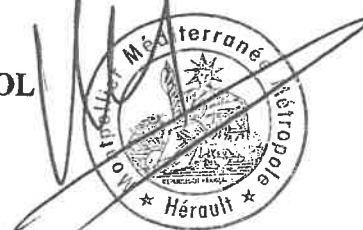
**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 OCT. 2020**

**Monsieur le Vice-Président**

**René REVOL**



**Publiée le : 13 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**13 OCT. 2020**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 4949 Avenant 1 signé ALTEREO + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 2 à la  
convention des 16 et 24 février 2014 et son  
avenant n° 1 portant mise à disposition de  
terrains au Syndicat de Chasse La  
Méjanelle en vue de l'exercice du droit de  
chasse commune de Montpellier et Lattes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 2020-96 du 21 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet d'avenant n° 2 à la convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition du Syndicat de Chasse La Méjanelle, représenté par son Président Monsieur Alain FERRERES, domicilié Résidence le Guilhem VI – appartement 142 – 5 rue des Chevaliers de Malte à LATTES (34970) le droit de chasser sur les parcelles appartenant à la Métropole, situées sur les communes de Montpellier et Lattes dans le secteur de la nouvelle gare Sud de France,

- **CONSIDERANT** que le détail et les contenances des parcelles concernées sont légèrement modifiés suite aux ventes intervenues, portant la nouvelle contenance à 529 822 m<sup>2</sup>,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n° 2 à la convention des 16 et 24 février 2014 et son avenant n° 1 est consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice du Syndicat de Chasse La Méjanelle, représenté par son Président, Monsieur Alain FERRERES.

**ARTICLE 2** : La nouvelle contenance est ramenée à 529 822m<sup>2</sup>,

**ARTICLE 3** : les autres dispositions de la convention du 16 et 24 février 2014 et son avenant n° 1 demeurent inchangées.

**ARTICLE 4** : Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 13 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 13 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Avenant n° 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### **Décision d'ester en justice "Requête référé mesures utiles TA- SAS l'essentiel"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'administration générale, la commande publique et la gestion active et optimisée du patrimoine ;

**Considérant**

- la nécessité d'ordonner à la société l'Essentiel de quitter les lieux qu'elle occupe sans droit ni titre au sein de la piscine olympique Antigone à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal administratif de Montpellier tendant à l'expulsion de la Société SAS l'Essentiel des locaux qu'elle occupe sans droit ni titre au sein de la piscine Olympique Antigone à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats PARME.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 15 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 15 OCT. 2020  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière  
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway  
- Parcelle BT n°17 Garrigue du Pont à  
Saint Jean de Vedas**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;



**CONSIDERANT :**

- que 1 315 m<sup>2</sup> du bien immobilier situé Garrigue du Pont à Saint Jean de Vedas, cadastré section BT n°17, appartenant à monsieur Claude GERBAL, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 1315 m<sup>2</sup> du bien immobilier (terrain en nature de friche) situé au Garrigue du Pont à Saint Jean de Vedas, appartenant à monsieur Claude GERBAL.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 6 299 € (SIX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par monsieur Claude GERBAL et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 21 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 21 OCT. 2020  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- CONVENTION DE PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant de transfert  
pour le lot n°8 du marché n°M9D5222DC  
de prestations d'intervention, de  
restauration et de conservation sur des  
œuvres du musée Fabre de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur PENSO Eric en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric, dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;
- VU la décision n°MD2020-513 attribuant le lot n°8 du marché n°M9D5222DC - Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier à l'entreprise SEBASTIEN DORURE, pour un prix unitaire de 45,00 euros HT (coût horaire de la prestation) et pour une durée de 4 années (toutes reconductions confondues).

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire de passer un avenant de transfert suite à la modification de la dénomination sociale de l'entreprise SEBASTIEN DORURE, titulaire du lot n°8 ;
- que les clauses et conditions du marché initial demeurent applicables et que la durée du marché reste inchangée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot n°8 du marché n°M9D5222DC - Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier ayant pour objet le transfert de titulaire de l'Entreprise individuelle « SEBASTIEN DORURE » à la société à responsabilité limitée unipersonnelle (SARLU) « ATELIER DE DORURE – DAVID Sébastien » pour le motif de modification de dénomination sociale.

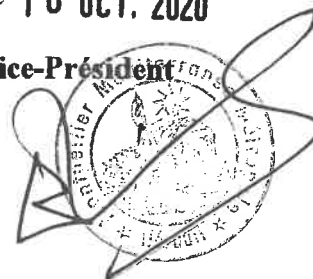
**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 16 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

16 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant de transfert
- justification PASSAGE DE EI EN SARLU.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle AH 813 avenue de la Méditerranée**  
**commune de Saint-Drézéry**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord des propriétaires indivis pour céder à la Métropole la parcelle AH 813 d'une superficie de 10 m<sup>2</sup> en vue de l'aménagement de l'intersection du chemin des chênes et de l'avenue de la Méditerranée, sur la commune de Saint-Drézéry,
- **CONSIDERANT** que la parcelle cadastrée AH 813 située avenue de la Méditerranée à Saint-Drézéry, doit être aménagée pour sécuriser le débouché du chemin des Chênes sur l'avenue de la Méditerranée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts ODIN, la parcelle AH 813 d'une superficie de 10 m<sup>2</sup> située avenue de la Méditerranée sur la commune de Saint-Drézéry, en vue de son intégration dans le domaine public.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien vendu à savoir un cheminement piétonnier.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**



**Publiée le : 15 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n°MOD0007DM de fourniture et pose de  
stations de comptage vélos - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur.

**CONSIDERANT**

- Qu'il convient de confier à une entreprise la fourniture, la pose, la mise en service et l'assistance au démarrage de matériel de comptage permanents pour vélos et piétons sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, conformément à l'article L2124-2, R.2124-2 1 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum sans maximum, d'une valeur estimée pour la période initiale à 125 000€ HT, pour une durée d'un an reconductible 3 fois.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique au regard du mémoire technique (60%) ;
  - Prix des prestations au regard du DQE (40%).
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 15 septembre 2020 a choisi, après analyse, pour le marché n°M0D0007DM l'entreprise suivante, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères posés dans le règlement de la consultation : ECO-COMPTEUR, 4 rue Charles Bourseul, 22300 Lannion.

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature du marché n°M0D0007DM de fourniture et pose de stations de comptage vélos, à l'entreprise ECO-COMPTEURS pour un montant sans minimum ni maximum.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du contrat. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 OCT. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 15 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 15 OCT. 2020  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- RAO Def Signe.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché 4661AT17  
pour la maintenance et les travaux de  
voirie - Avenant n°3 au lot 4 - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « voirie et espace public » ;
- VU la délibération n°14200 autorisant la signature des lots 1 à 10 du marché 4661AT17 de maintenance et travaux de voirie ;

**Considérant :**

- que l'ajout de prix nouveaux est nécessaire pour mener à bien les travaux et la maintenance de voirie ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant N°3 au marché N°4661AT17 – LOT 4 avec l'entreprise Eurovia Languedoc Roussillon sise à Baillargues (34671). L'avenant n'a aucune incidence financière.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 8 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : - 8 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : - 8 OCT. 2020  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- AVENANT 3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n°M9D0150DM pour la maintenance des  
équipements des tunnels sur le territoire de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il convient de confier à une entreprise la maintenance des équipements des tunnels sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, d'une valeur estimée à 780 000 € HT, pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique au regard du mémoire (40%)
  - Prix des prestations au regard du DQE (60%) ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 15 septembre 2020 a classé les offres et choisi pour le marché n°M9D0150DM, l'entreprise CEGELEC Maintenance tertiaire Sud-Est/Citéos Travasset, 541 avenue George Méliès, CS 59014, 34965 Montpellier Cedex 2, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°M9D0150DM - maintenance des équipements des tunnels sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, au groupement d'entreprises CEGELEC MAINTENANCE TERTIAIRE/CITEOS TRAVESSET (mandataire CEGELEC MAINTENANCE) sis à Montpellier, pour un montant sans minimum ni maximum.  
L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification de l'accord-cadre. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

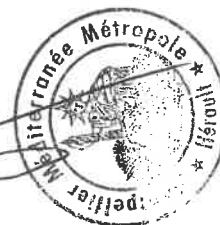
**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 9 OCT. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : - 9 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 9 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**n°MOD0004DC d'externalisation du**  
**traitement matériel des documents du**  
**réseau des médiathèques de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole - Lots 1 et 3 -**  
**Attributions**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO en tant que Vice-Président délégué à la « Culture et au Patrimoine Historique » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que, compte tenu des besoins nécessaires pour l'externalisation du traitement matériel des documents du réseau des Médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu de formaliser les commandes par le biais d'un marché à appel d'offres ouvert, composé d'un lot 1 concernant l'équipement des imprimés, CD et DVD du réseau des médiathèques, d'un lot 2 concernant le re surfage des CD et DVD et le lot 3 (lot clausé) concernant l'équipement d'imprimés simples : romans et documentaires ;

- qu'une procédure a été lancée le 9 juin 2020 conformément au type de procédure : appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique (C.C.P.).

- Accord-cadre à bons de commande sans mini/maxi
- Forme de prix : prix unitaires (accord-cadre à bons de commande)
- Lot 3 clausé : clause sociale d'insertion qui sera condition d'exécution, et pour laquelle l'entreprise devra mettre à l'emploi des personnes relevant de l'insertion (définies à l'article 1-4-1 du CCAP) sur un volume d'heures minimal de 500 h par an.
- Variantes non autorisées.
- Ce marché a été lancé pour une durée de un an, reconductible trois fois.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants *pour chacun des trois lots : prix (40%) et valeur technique (60%)* ;

- Qu'après réception des offres, le lot 2 a été déclaré infructueux, le lot 1 a été attribué à l'entreprise RENOV LIVRE et le lot 3 à l'entreprise CONVERGENCES 34 qui présentaient les offres économiquement les plus avantageuses pour ces 2 lots.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché MOD004DC à l'entreprise RENOV LIVRES domicilié 329 rue Pasteur 54715 LUDRES, le lot 1, et d'attribuer à l'association CONVERGENCES 34 domicilié 6 rue Saint Barthelemy 34000 MONTELLIER le lot 3. Il s'agit d'un marché à bons de commande sans mini/maxi. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an reconductible trois fois.

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de la Métropole, chapitre 903 et 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

6/10/20

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 07 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché  
n°M8D5204EP - Équipements de la route  
(lots 1 à 8) - Modification de la décision  
n°MD2019-513**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU la décision n°MD2019-513 du 25 juillet 2019 attribuant le marché n°M8D5204EP « Équipements de la route » (lots 1 à 8).

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire que le marché n°M8D5204EP puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole
- que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n°MD2019-513.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De modifier la décision n°MD2019-513.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera prévue sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Julie FRÊCHE**



**Publiée le : 23 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la poursuite de la  
procédure d'expropriation pour cause  
d'utilité publique de la parcelle cadastrée  
HW 665, en état d'abandon manifeste,  
située au 1 rue Adam de Craponne et à la  
mise à disposition du public du dossier  
présentant le projet simplifié d'acquisition  
publique - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2243-1 à L.2243-4 relatifs à la procédure dite « d'abandon manifeste ».
- VU la délibération du Conseil D2020-96 du 15 Juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par

transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,

- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n° V2018-292 en date du 27 septembre 2018 relative à l'autorisation de recourir à la procédure de déclaration de la parcelle HW 665 en état d'abandon manifeste, située rue Adam de Craponne ;

- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n° V2019-401 en date du 21 novembre 2019 relative à la déclaration d'abandon manifeste de la parcelle HW 665, située rue Adam de Craponne ;

- VU les pièces composant le dossier présentant le projet simplifié d'acquisition publique mis à la disposition du public ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte de poursuivre la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique de la parcelle cadastrée HW 665, déclarée en état d'abandon manifeste par Monsieur le Maire de Montpellier, en vue de réaliser l'opération d'aménagement d'une placette en lieu et place du bâti, qui sera démoli.

**ARTICLE 2 :** À ce titre, un dossier présentant le projet simplifié d'acquisition publique, ainsi que l'évaluation sommaire de son coût, sera mis à la disposition du public pendant un mois.

**ARTICLE 3 :** Un exemplaire du dossier ainsi qu'un registre des observations seront déposés au siège de la Métropole, du lundi 2 novembre au vendredi 4 décembre 2020 inclus. Pendant ce délai, le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture du siège de la Métropole.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole  
DAFI – Service Foncier Espaces-Publics  
Abandon manifeste du 1, rue Adam de Craponne à Montpellier  
CS 39556 – 50 Place Zeus  
34961 MONTPELLIER Cedex 2

**ARTICLE 4 :** La présente décision métropolitaine sera publiée dans un journal local. Une copie de l'avis publié dans la presse sera annexée au dossier mis à la disposition du public.

En outre, il sera procédé à l'affichage de la présente décision au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Mairie de Montpellier, ainsi que sur les lieux concernés. Ces mesures seront justifiées par un certificat d'affichage.

**ARTICLE 5 :** À l'issue de la mise à disposition du public, le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole sollicitera de Monsieur le Préfet de l'Hérault, la déclaration d'utilité publique et la cessibilité de la parcelle cadastrée HW 665 nécessaire à la réalisation de la placette.

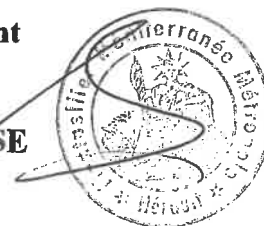
**ARTICLE 6** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 20 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSÉ**



**Publiée le : 21 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Dossier mis à disposition

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle BM 164 rue Donnat - Commune**  
**de Saint Jean de Védas**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération 2020-98 du 15 juillet 2020 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU l'accord de Madame PENA Myriam par mail en date du 15 septembre 2020, pour céder la parcelle BM 164 d'une superficie de 108 m<sup>2</sup>, située sur la commune de Saint Jean de Védas, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame PENA Myriam, la parcelle BM 164 d'une superficie de 108 m<sup>2</sup>, située sur la commune de Saint Jean de Védas en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2 :** L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

Monsieur le Président

Michael DELAIGNE



Publiée le : **26 OCT. 2020**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **26 OCT. 2020**  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société VALECO dans le  
VEAS Parc 2000 à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT** : la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société VALECO, représentée par Monsieur François DAUMARD est un SAS dont l'activité est la production d'énergies renouvelables.

Actuellement locataire du lot A11 représentant 221.64 m<sup>2</sup>, la société est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 9 ans.

L'entreprise compte 23 salariés.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société VALECO ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 27 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 27 OCT. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition et la  
livraison de fournitures d'hygiène via  
l'Union des Groupements d'Achats Publics  
(UGAP)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP, et celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP), pour répondre à ses besoins diversifiés de fournitures d'hygiène,

**CONSIDERANT** que la décision MD2020-353 en date du 12 mai 2020 prévoyait un montant estimatif de 65 000€ aujourd'hui presque atteint,

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition et la livraison de fournitures d'hygiène.

**ARTICLE 2 :** Le montant estimatif est 90 000 euros HT, pour une période estimée à 6 mois.

**ARTICLE 3 :** Les crédits seront inscrits au budget principal et budgets annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole,

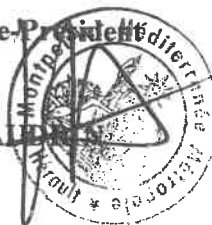
**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 OCT. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François ALBAREL



**Publiée le : 22 OCT. 2020**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **22 OCT. 2020**  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
domiciliation au sein du bâtiment MIBI  
conclue entre Montpellier Méditerranée  
Métropole et la société UNIRIDGE**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2020 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique »,
- VU la demande formulée par la société UNIRIDGE qui souhaite installer son siège social à Montpellier en bénéficiant d'une domiciliation au MIBI,

**CONSIDÉRANT :**

- que la domiciliation au MIBI de la société UNIRIDGE pourrait donner suite à une implantation et à des créations d'emploi sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Une convention de domiciliation au sein du MIBI est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société UNIRIDGE pour une durée d'un an à compter de sa notification, soit jusqu'au 31 octobre 2021.

**ARTICLE 2:** La convention de domiciliation autorise la société UNIRIDGE à installer son siège social à l'adresse du MIBI (Montpellier International Business Incubator) 672, rue du Mas de Verchant, CS37777, 34 967 MONTPELLIER cedex 02.

**ARTICLE 3:** Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 30,00 euros, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019.

**ARTICLE 4:** La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

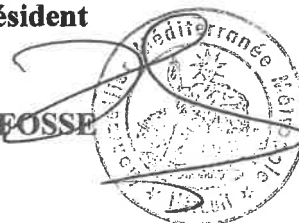
**ARTICLE 5:** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 20 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**



**Publiée le : 24 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **24 OCT. 2020**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION DE DOMICILIATION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Parc Auto**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des Lots 1,  
2 et 3 du marché n°G9D0123MG  
"Maintenance et réparation des véhicules  
légers et utilitaires du groupement de la  
Métropole de Montpellier et de la Ville de  
Montpellier"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »,

**CONSIDÉRANT :**

- que dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, ainsi que dans le cadre de la coopérative de services, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont conclu une convention de groupement de commande concernant un marché n°G9D0123MG « Maintenance et réparation des véhicules légers et utilitaires du groupement de la Métropole de Montpellier et de la Ville de Montpellier », la Métropole étant coordinateur du groupement ;
- qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence a été lancée par un appel d'offres ouvert conformément aux articles R2124-1 à 2124-2 et 2161-2 à R2165-5 du Code de la Commande Publique ;
- qu'il s'agit d'un marché de services de 1 an reconductible 3 fois un an, alloti en 3 lots :
  - . Lot 1 : Maintenance et réparation mécanique des véhicules légers et véhicules utilitaires Secteur EST.
  - . Lot 2 : Maintenance et réparation mécanique des véhicules légers et véhicules utilitaires, Secteur Centre, Sud et Ouest Métropole ;
  - . Lot 3 : Réparation de carrosserie pour les véhicules légers et utilitaires ;
- que les critères intervenant pour le jugement des offres pour chacun des 3 lots sont pondérés de la manière suivante :
  - Valeur technique au regard du mémoire technique, pondération 50% ;
  - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif, pondération 50%.
- que les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono attributaire sans minimum ni maximum passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique
- que la Commission d'Appel d'Offre, dans sa séance du 15 Septembre 2020 a classé l'offre et choisi, la société EURL JF Bourdarios, sise 117 rue du Pas du Loup, 34070 Montpellier, pour le lot 1, lot 2 et lot 3 comme les offres économiquement avantageuses.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer pour le lot 1, l'offre variante « Maintenance et réparation mécanique des véhicules légers et véhicules utilitaires Secteur EST » du marché G9D0123MG pour un montant sans minimum ni maximum à la société EURL JF Bourdarios, sise 117 rue du Pas du loup 34070 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** D'attribuer pour le lot 2, l'offre de base « Maintenance et réparation mécanique des véhicules légers et véhicules utilitaires Secteur Centre, Sud et Ouest Métropole » du marché G9D0123MG pour un montant sans minimum ni maximum à la société EURL JF Bourdarios, sise 117 rue du Pas du loup 34 070 Montpellier.

**ARTICLE 3 :** D'attribuer pour le lot 3, l'offre de base « Réparation de carrosserie pour les véhicules légers et utilitaires » du marché G9D0123MG pour un montant sans minimum ni maximum à la société EURL JF Bourdarios, sise 117 rue du Pas du loup 34070 Montpellier.

**ARTICLE 4 :** De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés visés aux articles 1, 2 et 3 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 OCT. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François ALFANI



**Publiée le : 23 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Parc Auto**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**n°G0B0048MG "Vérifications générales**  
**périodiques de matériel et d'engins" -**  
**Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier de disposer d'un marché de vérifications générales périodiques de matériel et d'engins ;

- qu'à ce titre, un groupement de commandes a été constitué et que Montpellier Méditerranée Métropole en est le coordonnateur ;
- qu'une procédure adaptée a été passée en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique et des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé ;
- qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec maximum passé avec un opérateur économique dont le montant est estimé à 89 000 € maximum sur la durée totale du marché. Le marché est conclu pour une durée initiale de 1 an à compter de sa notification, il est reconductible 3 fois 1 an par tacite reconduction soit une durée totale de 4 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 1 : Critère valeur technique : pondération 60%.
  - 2 : Critère du prix au regard du détail quantitatif estimatif : pondération 40%
- qu'après analyse, l'entreprise C.E.V Contrôle Epreuve Vérification, sise 394 rue Gustave Courbet, ZAE Charles Martel-Larzat, 34750 Villeneuve-lès-Maguelone, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°G0B0048MG « Vérifications générales périodiques de matériel et d'engins » à l'entreprise C.E.V Contrôle Epreuve Vérification, pour un montant sans minimum et un maximum de 89 000 € HT pour la durée totale du marché. Le marché est conclu pour une durée initiale de 1 an à compter de sa notification, il est reconductible 3 fois 1 an, soit une durée totale du marché de 4 ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole,

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 27 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête n°**  
**2002604-1 TA - SCI LE BUREAU"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

**Considérant**

- la requête n°2002604-1 le 2 juillet 2020 par la SCI le Bureau contre la délibération n°M2019-554 en date du 18 novembre 2019 du conseil de Métropole approuvant le schéma de cohérence territoriale ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2002604-1 par la SCI le Bureau.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 OCT. 2020**

Monsieur le Président



Michael DELAFOSSE



Publiée le : **16 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **16 OCT. 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des lots 2 et 3 du marché n° G9D0106MG "Marché de prestations de manutentions, de déménagements et de gardes meubles pour la Ville de Montpellier et pour Montpellier Méditerranée Métropole"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »,

**Considérant :**

- Que dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont conclu une convention de groupement de commande concernant un marché n° G9D0106MG pour l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de gardes meubles, la Métropole étant coordinateur du groupement ;
- Qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence a été lancée par un appel d'offres ouvert conformément aux articles R2124-1 à 2124-2 et 2161-2 à R2165-5 du Code de la Commande Publique ;
- Qu'il s'agit d'un marché de services, accord-cadre à bons de commande sans mini et sans maxi, de 1 an reconductible 3 fois un an, dont l'estimation annuelle est de 80 000 euros HT, avec un allotissement en 3 lots :
  - . Lot 1 : Opération de déménagement
  - . Lot 2 : Manutention/Transfert de mobilier
  - . lot 3 : Garde meuble
- Que la présente décision ne porte que sur les lots 2 et 3
- Que les critères intervenant pour le jugement des offres concernant le lot 2 sont pondérés de la manière suivante :
  - . Prix des prestations au regard du DQE, pondération 60% ;
  - . Valeur technique au regard du mémoire technique 40%.
- Que les critères intervenant pour le jugement des offres concernant le lot 3 sont pondérés de la manière suivante :
  - . Prix des prestations au regard du DQE, pondération 70%
  - . Valeur technique au regard du mémoire technique 30%
- Que suite à l'analyse des offres :
  - . Pour le Lot 2 « Manutention/Transfert de mobilier » : La SAS Transmanudem, sise 201 route de Manguio, 34 130 Lansargues, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.
  - . Pour le Lot 3 « Garde meuble » : La société GD DEMENAGEMENT SARL DFT, sise 28 chemin de Merly, ZA du Petit Pélican, BP 231, 26 206 Montelimar Cedex, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**Article 1 :** D'attribuer :

- le Lot 2 « Manutention/Transfert de mobilier » du marché G9D0106MG à la SAS Transmanudem, sise à Lansargues, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.
- le Lot 3 « Garde meuble » du marché G9D0106MG à la société GD DEMENAGEMENT – SARL DFT, sise à Montélimar Cedex sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de notification du contrat ou du 12.10.2020 si sa notification est antérieure à cette date. Il est conclu pour une période initiale d'un an, reconductible 3 fois pour une période d'un an.

**Article 2 :** De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.



**Article 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les attributions de marchés visés aux articles 1, 2 et 3 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 OCT. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le : 15 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une  
contrat de location entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et la société  
France TV Studio - Locaux lieudit Mante,  
commune de Fabrègues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « Administration Générale, Commande publique et à la Gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose de locaux disponibles à la location pour des entreprises ;
- **CONSIDERANT** que la société France TV Studio recherche des locaux afin d'exercer son activité dans les domaines de l'audiovisuel et des industries créatives et culturelles ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société France TV Studio, dont le siège social est situé 26 rue d'Oradour-sur-Glane à Paris (75015).

**ARTICLE 2 :** La location concerne des locaux dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, sur la commune de Fabrègues, lieudit Mante, sur la parcelle cadastrée CA 15, tels que définis ci-après :

- des bureaux d'une superficie de 500 m<sup>2</sup> situés dans le bâtiment administratif à l'entrée du site ;
- des locaux à usage d'ateliers pour une superficie de 500 m<sup>2</sup> dans le bâtiment dénommé UA.

**ARTICLE 3 :** Le contrat est conclu pour une durée de 3 mois à compter **du 5 octobre 2020**.

**ARTICLE 4 :** La location est consentie pour un loyer de 14 375 euros TTC.

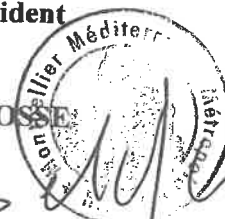
**ARTICLE 5 :** Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président délégué, est autorisé à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30/09/2020**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **1 OCT 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **1-OCT-2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Bail Métropole - France TV Studio projet validé\_ 29.09.20.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une déclaration  
préalable de travaux concernant un  
appartement situé au 679 avenue des Près  
d'Arènes à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un appartement situé bâtiment 44, 5<sup>ème</sup> étage d'un immeuble situé au 679 avenue des Près d'Arènes, 34 000 Montpellier, sur la parcelle cadastrée DV 0474 à Montpellier ;
- CONSIDERANT** la nécessité de changer les menuiseries des fenêtres et volets de cet appartement pour cause de vétusté ;

**-CONSIDERANT** la nécessité de déposer une déclaration préalable pour réaliser les travaux de dépose de l'ensemble de ces éléments fixés au nu extérieurs des maçonneries ainsi que l'insertion de nouvelles menuiseries aluminium et PVC ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant le changement de menuiseries et volets extérieurs d'un appartement situé bâtiment 44, 5<sup>ème</sup> étage d'un immeuble situé au 679 avenue des Près d'Arènes, 34 000 Montpellier, sur la parcelle cadastrée DV 0474 à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, est autorisé à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 OCT. 2020**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **13 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 OCT. 2020**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Déclaration préalable travaux 679 Près d'Arènes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession à la société  
SEVEN d'une partie de la parcelle  
cadastrée AW 236 sur la commune de  
PIGNAN pour l'aménagement d'une  
station Gaz Naturel Véhicules (GNV)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur à 180 000 euros ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, l'urbanisme et la maîtrise foncière » ;
- VU le courrier en date du 18 septembre 2020 par lequel la société SEVEN demande à Montpellier Méditerranée Métropole l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée AW 236 représentant 2438 m<sup>2</sup> située lieudit la Plaine sur la commune de PIGNAN dans le cadre de l'aménagement d'une station Gaz Naturel Véhicules
- VU l'avis des services du Domaine en date du 8 juin 2020,

**CONSIDERANT :**

- que la société SEVEN a été sélectionnée par l'ADEME dans le cadre d'un appel à projets « solutions intégrées de mobilité gaz naturel véhicules » pour l'implantation et l'exploitation de 20 stations GNC (gaz naturel comprimé) publiques en région Occitanie ;
- que la cession par Montpellier Méditerranée Métropole à la société SEVEN sur la commune de PIGNAN d'une emprise de 2438 m<sup>2</sup> issue de la parcelle cadastrée AW 236 permettra l'aménagement d'une station GNV contigüe au quai de déchargement des déchets ménagers et contribuera à la transition énergétique par la baisse de la consommation des énergies fossiles.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la société SEVEN une partie de la parcelle cadastrée AW 236 pour une superficie de 2438 m<sup>2</sup> sur la commune de PIGNAN, lieudit La Plaine.

**ARTICLE 2** : Cette cession a lieu moyennant le prix de 14 628 euros (quatorze mille six cent vingt huit euros). Les frais notariés et de géomètre sont à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Président, ou toute autre personne ayant reçue délégation à cet effet, est autorisé à signer l'acte authentique constatant la cession, ainsi que tout autre document relatif à l'affaire visée à l'article 1.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



**Publiée le : 27 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avis des domaines
- plan
- vue aérienne

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Services aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent  
N°M0D0059AT - travaux d'aménagement  
de rues diverses à Saint Geniès des  
Mourgues - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;

- VU la décision N°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre N°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

**Considérant :**

- que des travaux d'aménagement de rues diverses à Saint Génès des Mourgues sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre N°5023AT17 – lot 3 « secteur Est » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 7 semaines pour la Tranche Ferme (dont une période de préparation de 3 semaines) de 6 semaines pour la Tranche Optionnelle 1 (dont une période de préparation de 3 semaines) et de 10 semaines pour la Tranche Optionnelle 2 (dont une période de préparation de 3 semaines) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 60 %
  - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise Colas Midi Méditerranée sise à Vendargues présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché subséquent N° M0D0059AT relatif aux travaux d'aménagement de rues diverses à Saint Génès des Mourgues à l'entreprise Colas Midi Méditerranée pour un montant estimatif de 223 412,90 € HT ;

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 7 semaines pour la Tranche Ferme (dont une période de préparation de 3 semaines) de 6 semaines pour la Tranche Optionnelle 1 (dont une période de préparation de 3 semaines) et de 10 semaines pour la Tranche Optionnelle 2 (dont une période de préparation de 3 semaines). Chaque tranche démarre à compter de l'ordre de service de démarrage.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 13 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 OCT. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M0B0030EP  
- Travaux de conservation et réparation  
des chaussées des voies structurantes -  
Attribution du marché**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que les travaux de conservation et réparation des chaussées des voies structurantes sont nécessaire ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 %
  - Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 %
- que le marché est un accord-cadre à bons de commande mono attributaire sans minimum et avec un maximum de 89 000 € HT.
- qu'après analyse, le groupement TPSO/LAUTIER MOUSSAC– 954 Chemin du Guillaumant - BP 5 - 34120 LEZIGNAN-LA-CEBE, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord-cadre n°M0B0030EP – Travaux de conservation et réparation des chaussées des voies structurantes au groupement TPSO/LAUTIER MOUSSAC pour un montant maximal de l'accord-cadre de 89 000 € HT pour une année, non renouvelable.

Le marché prend effet à compter de la notification de l'accord-cadre.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

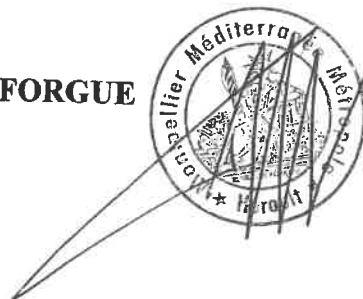
**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 novembre 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 3 novembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 3 novembre 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Unité Assurances**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**décision relative à un protocole d'accord  
transactionnel - MAB PLANCHON -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de, hors les marchés publics, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean François AUDRIN, délégué à « l'Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre des objectifs d'amélioration du cadre de vie et des espaces publics du Centre Historique et en accompagnement du bouclage de la ligne 4 du Tramway, la Métropole a décidé de réaménager la Grand rue Jean Moulin ;

- que ce réaménagement qualitatif devait notamment répondre aux objectifs suivants :

- réparer l'aménagement qui a considérablement été détérioré depuis sa création ;
- requalifier l'aménagement de la voie dans le cadre de la charte d'espaces publics Grand Cœur ;
- assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sur la voie et au droit de chaque commerce ;
- rénover l'ensemble des réseaux existants en collaboration avec les différents concessionnaires ;
- organiser et gérer les accès des professionnels ;

- que ces travaux ont eu des conséquences sur la vie des résidents du quartier ;

C'est la raison pour laquelle le projet a fait l'objet d'une large concertation des riverains et des commerçants avec des rencontres personnalisées et individuelles durant l'été 2016 et une réunion publique a eu lieu le 10 novembre 2016.

Les travaux se sont déroulés sur la totalité de la Grand rue Jean Moulin, de la rue de la Loge jusqu'au boulevard du Jeu de Paume.

Compte tenu de l'ampleur, de la nature des travaux et de la densité d'occupation, la Métropole a sollicité du Juge des référés du Tribunal administratif de Montpellier qu'il ordonne une mesure d'expertise de type préventif.

L'ordonnance rendue le 8 juin 2017 sous le numéro 1702358 a désigné un collège d'experts pour procéder aux opérations d'expertise avant, pendant et après travaux.

Monsieur BLANCO a procédé aux constats dans les parties communes et les parties privatives de l'immeuble situé au 9 de la Grand rue Jean Moulin.

S'agissant des parties communes de l'immeuble sis 9 Grand rue Jean Moulin gérées par le syndic, l'expert judiciaire BLANCO a indiqué dans son rapport définitif du 20 juillet 2020 joint au présent protocole :

*« En référence au Rapport Définitif du logement SAYSSAC au R+3 validant les vibrations transmises depuis la rue GRJM, l'expert prononce le lien de cause à effet entre les travaux et les fissurations du parement-pierres, dont certaines devaient probablement exister compte tenu de l'âge du bâti, et propose la responsabilité comme suit :*

- *Travaux de la rue GRJM : 70%*
- *Syndic de copropriété : 30 % ».*

Conformément aux recommandations de la Circulaire du premier ministre du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, les parties se sont rencontrées dans le souci de rechercher un accord amiable, dans le respect de leurs intérêts respectifs, permettant de réduire la durée et les frais des procédures.

Elles ont trouvé un accord transactionnel au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, comportant des concessions réciproques, dont elles reconnaissent irrévocablement l'existence, permettant de garantir leurs intérêts propres en même temps que leur sécurité juridique respective, et de mettre fin au litige qui les oppose.



**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte de verser au syndic de copropriété SARL MAB PLANCHON 70% de la somme totale de 34 945 € TTC, soit 2 761,50 € TTC.

**ARTICLE 2 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le protocole d'accord transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 9 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : - 9 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 9 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- protocole d'accord

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Pôle Proximité Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
groupement de commandes entre  
Montpellier Méditerranée Métropole et la  
Ville de Montpellier - Marché  
n°G0D0065EP de maintenance et travaux  
de voirie**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes ainsi que toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des voiries et de l'Espace Public ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de l'exercice de la compétence des voiries et de l'espace public, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de travaux et de maintenance de la voirie, en application de leurs compétences respectives,
- que dans un objectif de coordination et de groupement des achats et afin d'aboutir à des économies d'échelle, il a été décidé de recourir à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais d'une convention de groupement de commandes. Cette convention s'intègre dans une procédure de commande publique couvrant l'ensemble du territoire de la Métropole,
- qu'il s'agit d'un marché de travaux (9 lots géographiques et 1 lot technique) à bons de commande, avec minimum et maximum, d'une durée d'un an renouvelable trois fois,
- que la présente convention concerne le Pôle Territorial de Montpellier divisé en 4 lots géographiques (lots 6 à 9) et un lot technique (lot 10) dont les montants minimum et maximum sont répartis comme suit :

Intitulé du lot	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
<b>Lot 6 – Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent</b>		
- Pour la Métropole	600 000€ HT	2 500 000€ HT
- Pour la ville de Montpellier	0€ HT	100 000€ HT
<b>Lot 7 – Montpellier – Quartiers Centre 1,3 et 4</b>		
- Pour la Métropole	700 000€ HT	3 000 000€ HT
- Pour la ville de Montpellier	0€ HT	100 000€ HT
<b>Lot 8 – Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes</b>		
- Pour la Métropole	600 000€ HT	2 500 000€ HT
- Pour la ville de Montpellier	0€ HT	100 000€ HT
<b>Lot 9 – Montpellier – Quartiers Hôpitaux Facultés et Centre 2</b>		
- Pour la Métropole	600 000€ HT	2 500 000€ HT
- Pour la ville de Montpellier	0€ HT	100 000€ HT
<b>Lot 10 – Fourniture et mise en œuvre d'asphalte coulé</b>		
- Pour la Métropole	150 000€ HT	600 000€ HT
- Pour la ville de Montpellier	0€ HT	100 000€ HT

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De constituer un groupement de commandes entre ces deux organismes relatifs à la conclusion des lots 6 à 10 du marché de travaux et de maintenance de la voirie.

**ARTICLE 2 :** Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnateur du groupement, sa commission d'appel d'offres étant celle du groupement.

**ARTICLE 3 :** La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la notification du marché.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention citée dans l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 22 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 22 OCT. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M8C0001AT  
de travaux d'aménagement de l'avenue  
Jean Jaurès à Cournonterral - Avenant n°1**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2019-052 attribuant le marché n°M8C0001AT de travaux d'aménagement de l'avenue Jean Jaurès à Cournonterral à l'entreprise COLAS, pour un montant de 169 542,80 euros HT et pour une durée de 2,5 mois.

**Considérant :**

- que dans le cadre du marché, des travaux supplémentaires pour la réalisation de revêtements d'ilots et de trottoirs dans l'impasse Jean Mermoz sont nécessaires.
- que dans ces travaux supplémentaires d'un montant de 12 235,45€ HT représente une augmentation de 7,22% du montant du marché initial.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M8C0001AT de travaux d'aménagement de l'avenue Jean Jaurès à Cournonterral avec l'entreprise COLAS, avenant d'un montant de 12 235,45 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 181 778,25 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 OCT. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **22 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**22 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle cadastrée AI 321 auprès des époux**  
**BENARD rue du Renard - Commune de**  
**Beaulieu**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 Juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole ;
- VU l'accord des époux BENARD par courrier du 21 septembre 2020 sur les termes de la négociation ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AI 321, située rue du Renard sur la commune de Beaulieu, à titre de régularisation foncière car cette parcelle est déjà aménagée en voirie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux BENARD, la parcelle cadastrée AI 321 d'une superficie de 58 m<sup>2</sup>, située rue du Renard sur la commune de Beaulieu, en vue de son intégration au domaine public.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie au prix de 1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

Monsieur le Président

Michaël DELROS



Publiée le : **26 OCT. 2020**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **26 OCT. 2020**  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une  
Convention avec l'UGAP pour l'accès à la  
fourniture de prestations de téléphonie fixe  
ainsi que les prestations associées et  
annexes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision autorisant la passation de convention avec l'UGAP, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »,

**Considérant :**

- Que pour assurer la fourniture de services de télécommunications dans les divers bâtiments métropolitains, Montpellier Méditerranée Métropole a eu recours à l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et d'équipements adaptés aux besoins de la Métropole notamment en matière de téléphonie ;
- Qu'à ce jour, le parc de téléphonie fixe s'étend sur 75 sites et représente environ 250 lignes téléphoniques ;

- Que le marché conclu par l'intermédiaire de l'UGAP prend fin le 17 janvier 2021 ;
- Qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun de poursuivre avec l'UGAP ;
- Qu'à l'issue de la procédure de mise en concurrence portée par l'UGAP, le prestataire retenu est l'entreprise SFR (Société Française du Radiotéléphone) ;
- Qu'il est nécessaire de signer la Convention avec l'UGAP pour la mise en place et l'exécution de ce marché ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la Convention avec l'UGAP, permettant l'accès à la fourniture de prestations de téléphonie fixe ainsi que les prestations associées et annexes.

**ARTICLE 2 :** Cette convention permet la mise en place d'un marché à bons de commandes, sans minimum ni maximum. Le montant estimatif annuel est de 66 000€ HT. La durée d'exécution prend fin au 30 juin 2024 si les deux reconductions de 6 mois chacune prévues au marché sont mises en place par l'UGAP.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la Convention et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBERT



Publiée le : 22 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention UGAP TEL FIXE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une**  
**servitude de passage d'une canalisation**  
**d'eau au profit de BRL - Cimetière de**  
**Grammont sur la commune de Montpellier**  
**- Parcelle cadastrée RK 16**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION du 6 août 2020 dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, l'urbanisme et la maîtrise foncière ;
- VU la Délibération du Conseil de Métropole du 27 novembre 2017 relative à la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière Saint-Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;

**CONSIDERANT :**

- que ces travaux entraînent le réaménagement du cimetière communal par la création d'une conciergerie et d'une terrasse paysagère. Cet aménagement induit le dévoiement d'une canalisation d'eau brute BRL qui impacte la parcelle cadastrée RK 16 supportant le complexe funéraire de Grammont à Montpellier, sur une emprise d'environ 12 mètres linéaires sur un mètre de large.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une servitude de passage en tréfonds de canalisations d'eau brute d'une emprise d'environ 12 mètres linéaires sur un mètre de large est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole, sur la parcelle cadastrée RK 16 située au Cimetière de Grammont à Montpellier. Cette servitude s'exercera, au profit de la parcelle cadastrée section DM n° 4 lieudit La Méjanelle à Manguio (34), appartenant à BRL, Société d'Economie Mixte dont le siège est 1105 avenue Pierre Mendès-France à Nîmes (30).

**ARTICLE 2 :** La constitution de la servitude est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte authentique de constitution de servitude sur la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **26 OCT. 2020**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **26 OCT. 2020**  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un**  
**marché n°MOD0005MG "Prestations de**  
**télesurveillance, intervention de sureté et**  
**sécurité du territoire de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole" - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché n° MOD0005MG de « Prestations de télesurveillance, intervention de sureté et sécurité du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » ;

- Qu'une procédure adaptée ouverte a été passée en application de l'article L.2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la Commande Publique ;
- Que le marché comprend des prestations à prix forfaitaires et des prestations à prix unitaires donnant lieu à l'émission de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins. Il s'agit donc pour ces prestations à prix unitaires d'un accord-cadre sans minimum ni maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique ;
- Que la durée du marché est de 1 an à compter de sa notification, renouvelable 3 fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 1 : Prix des prestations au regard de DPGF et du montant du DQE : pondération 60%.
  - 2 : Valeur technique au regard du mémoire technique : pondération 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise GLCE LITTORAL, sise Parc de Bellegarde, 1 chemin de Borie 34 170 Castelnau-le-Lez, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°M0D0005MG de « Prestations de télésurveillance, intervention de sureté et sécurité du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise GLCE LITTORAL à compter de sa notification pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

**ARTICLE 2 :** Le marché est attribué pour un montant forfaitaire annuel de 875 280,24 euros HT et sans minimum ni maximum sur la partie des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

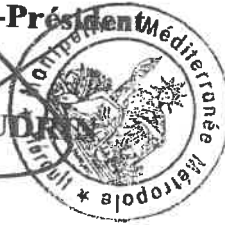
**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : 15 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Juge de  
l'expropriation de l'Hérault - Ligne 5 du  
Tram - syndicat des copropriétaires de la  
résidence "Campus des Pins"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU le cahier des clauses particulières du marché n°2232 du mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway conclu avec la société TaM et plus particulièrement l'article 5.4 traitant de l'exercice des actions en justice ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de saisir le juge de l'expropriation dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne du tramway aux fins d'indemnisation des expropriés « syndicat des copropriétaires de la Résidence CAMPUS DES PINS ».



**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans cette affaire devant les juridictions administratives et judiciaires compétentes en première instance, en appel ou en cassation.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

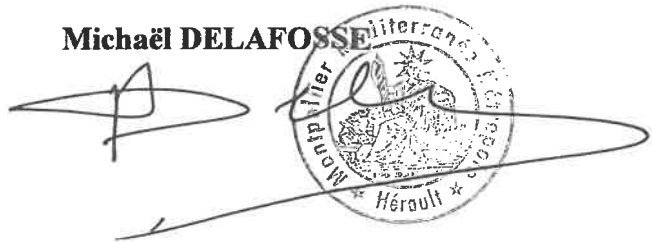
**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**



**26 OCT. 2020**

**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°8.86Q portant sur des Prestations  
photographiques, vidéos et services  
associés dans le cadre de la 5ème ligne de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

**Considérant**

- Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique portant sur les prestations photographiques, vidéos et services associés n°8.86Q dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- Qu'après analyse, les offres de YANNICK BROSSARD sise à Mauguio (34) pour le lot 1 (prestations photos) et du groupement AUDIO WORKSHOP (mandataire) / Adrien VAUCHER / Bertrand BILLIERES sise à Montpellier (34) pour le lot 2 (prestations vidéos) sont conforme aux attentes,
- Que la Commission Marchés Tramway en date du 25 septembre 2020 a émis un avis sur la désignation des attributaires,

**DECIDE**

**Article 1 :** Le marché n°8.86Q relatif aux prestations photographiques, vidéos et services associés dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à YANNICK BROSSARD sise à Mauguio (34) pour le lot 1 (prestations photos) et au groupement AUDIO WORKSHOP (mandataire) / Adrien VAUCHER / Bertrand BILLIERES sise à Montpellier (34) pour le lot 2 (prestations vidéos).

**Article 2 :** Le marché n°8.86Q est conclu pour un montant maximum de 40 000 € HT pour le lot 1 (prestations photos) et un montant maximum de 50 000 € HT pour le lot 2 (prestations vidéos) s'agissant d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 1 an renouvelable 5 fois, soit 6 ans au total. Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**Article 3 :** D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le marché visé à l'article 1.

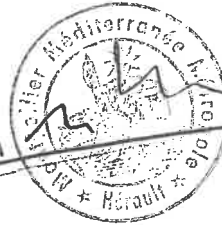
**Article 4 :** Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 16 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 16 OCT. 2020  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
**Service Exploitation des Services des Déplacements**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché**  
**n°8.486 portant sur les travaux**  
**préparatoires Infrastructures dans le cadre**  
**de la 5ème ligne de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

**Considérant**

- Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique portant sur les travaux préparatoires Infrastructures n°8.486 dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% au regard de la valeur technique de l'offre et 60% pour le prix des prestations,
- Qu'après analyse, l'offre de l'entreprise RAZEL BEC sise à Saint Georges d'Orques (34) est conforme aux attentes,
- Que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 29 septembre 2020 a désigné l'attributaire.

**DECIDE**

**Article 1 :** Le marché n°8.486 relatif aux travaux préparatoires Infrastructures dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise RAZEL BEC sise à Saint Georges d'Orques (34).

**Article 2 :** Le marché n°8.486 est conclu pour un montant minimum de 1 500 000 € HT et d'un montant maximum de 5 500 000 € HT s'agissant d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 5 ans. Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**Article 3 :** D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le marché visé à l'article 1.

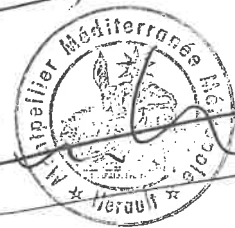
**Article 4 :** Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 16 OCT. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Julie FRÉCHE**



**Publiée le : 16 OCT. 2020**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture :**

**Réception en Préfecture : 16 OCT. 2020**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Juge de  
l'expropriation de l'Hérault - Ligne 5 du  
tramway - Syndicat des copropriétaires de  
la Résidence ' LE CALLIOPE '**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU le cahier des clauses particulières du marché de mandat n°2232 de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway et plus particulièrement l'article 5.4 traitant de l'exercice des actions en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire de saisir le juge de l'expropriation dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne du tramway aux fins d'indemnisation des expropriés « syndicat des copropriétaires de la Résidence Le Calliope ».



**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense dans ces affaires devant les juridictions administratives et judiciaires compétentes en première instance, en appel ou Cassation.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP VINSONNEAU-PALIÈS NOY GAUER & ASSOCIES.

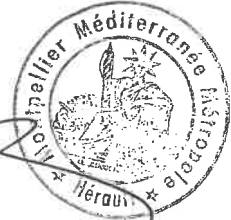
**ARTICLE 3 :** les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**



**Publiée le : 26 OCT. 2020**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **26 OCT. 2020**  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Juge de  
l'expropriation du Département de  
l'Hérault - Ligne 5 du tramway - Syndicat  
des copropriétaires du hameau de  
Montmaur"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU le cahier des clauses particulières du marché de mandat n°2232 de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway et plus particulièrement l'article 5.4 traitant de l'exercice des actions en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire de saisir le juge de l'expropriation dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne du tramway aux fins d'indemnisation des expropriés du Syndicat des copropriétaires du Hameau de Montmaur.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans ces affaires devant les juridictions administratives et judiciaires compétentes en première instance, en appel ou Cassation.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP VINSONNEAU-PALIÈS NOY GAUER & ASSOCIES.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**



**Publiée le : 26 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de Prêt à  
Usage entre la Société d'Aménagement de  
Montpellier Méditerranée Métropole et  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Domaine de la Pompignane - Cuisine du  
protocole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**CONSIDERANT :**

- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), est propriétaire de biens sis Mas de Pastourel à Montpellier, dans le cadre d'une Concession d'Aménagement passée avec la Commune de Montpellier dénommée « Réaménagement du quartier de la Pompignane 2016 -2031 », laquelle a été approuvée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier, n°2016314 du 29 septembre 2016 ;

- que cet ensemble immobilier dénommé le « Domaine de la Pompignane » a été acquis auprès de la Métropole en date du 21 novembre 2018 par la SA3M avec des conditions particulières liées à la jouissance du bien concernant une partie de ces parcelles jusqu'au 30 septembre 2020 afin de pouvoir continuer, entre autres, à maintenir l'activité de la « cuisine du protocole de la Métropole » dans les locaux destinés à cet usage situés au rez-de-chaussée de la maison de maître, dans l'attente de sa relocalisation vers de nouveaux locaux en cours de construction ;
- que le chantier susvisé ayant pris du retard dans la livraison des nouveaux locaux, la Métropole a manifesté sa volonté de maintenir cette activité jusqu'au 30 novembre 2020 ;
- que pour sécuriser les conditions dans lesquelles l'occupation partielle du site objet des présentes est maintenue, les parties sont convenues de conclure un prêt à usage de l'article 1875 du code civil.

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de Prêt à usage à titre gracieux avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2** : Le Prêt à usage porte sur le rez-de-chaussée de la maison de maître aménagé pour accueillir la « cuisine du protocole » ainsi que ses cheminements d'accès, l'ensemble étant situé Mas de Pastourel à Montpellier, parcelle RR 81.

**ARTICLE 3** : Le présent Prêt à usage est consenti à compter de sa signature. La restitution des biens prêtés s'effectuera le 30 novembre 2020.

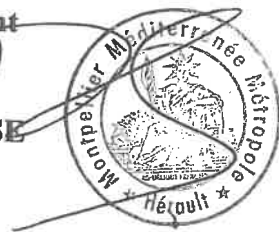
**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 24 OCT. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt à usage Cuisines du Protocole-VD.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de Prêt à  
Usage entre la Société d'Aménagement de  
Montpellier Méditerranée Métropole et  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Domaine de la Pompignane - Maison du  
gardien**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »,
- **CONSIDERANT** que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), est propriétaire de biens sis Mas de Pastourel à Montpellier, dans le cadre d'une Concession d'Aménagement passée avec la Commune de Montpellier dénommée « Réaménagement du quartier de la Pompignane 2016 - 2031 », laquelle a été approuvée aux termes

d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier, n°2016314 du 29 septembre 2016 ;

- **CONSIDERANT** que cet ensemble immobilier dénommé le « Domaine de la Pompignane » a été acquis auprès de la Métropole en date du 21 novembre 2018 par la SA3M avec des conditions particulières liées à la jouissance du bien concernant une partie de ces parcelles jusqu'au 30 septembre 2020 afin de pouvoir continuer, entre autres, à maintenir l'activité de la « cuisine du protocole de la Métropole » et organiser des réunions internes non ouvertes au public dans les salles prévues à cet effet ;

-**CONSIDERANT** que ces activités ont justifié le maintien du gardien de l'ancien Domaine de la Pompignane au vu d'en assurer l'intendance et ce jusqu'au 30 septembre 2020 et que la Métropole a manifesté sa volonté de maintenir le gardien dans sa résidence actuelle jusqu'au 30 mars 2021 ;

-**CONSIDERANT** que pour sécuriser les conditions dans lesquelles l'occupation partielle du site objet des présentes est maintenue, les parties sont convenues de conclure un prêt à usage de l'article 1875 du code civil.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de Prêt à usage à titre gracieux avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2** : Le Prêt à usage porte sur la maison de gardien et sa loge ainsi que le cheminement d'accès, l'ensemble étant situé Mas de Pastourel à Montpellier, parcelle RR 81.

**ARTICLE 3** : Le présent Prêt à usage est consenti à compter de sa signature. La restitution des biens prêtés s'effectuera le 30 mars 2021.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 13 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 13 OCT. 2020  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat de prêt à usage Maison du gardien-VD.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au protocole  
transactionnel - Opération réhabilitation  
de l'hôtel Montcalm en Centre d'Art  
Contemporain - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les articles 2044 et suivants du Code Civil ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du MoCo Musée de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération numéro 13898 du 30/06/2016 ;

- VU la décision n°MD2019-172attribuant le lot n°16.1 du marché « Aménagements extérieurs et fourniture de mobiliers pour les espaces d'accueil » à l'entreprise EUROVIA 6 rue J.B. Calvignac - Baillargues, pour un montant de 184 382 euros HT et pour une durée de 15 mois.

**CONSIDÉRANT :**

- que l'entreprise revendique avoir optimisé son délai d'intervention pour satisfaire aux contraintes de livraison du Parc et de l'ouverture au public fixée au 29 juin 2019 et qu'elle a mis en œuvre des moyens supplémentaires pour satisfaire cette exigence
- que le Maître d'Ouvrage a accepté de prendre à sa charge le complément de solde induisant une augmentation de 4.2% du marché.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du protocole transactionnel au marché MD2019-172 lot 16.1 - voirie réseaux divers avec l'entreprise EUROVIA, protocole transactionnel n°1 d'un montant de 7 879,80 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

**16 OCT. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **19 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT MOCO SIGNE.pdf .

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice : Requête Juge  
de l'expropriation - Ligne n°5 du tramway  
- syndicat des copropriétaires de la  
Résidence "Parc Académie"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU le cahier des clauses particulières du marché de mandat n°2232 de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway et plus particulièrement l'article 5.4 traitant de l'exercice des actions en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire de saisir le juge de l'expropriation dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne du tramway aux fins d'indemnisation des expropriés « syndicat des copropriétaires de la Résidence Parc Académie ».

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans ces affaires devant les juridictions administratives et judiciaires compétentes en première instance, en appel ou Cassation.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP VINSONNEAU-PALIÈS NOY GAUER & ASSOCIES.

**ARTICLE 3 :** les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

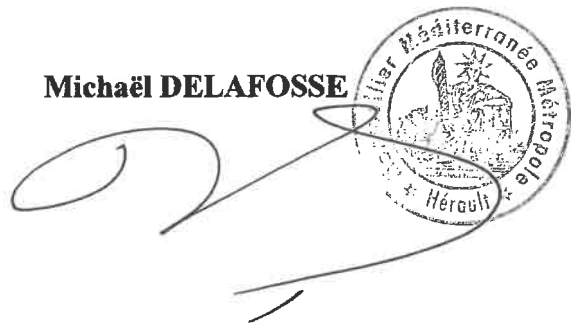
**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **26 OCT. 2020**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **26 OCT. 2020**  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Gestion Comptable**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification de la**  
**régie mixte du Conservatoire à**  
**Rayonnement Régional**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer, de modifier et de supprimer les régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,

- **VU** la décision n° 2009-675 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 9 octobre 2009 portant transformation de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional située 22 rue Lallemand à Montpellier,

- **VU** l'avis conforme de Madame la Trésorière, en date du 8 octobre 2020,

**CONSIDERANT, que pour le bon fonctionnement de la régie il est nécessaire d'ajouter un nouveau mode de recouvrement.**

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La délibération n° 2009-675 modifiée, du 9 octobre 2009 a instauré une régie de recettes & d'avances auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional.

**ARTICLE 2** : La régie de recettes & d'avances est installée 22 rue Lallemand à Montpellier.

**ARTICLE 3** : La régie encaisse les produits suivants :

- droits d'inscription,
- frais de dossiers,
- locations d'instruments.

**ARTICLE 4** : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces,
- chèques bancaires,
- carte bancaire,
- **paiement en ligne.**

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur d'un reçu et/ou d'une facture.

**ARTICLE 5** : La régie est autorisée à encaisser les recettes pendant un délai de trois mois.

**ARTICLE 6** : La régie paie les dépenses suivantes :

- remboursement des inscriptions (après validation de la Direction du CRR),
- remboursement de la location d'instruments,
- remboursement exceptionnel des frais de dossier (mentionné dans le règlement intérieur).

**ARTICLE 7** : Les dépenses désignées à l'article 6 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- chèques bancaires,
- virement.

**ARTICLE 8** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à qualité auprès de la Trésorerie.

**ARTICLE 9** : Il est créé une sous régie de recettes dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de la sous régie.

**ARTICLE 10** : L'intervention de mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

**ARTICLE 11** : Un fonds de caisse d'un montant de CENT EUROS (100,00 €) est mis à la disposition du régisseur.

**ARTICLE 12** : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à TRENTE MILLE EUROS (30 000,00 €).

**ARTICLE 13** : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à DEUX MILLE EUROS (2 000,00 €).

**ARTICLE 14** : Le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 12, et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 15** : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 16** : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 17** : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 18** : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 19** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

Monsieur le Président

Michael DELAFONT



Publiée le : **26 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société SCCV SOFIA-  
EUREKA dans le Quartier Eurêka à  
Castelnau-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le Quartier EUREKA à Castelnau-le-Lez : la société SCCV SOFIA-EUREKA est représentée par son gérant Monsieur Christian CAIZERGUES. Elle est candidate à l'acquisition du lot 10B de 2 900 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un immeuble de bureaux, ateliers et entrepôts de stockage de 2 393 m<sup>2</sup> répartis comme suit : 1 345 m<sup>2</sup> sdp de bureaux et 1 048 m<sup>2</sup> sdp d'ateliers et entrepôts. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 450 m<sup>2</sup>.  
Les utilisateurs finaux seront les sociétés APPEL INTERIM (intérim et formation aux métiers), HESVA (production numérique grand format), WOLFCOM (communication et événementiel) et AITEC (surveillance électronique des locaux). Les sociétés prévoient un effectif de 40 personnes à 3 ans.  
Ces implantations se feront dans le cadre d'acquisitions de lots de copropriété (VEFA).



**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCCV SOFIA-EUREKA ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **26 OCT. 2020**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **26 OCT. 2020**  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- Demande de décision SERM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de  
préemption urbain - Propriété M. SBIA et  
MME EL JAOUHARY - Lot n° 179 de la  
copropriété Beausoleil - Parcelle KS n°1-  
138 avenue de Lodève - Commune de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé,

- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 02 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil municipal de Montpellier du 02 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil municipal de Montpellier du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- VU la décision du 04 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision n°MD 2020-823 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier à l'occasion de l'aliénation d'un bien faisant partie de la copropriété Beausoleil cadastrée section KS n° 1,
- VU l'emplacement réservé C23 inscrit au PLU de la Ville de Montpellier pour élargissement de la rue de Las Sorbès,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 12 août 2020, envoyée par Maître AMALRIC-BAUDET, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 17 août 2020, concernant la vente par Monsieur SBIA Rachid et Madame EL JAOUHARY Fatima son épouse, d'un garage, constituant le lot 179 de la copropriété Beausoleil, située 138 avenue de Lodève et rue de Las Sorbès cadastrée section KS n°1, au prix de 15 000 €,
- VU l'avis de France domaine.

**CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,
- que l'aménagement de voirie prévu par l'emplacement réservé C23 inscrit au PLU de la Ville de Montpellier, impacte la parcelle cadastrée KS 1 assise de la copropriété BEAUSOLEIL. Plus précisément, la réalisation des travaux d'élargissement de la rue de Las Sorbès nécessite l'acquisition de plusieurs lots de la copropriété, composés des garages dont certains aménagés en commerce et des places de stationnement, qui bordent la voie à élargir,
- que l'aménagement de voirie relève des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que l'acquisition de cette parcelle, est nécessaire, en vue de constituer une réserve foncière afin de mettre en œuvre un projet d'équipement public conformément à l'article L 300 -1 du Code de l'urbanisme et à l'Emplacement Réservé inscrit dans le PLU.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, du lot n°179 de la copropriété Beausoleil située sur la Commune de Montpellier, 138 avenue de Lodève, auprès de Monsieur SBIA Rachid et Madame EL JAOUHARY Fatima son épouse domiciliés 103 rue Madeleine de Scudéry à Montpellier

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien libre de toute occupation est fixé à 15 000 €.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michael DE



Publiée le : 15 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan de situation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n°M0C0013DM de fourniture et de pose de  
totems d'information piétonne sur le  
territoire de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDERANT**

- qu'il convient de confier à une entreprise la fourniture et la pose de totems d'information piétonne sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, conformément au Code de la commande publique, sous la forme d'un marché ordinaire de fournitures courantes et services, d'une durée de 12 mois,
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique au regard du mémoire (70%) ;
  - Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire total mentionné à l'acte d'engagement (30%),
- qu'après analyse des offres pour le marché n° M0C0013DM, il s'avère que l'entreprise suivante, présente l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères posés dans le règlement de la consultation : SUD OUEST SIGNALISATION – 81150 MARSSAC SUR TARN.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature du marché n°M0C0013DM de fourniture et de pose de totems d'information piétonne sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise SUD OUEST SIGNALISATION, pour un montant global et forfaitaire de 130 580 €HT.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

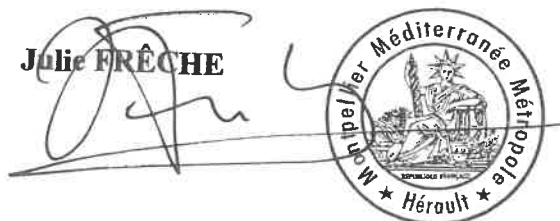
**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 23 OCT. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Julie FRÊCHE**



**Publiée le : 23 OCT. 2020**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : **23 OCT. 2020**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Pôle Proximité Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de  
groupement de commande entre la Ville de  
Montpellier et Méditerranée Métropole  
relative au marché n°4661AT17 de  
maintenance et travaux de voirie - Avenant  
n°2 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande publique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés par le Code de la commande publique,
- VU la délibération du Conseil en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des « Voiries et de l'Espace Public »,

**CONSIDERANT :**

- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont en groupement de commandes sur les 5 lots géographiques du marché n°4661AT17.

- que sur le lot 9 « Montpellier – Quartiers Hôpitaux Facultés et Centre 2 », le montant maximum prévu à la Convention de groupement de commandes pour la Ville de Montpellier doit être revus à la hausse afin de réaliser des travaux d'aménagements dans les cimetières de la Ville.
- que le montant annuel maximum pour la part Ville doit être augmenté de 65 000 € HT, portant le maximum annuel pour la dernière période du marché à 165 000 € HT.
- que le montant annuel maximum pour la part Métropole doit ainsi être diminué de 65 000 € HT, portant le maximum annuel pour la dernière période du marché à 2 230 000 € HT.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant à la convention de groupement de commandes pour les prestation de travaux et maintenance de voirie afin de modifier les montants annuels de répartition entre la Ville de Montpellier et la Métropole sur le lot 9 du marché.

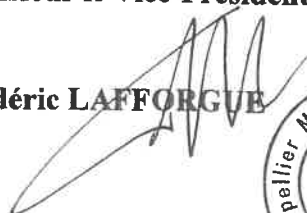
**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 29 OCT. 2020**

**Monsieur le Vice-Président**

**Frédéric LAFFORGUE**



**Publiée le : 29 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avt 2 convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière  
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway  
- Parcelle AS 12, 1 581 route de Mende à  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le lot n°165 au sein de la copropriété Résidence La RADIEUSE, situé au 1 581, route de Mende Montpellier, cadastré section AS n° 12, appartenant à la M. et Mme. EL CHEIKH, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de ladite emprise.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot n°165 au sein de la copropriété Résidence Les Jardins d'Isis, situé au 1 581, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n° 12, appartenant à la M. et Mme. EL CHEIKH.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 300 € (HUIT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 27 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Unité Assurances**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au sinistre ayant touché la**  
**brasserie SCHOLLER - Indemnités**  
**d'Assurances- Acceptation d'une offre**  
**d'indemnisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'acceptation d'indemnités d'assurances en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion Active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la proposition d'Affiliated FM, compagnie d'assurance Dommages aux Biens de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurance d'un montant de 231 413€ suite à la déclaration de sinistre consécutive à l'incendie du 22 janvier 2019, ayant causé des dommages matériels à la Brasserie SCHOLLER, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnisation d'assurance d'un montant de 231 413 €.

**ARTICLE 2 :** Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acceptation d'indemnité ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 26 OCT. 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 26 OCT. 2020  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière  
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway  
- Parcelle AS 12 - 1581 route de Mende à  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway, il est nécessaire d'acquérir le lot de parking privatif n°166 au sein de la Copropriété « Résidence La RADIEUSE » au 1581 route de Mende à MONTPELLIER, sur la parcelle cadastrée section AS n° 12, appartenant à l'Indivision QUITTARD-TERRONES;

- que le lot de parking privatif n°208 au sein de la Copropriété « Résidence La RADIEUSE » au 1581 route de Mende à MONTPELLIER, sur la parcelle cadastrée section AS n° 12, appartenant à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, intéresse l'Indivision QUITTARD-TERRONES;

- qu'il est donc opportun d'autoriser l'échange de ce lot de parking privatif.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole échange le lot de parking privatif n°166 au sein de la Copropriété Résidence La RADIEUSE au 1581 route de Mende à MONTPELLIER, sur la parcelle cadastrée section AS n° 12, appartenant à l'Indivision QUITTARD-TERRONES, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway, contre le lot de parking privatif n° 208, au sein de cette même copropriété.

**ARTICLE 2 :** L'échange est consenti **sans soulte**.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'échange du bien immobilier désigné à l'article 1 est signé par :

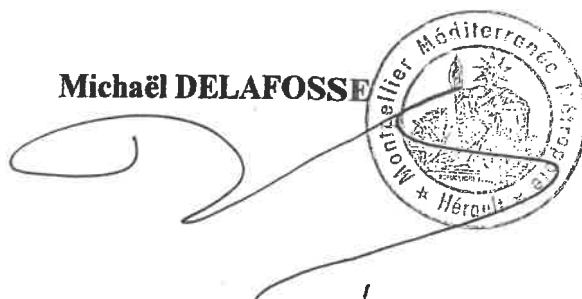
- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 OCT. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 28 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

28 OCT. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Promesse échanges

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
SOLEGE au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;
- VU la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,



- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 octobre 2015 passée entre la Métropole et la société SOLEDGE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 31 décembre 2019,

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 8 octobre 2020,

**CONSIDERANT :**

- que la société SOLEDGE a trouvé une solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole, mais que les travaux de construction ont été retardés par la crise sanitaire Covid-19, les futurs bureaux ne seront disponibles qu'au premier trimestre 2022.

- que la convention arrive à échéance, la société SOLEDGE a sollicité la prorogation de son contrat pour une durée complémentaire de douze mois. Cette prorogation permettra d'éviter deux déménagements successifs engendrant des frais financiers non négligeables.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de douze mois supplémentaires à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020 jusqu'au 31 octobre 2021.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SOLEDGE pour la surface totale de 104,05 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 244,44 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 12 nov. 2020**

**Monsieur le Président  
Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 12 nov. 2020**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200901-146698-CC-1-1**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 12 nov. 2020**

**Réception en Préfecture : 12 nov. 2020**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Avenant relatif à la décision n° MD2020-917 prorogeant l'occupation de locaux pour la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "requête  
n°2004498-4 - Référé précontractuel - SAS  
TRANSMANUEM"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

**CONSIDÉRANT :**

- la requête n°2004498-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 12 octobre 2020 par la SAS TRANSMANUEM tendant à l'annulation de l'accord cadre n°G9DO106MG concernant des prestations de manutentions, de déménagements et de garde meubles pour la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 2004498-4 le 12 octobre 2020 par la SAS TRANSMANUEM.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats PARME.

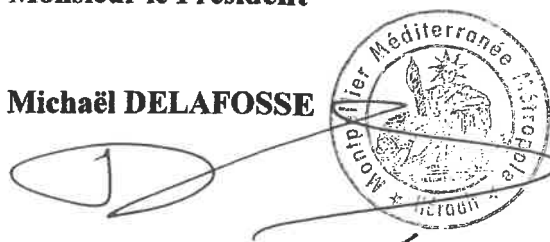
**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

**Monsieur le Président**

**Michaël DELAFOSSE**



**Publiée le : 26 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision**  
**MD2020-660 relative à l'acquisition de la**  
**parcelle RB n°6 à Montpellier -**  
**Constitution de réserves foncières sur le**  
**secteur Sud Zénith**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise Foncière » ;
- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, le 29 juin 2020, par M. et Mme CRISTOL Pierre pour la vente de la parcelle RB n°6, d'une surface cadastrale de 4 149 m<sup>2</sup>, sise commune de Montpellier, leur appartenant, moyennant le prix de 124 470 €, toutes indemnités confondues ;

- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 13 août 2020,
- VU que la décision MD2020-660 en date 21 septembre 2020 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir la parcelle RB n°6 sise commune de Montpellier comporte une erreur matérielle dans son article 2 où il est indiqué que l'acquisition aura lieu moyennant le prix de 124 070 € alors que le prix convenu est de 124 470 €, correspondant à l'avis de France Domaine ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de modifier la décision MD2020-660 du 21 septembre 2020 afin de corriger le prix indiqué dans l'article 2.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : L'article 2 de la décision MD2020-660 du 21 septembre 2020 est modifié de la façon suivante : La vente aura lieu moyennant le prix de 124 470 € (cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-dix euros) toutes indemnités confondues, les frais d'acte restant à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 2** : Les autres articles de la décision MD 2020-660 du 21 septembre 2020 demeurent inchangés.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Montpellier, le      **23 OCT. 2020**

Monsieur le Président

  
**Michaël DELAFOSSÉ**



**Publiée le :      27 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :      **27 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Unité Assurances**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au sinistre ayant touché  
l'ISDND le 14 juillet 2019 - Indemnités  
d'Assurances - Acceptation d'un offre  
d'indemnisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'acceptation d'indemnités d'assurances en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5000€ ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion Active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la proposition de la SMACL, compagnie d'assurance Dommages aux Biens de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurance d'un montant de 638 706.20€ suite à la déclaration de sinistre consécutive à l'incendie du 14 juillet 2019, ayant causé des dommages à l'ISDND, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnisation d'assurance d'un montant de 638 706.20€.

Sont inclus dans ce montant d'indemnités :

- 28 857€ correspondant aux honoraires d'expert d'assuré réglé en délégation ;
- 571 397.60€ correspondant au dommages matériels, pertes indirectes et frais d'études techniques (déduction faite de la franchise de 10 000€) ;
- 38 451.60€ correspondant au règlement différé après travaux et sur présentation de justificatifs ;

**ARTICLE 2 :** Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion Active et optimisée du patrimoine » est autorisé à signer l'acceptation d'indemnité conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

**22 OCT. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le :

**23 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**23 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Ressources Informatiques**  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0B0033RI  
de maintenance et d'assistance aux  
prestations complémentaires du logiciel  
SOLIS**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire d'assurer la maintenance et l'assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS ;
- qu'une procédure de marché mixte sans publicité ni mise en concurrence préalables en raison de l'existence des droits d'exclusivité (article R2122-3-3 du Code), passée en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-3 du Code de la Commande Publique a donc été lancée ;
- que l'accord-cadre avec un maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code la Commande Publique pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois tacitement par période d'un an, soit pour une durée totale de quatre ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - analyse de la valeur technique – 60% ;
  - analyse au regard du prix des prestations – 40% ;
- qu'après analyse, l'entreprise CITYZEN UP, Le Mont Bernard, 51000 CHALONS-EN CHAMPAGNE, présente une offre économiquement avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°M0B0033RI de maintenance et assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS, Société par actions simplifiées, comme suit :

- pour un prix forfaitaire et à bons de commande avec un minimum de 6 000 € HT et un maximum de 20 000 € HT par an (soit 80 000 € HT sur la durée totale du marché) ;
- forme de prix : prix unitaires.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an reconductible trois fois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 OCT. 2020

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### **Décision d'ester en justice "Requête TA - Expulsion Jardins familiaux de Pignan"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

**Considérant**

- que Monsieur Julius HEILIG occupe sans autorisation le site des Jardins Familiaux de Pignan ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion de Monsieur Julius HEILIG du site des Jardins familiaux de Pignan.

**ARTICLE 2 :** la défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats PARME.

**ARTICLE 3 :** les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

Monsieur le Président

  
Michael DELAFOSSE



Publiée le : **27 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0D0002EP  
- Travaux de maintenance et d'extension  
du réseau d'eaux pluviales - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine des « Voiries et à l'espace public » ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire de prévoir des travaux de maintenance et d'extension du réseau d'eaux pluviales sur le territoire de la Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2124-2, R2124- 2 et R2161-2 à 5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable 3 fois, décomposé en 2 lots ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique au regard du mémoire technique 60%
  - Prix des prestations au regard du montant du détail quantitatif estimatif 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 septembre 2020 a :
  - classé les offres et choisi l'entreprise SCAM TP sise 825 rue de la Cresse Saint Martin à Cournonsec présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 relatif aux travaux sur la commune de Montpellier ;
  - classé les offres et choisi le groupement d'entreprises EHTP (mandataire) – FAURIE sise Parc d'Activité de Laurade à Saint Etienne du Grès présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 relatif aux travaux sur le territoire de la Métropole hors Montpellier.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché de travaux de maintenance et d'extension du réseau d'eaux pluviales aux entreprises suivantes :

- SCAM TP pour des seuils sans minimum ni maximum pour le lot 1 ;
- EHTP - FAURIE pour des seuils sans minimum ni maximum pour le lot 2.

Les marchés prennent effet à compter de leur notification pour une durée d'un an renouvelable 3 fois.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 OCT. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 29 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 OCT. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête  
n°2004110-4 TA - SAS L'ESSENTIEL"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

**Considérant**

- la requête n°2004110-4 déposée le 18 septembre 2020 par la SAS l'Essentiel tendant à l'annulation de la décision du 6 août 2020 prise par Montpellier Méditerranée Métropole portant résiliation de la convention d'occupation temporaire du domaine public concernant la mise à disposition d'un espace au sein de la piscine Olympique d'Antigone destiné aux activités de développement du bien-être et de la vitalité du corps ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2004110-4 le 18 septembre 2020 par la SAS l'Essentiel.

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME avocats.

**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **27 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°G0C0017RI  
de maintenance et prestations  
complémentaires du logiciel DROITS DE  
CITES - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire d'assurer la maintenance et les prestations complémentaires du logiciel DROITS DE CITES ;

- qu'il a été conclu un groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole (Coordonnateur) et la Ville de Montpellier pour le lancement de cette consultation ;

- qu'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence préalables en raison des droits d'exclusivité (article R2122-3-3 du Code), passée en application des articles L2122-1 et R2122-3 du Code de la Commande Publique a donc été lancée ;

- que l'accord-cadre sans mini et avec un maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code la Commande Publique pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois tacitement par période d'un an, soit pour une durée totale de quatre ans ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- analyse de la valeur technique – 60% ;
- analyse au regard du prix des prestations – 40% ;

- qu'après analyse, l'entreprise OPERIS, 27 rue Jules Verne, 44700 ORVAULT, présente une offre économiquement avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer l'accord-cadre à bons de commande n°G0C0017RI de maintenance et prestations complémentaires du logiciel DROITS DE CITES, à l'entreprise OPERIS pour un montant sans minimum et avec un maximum annuel de 80 000 € HT pour la première année, 43 000 € HT pour les deuxième et troisième année et 44.000 €HT pour la quatrième année (soit 210 000 € H.T. pour la durée totale du marché) ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an reconductible trois fois.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 et 935.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 OCT. 2020

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**  
**Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de  
groupement de commandes publiques  
entre la Ville de Montpellier et MMM pour  
la passation d'un marché d'acquisition,  
mise en œuvre et maintenance d'une  
solution de billetterie pour les  
établissements culturels**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif au Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique et numérique » ;

- **CONSIDERANT**, la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, enjoignent les collectivités, conformément au droit des marchés publics, à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- **CONSIDERANT**, le souhait de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché d'acquisition, mise en œuvre et maintenance d'une solution de billetterie pour les établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole et le Ville de Montpellier ;

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de groupement de commandes publiques est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de, relative à la passation d'un marché d'acquisition, mise en œuvre et maintenance d'une solution de billetterie pour les établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole et le Ville de Montpellier, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement, chaque collectivité étant chargée de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

**ARTICLE 3** : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 OCT. 2020

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAB



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention groupement de commande
- Délibération V2020-095 BILLETTERIE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Finances**  
**Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un emprunt de 15  
millions d'euros auprès de la Société  
Générale - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de : procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1<sup>er</sup> Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans les domaines « Finances, Politiques contractuelles et Coopération avec les communes » ;

- VU l'offre établie par la Société Générale en réponse à la consultation bancaire de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé,

- **CONSIDERANT :**

- que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure un contrat d'emprunt,

- qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la Société Générale répond correctement à la demande,

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De contracter auprès de la Société Générale, dont le siège est situé 29 Boulevard Haussmann, 75009 Paris, un emprunt d'un montant total de 15 000 000 Euros (Quinze millions d'Euros) dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

**ARTICLE 2 :** Le prêt est consenti jusqu'au 15/11/2042 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 15/11/2022.

**ARTICLE 3 :** Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

**Phase de mobilisation revolving :** oui

Nominal :	15 000 000 €
Début :	Date de signature du contrat
Fin :	15/11/2022
Intérêts:	Euribor* 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) + 0.40 %

Commission de non utilisation : De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.05% l'an est perçue semestriellement ou à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.  
\* floorés à zéro.

**Phase de consolidation :**

D'un commun accord entre la Société Générale et Montpellier Méditerranée Métropole, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux Variable de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant :	15 000 000 euros
Date de départ :	15/11/2022
Maturité :	15/11/2042 (durée 20 ans)
Amortissement :	Trimestriel – Linéaire
Périodicité :	Trimestrielle
Base de calcul :	Exact/360
Taux d'intérêts :	Chaque périodicité du 15/11/2022 au 15/11/2042 : Euribor 3 mois + 0.32% <i>L'Euribor 3 mois est fixé à J-2 début de période. Indice flooré à 0.</i>

**Soulte de rupture des conditions financières :**

Une soulte de rupture des conditions financières sera due par le client (i) dans un certain nombre de cas et (ii) selon des modalités précises, ceux-ci étant définis dans la proposition commerciale transmise dans le cadre de la présente consultation bancaire.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 OCT. 2020**

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : **29 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de contrat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service du Courrier (VM)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un  
marché n°G9D0029SG  
Prestations de services postaux pour le  
groupement de commandes publiques  
entre la Ville de Montpellier et Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la Commande publique et de la Gestion active et optimisée du patrimoine ;

**- Considérant :**

-Qu'il y a lieu d'assurer les prestations de services postaux pour répondre aux besoins du groupement de commandes publiques des services de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier ;

-Qu'il s'agit d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-7 du Code de la commande publique, la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole étant désignée en qualité de coordonnateur du groupement ;

-Qu'une procédure formalisée d'appel d'offres (n°G9D0029SG) a été lancée, conformément aux articles R.2124-1 à R2124-2 du Code et des articles R2161-2 à 2161-5 du Code de la Commande Publique;

Le marché est conclu pour une durée de 1 an reconductible 3 fois sans montant minimum ni maximum. Chaque lot est reconductible par tacite reconduction ;

-Qu'il s'agit d'un marché de prestations de services postaux qui comportent 5 lots :

- Lot 1 : Collecte et traitement des courriers de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole (dont les pépinières d'entreprises) à destination de la France, de 0 gr à 3 kg ;
- Lot 2 : Collecte et traitement des courriers de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole (dont les pépinières d'entreprises) à destination de l'international, de 0 gr à 3 kg ;
- Lot 3 : Collecte et traitement des colis de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole (dont les pépinières d'entreprises) à destination de la France, de 3 kg à 30 kg ;
- Lot n°4 : Collecte et traitement des colis de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole (dont les pépinières d'entreprises) à destination de l'international, de 3 kg à 30kg ;
- Lot n°5 : Remise des plis et colis, tout poids confondus.

-Que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante pour l'ensemble des lots :

- Prix des prestations : 60 %
- Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 %

-Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 13 octobre 2020, a adopté le classement des offres et a choisi :

- l'offre de base de la société La Poste, pour le lot 1 – Collecte et traitement des courriers de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole (dont les pépinières d'entreprises) à destination de la France, de 0 gr à 3 kg ;

- l'offre variante de la société La Poste, pour le lot 2 – Collecte et traitement des courriers de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole (dont les pépinières d'entreprises) à destination de l'international, de 0 gr à 3 kg ;
- l'offre de base de la société La Poste, pour le lot 3 – Collecte et traitement des colis de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole (dont les pépinières d'entreprises) à destination de la France, de 3 kg à 30 kg ;
- l'offre de base de la société La Poste, pour le lot 4 – Collecte et traitement des colis de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole (dont les pépinières d'entreprises) à destination de l'international, de 3 kg à 30 kg ;
- l'offre de la société La Poste, pour le lot 5 - Remise des plis et colis, tout poids confondus.

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché n° G9D0029SG – Prestations de services postaux pour le groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise suivante :

- Lot 1 - Collecte et traitement des courriers de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole à destination de la France, de 0 gr à 3 kg, à la société La Poste, sise Zone de Fret Eurogare Aéroport de Montpellier CS 50500 – 34137 Mauguio Cedex ;
- Lot 2 - Collecte et traitement des courriers de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole à destination de l'international, de 0 gr à 3 kg, à la société La Poste, sise Zone de Fret Eurogare Aéroport de Montpellier CS 50500 – 34137 Mauguio Cedex ;
- Lot 3 - Collecte et traitement des colis de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole à destination de la France, de 3 kg à 30 kg, à la société La Poste, sise Zone de Fret Eurogare Aéroport de Montpellier CS 50500 – 34137 Mauguio Cedex ;
- Lot 4 - Collecte et traitement des colis de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole à destination de l'international, de 3 kg à 30kg, à la société La Poste, sise Zone de Fret Eurogare Aéroport de Montpellier CS 50500 – 34137 Mauguio Cedex ;
- Lot 5 - Remise des plis et colis, tout poids confondus, à la société La Poste, sise Zone de Fret Eurogare Aéroport de Montpellier CS 50500 – 34137 Mauguio Cedex ;

Pour chacun des lots, les prestations seront rémunérées aux quantités réellement exécutées.

Le marché est conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois sans montant minimum ni maximum. Chaque lot est reconductible par tacite reconduction.

**ARTICLE 2** : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 et que les dépenses concernant la Ville de Montpellier seront imputées sur le budget Principal de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 OCT. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **29 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 OCT. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**PARTIE 4**  
**ARRETES INDIVIDUELS**

## PARTIE 3 -ARRETES

### SOMMAIRE

#### 1- ARRETES INDIVIDUELS NOVEMBRE 2020

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
MAI2020-0068	Exclusion temporaire de Mademoiselle Sarah HACHIR de la piscine SPILLAERT	387
MAI2020-0093	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n° 113	389
MAI2020-0094	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationnement n° 22	392
MAI2020-0095	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PEROLS "Changement de véhicule" & "Accord double sortie journalière" - Autorisation de stationnement n° 3	395
MAI2020-0098	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n° 38	398
MAI2020-0099	Congé de formation professionnelle de Mme Manon GAQUEREL	401
MAI2020-0100	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de LAVERUNE "Changement de véhicule" - Autorisation de stationnement n° 1	402
MAI2020-0102	MAINLEVEE de l'arrêté de péril imminent n°MAI2019-0069 - Commune de Montpellier - Immeuble sis 33 cours Gambetta Parcelle HW 27	404
MAI2020-0103	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationnement n° 38	406
MAI2020-0104	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationnement n° 121	409
MAI2020-0106	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de LE CRES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationnement n° 3	412



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Exclusion temporaire de Mademoiselle  
Sarah HACHIR de la piscine SPILLAERT**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la décision n° D 2013-587 du 2 septembre 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment son article 21 ;

**CONSIDERANT** que Mademoiselle Sarah HACHIR, usagère régulière de la piscine intercommunale SPILLAERT, a été rappelée à l'ordre à plusieurs reprises par les médiateurs en raison d'accès de violence à l'encontre des usagers tout au long de l'après-midi du 18 juillet 2020

**CONSIDERANT** que Mademoiselle HACHIR s'en est pris physiquement aux médiateurs en tentant de leur porter des coups au visage, de les étrangler et de leur cracher dessus,

**CONSIDERANT** que Mademoiselle HACHIR est coutumière de ce type de comportement et a déjà été rappelée à l'ordre,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du règlement intérieur, mais également se conforment aux instructions données par le personnel et respectent les prescriptions et interdictions affichées dans l'établissement,

**CONSIDERANT** que son comportement est contraire aux dispositions du règlement intérieur,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Mademoiselle Sarah HACHIR est exclue jusqu'au 31 août 2020 de la piscine SPILLAERT de Montpellier Méditerranée Métropole, en raison de son comportement inapproprié, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article 21 du règlement intérieur susvisé,

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et entrera en vigueur à compter de cette notification et e l'affichage sur site,

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 20 nov. 2020**

**Monsieur le Premier Vice-Président**

**Signé.**

**Renaud CALVAT**

**Publiée le : 23/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-138033-AI-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 23/11/20**

**Réception en Préfecture : 23/11/20**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
**Service Exploitation des Services des Déplacements**

**Extrait du registre des**  
**Arrêtés de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le**  
**territoire de la commune de**  
**MONTPELLIER "Changement de**  
**véhicule" - Autorisation de stationner n°**  
**113**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAI2018-0097 en date du 31 octobre 2018;
- **CONSIDERANT** que **La société TAXI SIMON 34** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 31 octobre 2018, n° MAI2018-0097, susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : **La société TAXI SIMON 34(SIREN 841 556 939)**, domiciliée **33 rue de Gascogne à Montpellier (34 090)** est autorisée à stationner avec le véhicule **TESLA** type **MODEL S** de couleur blanche, immatriculé **FS-586-RL**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **113**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,

- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

**Montpellier, le 3 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Julie FRÊCHE**

**Publiée le : 03/11/20**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-146031-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/11/20

Réception en Préfecture : 03/11/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le  
territoire de la commune de  
MONTPELLIER "Changement de  
véhicule" - Autorisation de stationnement  
n° 22**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;



- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAI2020-0053 en date du 25 août 2020 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société TAXI N CO titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de MONTPELLIER, a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 25 août 2020, n°MAI2020-0053, susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : La société TAXI N CO (SIREN 804 609 147), dont le siège social est situé 18 rue des roches à Saint Georges d'Orques (34 680) est autorisée à stationner avec le véhicule VOLVO de couleur NOIRE type XC60 immatriculé EH-261-ND, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 22, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,

- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

**Montpellier, le 3 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Julie FRÊCHE**

**Publiée le : 03/11/20**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-146034-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/11/20

Réception en Préfecture : 03/11/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le  
territoire de la commune de PEROLS  
"Changement de véhicule" & "Accord  
double sortie journalière" - Autorisation  
de stationnement n° 3**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- **VU** l'arrêté de la commune de Pérols n°2014-373 du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté métropolitain n°MAI2020-0009 en date du **27 janvier 2020** ;
- **VU** le contrat de location-gérance signé entre Monsieur Philippe BRAY et Monsieur Yann EUZET ;
- **VU** le contrat de travail signé entre Monsieur EUZET et son salarié ;

**CONSIDERANT** que **Monsieur Philippe BRAY** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **PEROLS**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du **27 janvier 2020**, n°MAI2020-0009, susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : L'autorisation de stationnement n°3 sur la commune de Pérols est autorisée à double sortie journalière

**ARTICLE 3** : **Monsieur Philippe BRAY** né le **13 mai 1969** à **Paris (14ème)**, domicilié **136 rue des Templiers à Lunel (34 400)** est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** de couleur **GRISE** immatriculé **ED-732-JW**, sur le territoire de la commune de **PEROLS** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

Ce même véhicule doit être utilisé pour l'exploitation de l'autorisation de stationnement n° 9 sur l'emprise de l'aéroport de MONTPELLIER MEDITERRANEE, accordée par la Préfecture de l'Hérault.

**ARTICLE 4** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de PEROLS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

**Montpellier, le 16 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Julie FRÊCHE**

**Publiée le : 19/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-146038-AI-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 18/11/20**

**Réception en Préfecture : 18/11/20**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le  
territoire de la commune de  
MONTPELLIER "Changement de  
véhicule" - Autorisation de stationner n° 38**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAI2018-0126 en date du 4 décembre 2018 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la **SARL ROSSENBLATT** (RCS Montpellier 818 693 251) titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 4 décembre 2018, n°MAI2018-0126, susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : La **SARL ROSSENBLATT**, domiciliée 74 avenue Paul Valéry à Le Crès (34 920) est autorisée à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** de couleur noire immatriculé **EB-178-NC**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **38**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault.
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,

- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

**Montpellier, le 3 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Julie FRÊCHE**

**Publiée le : 03/11/20**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-146233-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/11/20

Réception en Préfecture : 03/11/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le  
territoire de la commune de LAVERUNE  
"Changement de véhicule" - Autorisation  
de stationnement n° 1**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté de la commune de Laverune n°165 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAI2018-0033 en date du 16 mars 2018 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société **AGGLO TAXI 34** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **LAVERUNE**, a procédé au changement de son véhicule ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 16 mars 2018, n°MAI2018-0033, susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : La société **AGGLO TAXI 34** (SIREN 821 026 556), dont le siège social est situé 1025 avenue Henri Becquerel à Montpellier (34 000) est autorisée à stationner avec le véhicule **SKODA** type **SUPERB** de couleur **NOIRE**, immatriculé **FS-344-YD**, sur le territoire de la commune de **LAVERUNE** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 1, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,

- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **LAVERUNE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

**Montpellier, le 3 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Julie FRÊCHE**

**Publiée le : 03/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-146308-AI-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 03/11/20**

**Réception en Préfecture : 03/11/20**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**MAINLEVÉE de l'arrêté de péril  
imminent n°MAI2019-0069  
Commune de Montpellier  
Immeuble sis 33 cours Gambetta  
Parcelle HW 27**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 511-1 à L. 511-6, L. 521-1 à L. 521-4, L. 541-2 et les articles R. 511-1 à R. 511-11 ;
- VU l'article L. 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport dressé par Madame Françoise RIEU expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 22 mai 2019, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent,
- VU l'avertissement envoyé à l'Agence du Courreau, sise 51 rue du Faubourg du Courreau à Montpellier (34000), syndic de l'immeuble - parcelle cadastrée HW 27, sis 33 cours Gambetta à Montpellier (34000),
- VU le procès-verbal de réception, dressé par la SCP Les avocats du Thélème, en la personne de Julien Guieysse, collaborateur de Maître Jacques Raymond, en qualité de maître d'ouvrage, le 7 octobre 2020, attestant de la conformité des travaux réalisés.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Sur la base du procès-verbal de réception, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° MAI2019-0069 pris le 5 juin 2019, pour l'immeuble sis 33 cours Gambetta à Montpellier (34000), (parcelle HW27) dont le syndic provisoire est la SCP Les avocats du Thélème demeurant 500 rue Léon Blum à Montpellier (34000).

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté est notifié au syndic.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté est transmis au Préfet du Département, au Procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah), ainsi qu'à l'Architecte des Bâtiments de France.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 19 nov. 2020**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-147604-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/11/20

Réception en Préfecture : 19/11/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le  
territoire de la commune de  
MONTPELLIER "Changement de  
véhicule" - Autorisation de stationnement  
n° 38**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté n°MAI2020-0098 en date du 03 novembre 2020 relatif à un changement de véhicule;
- **CONSIDERANT** que la société **ROSSENBLATT** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté du 03 novembre 2020, n°MAI2020-0098, susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : La société **ROSSENBLATT** (SIREN 818 693 251) dont le siège social est situé 74 avenue Paul Valéry à LE CRES (34 920) est autorisée à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C4 SPACETOURER** de couleur **NOIRE**, immatriculé **FB-062-NG**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **38**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,

- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

**Montpellier, le 27 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Julie FRÊCHE**

**Publiée le : 01/12/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-147778-AI-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 30/11/20**

**Réception en Préfecture : 30/11/20**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le  
territoire de la commune de  
MONTPELLIER "Changement de  
véhicule" - Autorisation de stationnement  
n° 121**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAR2018-0027 en date du 31 janvier 2018 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Thierry ZERBIB** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

## **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 31 janvier 2018, n°MAR2018-0027, susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Thierry ZERBIB** né le 24 septembre 1969 à Villejuif (Val-de-Marne), domicilié 815 avenue Maurice et Marguerite Vidier à Vedène (84 270) est autorisé à stationner avec le véhicule **TOYOTA** type **PRIUS** de couleur **GRISE** immatriculé **AD-076-GG**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **121**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,

- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

**Montpellier, le 16 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Julie FRÊCHE**

**Publiée le : 19/11/20**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-148354-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/11/20

Réception en Préfecture : 18/11/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
**Service Exploitation des Services des Déplacements**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le  
territoire de la commune de LE CRES  
"Changement de véhicule" - Autorisation  
de stationnement n° 3**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté de la commune de Le Crès n°214-2014 du 14 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2017-323 en date du 05 janvier 2018 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société TAXI D.M.C titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de LE CRES, a procédé au changement de son véhicule ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 05 janvier 2018, n°A2017-323, susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : La société TAXI D.M.C (SIREN 798 362 174), dont le siège social est situé 7 allée de Fontbonne à Villevieille (30 250) est autorisée à stationner avec le véhicule BMW type SERIE X de couleur NOIRE immatriculé FP-736-BN, sur le territoire de la commune de LE CRES dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,

- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **LE CRES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

**Montpellier, le 27 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Julie FRÊCHE**

**Publiée le : 30/11/20**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-149229-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/11/20

Réception en Préfecture : 30/11/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 3**  
**ARRETES REGLEMENTAIRES**

## PARTIE 3 -ARRETES

### SOMMAIRE

#### 2- ARRETES REGLEMENTAIRES NOVEMBRE 2020

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
MAR2020-0358	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Baillargues	417
MAR2020-0360	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Prades-le-Lez	419
MAR2020-0361	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Cournonsec	421
MAR2020-0362	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pérols	423
MAR2020-0363	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Juvignac	425
MAR2020-0364	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Villeneuve-lès-Maguelone	427
MAR2020-0365	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castelnau-le-Lez	429
MAR2020-0392	Délégations de signature Département Culture et Sports (DCS)	432
MAR2020-0393	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	441
MAR2020-0396	Délégations de signature - Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP)	444
MAR2020-0398	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fabrègues	449
MAR2020-0400	Délégations de signature - Département Administration Générale et Finances (DAGF)	451
MAR2020-0401	Délégations de signature - Département Développement - Économique, Emploi et Insertion (DDEEI)	459
MAR2020-0402	Délégations de signature - Département des Services Publics - de l'Environnement et des Transports (DSPET)	463
MAR2020-0404	Délégations de signature - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT)	482
MAR2020-0405	Délégations de signature - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales (PRHRS)	494
MAR2020-0406	Délégations de signature - Département Solidarité et Vivre Ensemble (DSVE)	500
MAR2020-0409	Arrêté portant désignation des représentants du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	503





**Direction Projet et Planification Territoriale**  
**Service urbanisme**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

### **Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Baillargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues approuvé le 06 février 2006, révisé le 18 décembre 2006, modifié le 18 décembre 2006, révisé le 05 avril 2007, modifié le 27 septembre 2007, mis à jour le 15 juin 2009, mis à jour le 16 juin 2009, modifié le 17 décembre 2009, modifié le 11 mai 2010, modifié le 06 septembre 2010, révisé le 17 novembre 2011, mis à jour le 30 mai 2012, modifié le 12 juillet 2012, modifié le 26 juillet 2013, mis à jour le 30 juillet 2013, mis à jour le 24 novembre 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 28 juin 2017, mis en compatibilité le 10 janvier 2018, mis à jour le 03 septembre 2019 ;
- VU la délibération n°M2019-318 du Conseil de Métropole en date du 25 juin 2019 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Hectare », pour une opération d'aménagement dénommée « La Casa de los Artist » sur les parcelles AO0034, AO0219, AO0219 et AO0320 de la commune de Baillargues ;

- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 23 juillet 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Hectare »;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Baillargues (Place du 14 juillet - 34671 BAILLARGUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Baillargues.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Baillargues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 09/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-145260-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 09/11/20**

**Réception en Préfecture : 09/11/20**

**Notifié le :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
**Service urbanisme**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de Prades-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Prades-le-Lez approuvé le 27 août 2012, mis à jour le 09 avril 2013, mis à jour le 25 mars 2014, modifié le 23 avril 2014, mis à jour le 10 juin 2014, modifié le 28 septembre 2016, mis à jour le 27 mars 2017, mis à jour le 22 mars 2018, modifié le 23 juillet 2019 ;
- VU la délibération n°M2018-615 du Conseil de Métropole en date du 3 décembre 2018 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « LOTI DU SUD » dans le cadre d'une opération d'aménagement dénommée « Les Ecureuils » sur les parcelles AS n°100-103 sur le territoire de la commune de Prades-le-Lez ;
- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 22 janvier 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « LOTI DU SUD » ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Prades-le-Lez est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Prades-le-Lez (Place du 8 mai 1945 - 34730 PRADES-LE-LEZ) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Prades-le-Lez.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Prades-le-Lez sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 09/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-145557-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 09/11/20**

**Réception en Préfecture : 09/11/20**

**Notifié le :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
**Service urbanisme**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de Cournonsec**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonsec approuvé le 08 décembre 2003, modifié le 09 février 2005, révisé le 07 novembre 2005, modifié le 27 janvier 2011, révisé le 27 janvier 2011, modifié le 02 mars 2012, modifié le 30 septembre 2015, modifié le 20 septembre 2018 ;
- VU la délibération n°14412 du Conseil de Métropole en date du 25 janvier 2017 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « GGL Aménagement » pour une opération d'aménagement dénommée « Les Lucioles », sur la parcelle B0365, sur le territoire de la commune de Cournonsec ;
- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 30 janvier 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « GGL Aménagement » ;

- VU l'avenant n°1 à la convention signée le 13 décembre 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « GGL Aménagement » ;
- VU la délibération n°M2019-240 du Conseil de Métropole en date du 23 mai 2019 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Marc OLIVIER pour une opération d'aménagement dénommée « Les Iris », sur les parcelles AD90 et AD91, sur le territoire de la commune de Cournonsec ;
- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 16 juin 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Marc OLIVIER ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonsec est mis à jour afin de reporter en annexe les périmètres des Projets Urbains Partenariaux (PUP) susvisés.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Cournonsec (Rue du Jeu du Tambourin - 34660 COURNONSEC) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Cournonsec.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Cournonsec sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 09/11/20**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-145481-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/11/20

Réception en Préfecture : 09/11/20

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
**Service urbanisme**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

## **Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pérols**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols approuvé le 23 janvier 2007, modifié le 07 février 2008, mis à jour le 29 septembre 2009, mis à jour le 28 octobre 2009, modifié le 14 octobre 2010, modifié le 06 octobre 2011, modifié le 08 mars 2012, modifié le 16 décembre 2013, modifié le 25 février 2014, mis en compatibilité le 06 mars 2014, modifié le 16 juillet 2014, modifié le 16 décembre 2015, modifié le 14 avril 2016, modifié le 25 octobre 2016, modifié le 20 septembre 2018, mis à jour le 22 mars 2019, modifié le 30 septembre 2019 ;
- VU la délibération n°MD2020-516 du Conseil de Métropole en date du 26 juin 2020 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et les constructeurs Tristan Carrara et Patrice Souvignet, dans le cadre d'une opération d'aménagement « Avenue de Montpellier » concernant les parcelles cadastrées AA0283 et AA0280 situées sur le territoire de la commune de Pérols ;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 26 juin 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les constructeurs Tristan CARRARA et Patrice SOUVIGNET.

**AR R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Pérols (Place Carnot – 34 473 Pérols) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Pérols.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Pérols sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 16 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 16/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-146369-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 16/11/20**

**Réception en Préfecture : 16/11/20**

**Notifié le :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

## **Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le PLU de la Commune de Juvignac approuvé le 11 juillet 2012, modifié le 17 juin 2013, mis à jour le 19 juin 2014, mis à jour le 14 août 2015, modifié le 14 décembre 2016, mis à jour le 24 mars 2017, mis à jour le 28 juin 2017, mis à jour le 07 juillet 2017, modifié le 27 septembre 2017, mis à jour le 10 juillet 2018 ;
- VU la délibération n°M2018-441 du Conseil de Métropole en date du 20 septembre 2018 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Bacotec pour une opération d'aménagement concernant les parcelles BX 18, 19, 47, 49, 306 et 459 situées sur le territoire de la Commune de Juvignac ;

- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 08 octobre 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Bacotec ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Juvignac (997 les Allées de l'Europe – 34990 JUVIGNAC) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Juvignac.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Juvignac sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 16 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 16/11/20**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-146508-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/11/20

Réception en Préfecture : 16/11/20

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
**Service urbanisme**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de Villeneuve-lès-  
Maguelone**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le PLU de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone approuvé le 29 mars 2013, mis à jour le 04 novembre 2013, mis en compatibilité le 24 novembre 2016, modifié le 26 avril 2018 ; mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 03 septembre 2018 ;
- VU la délibération n°M2019-103 du Conseil de Métropole en date du 22 mars 2019 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI « Urban Stone – Kalelithos » dans le cadre d'une opération d'aménagement dénommée « Villa Laurent » concernant les parcelles cadastrées AM 42 et AM 43 situées sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;

- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 09 avril 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI « Urban Stone – Kalelithos »;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Villeneuve-lès-Maguelone (Place Porte Saint Laurent – BP15 – 34 751 Villeneuve-lès-Maguelone) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Villeneuve-lès-Maguelone.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 nov. 2020

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 16/11/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20200702-146676-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/11/20

Réception en Préfecture : 16/11/20

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention PUP Villa Laurent retour préfecture.pdf
- Périmètre\_PUP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
**Service urbanisme**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de Castelnau-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Castelnau-le-Lez approuvé le 29 juin 2007, mis à jour le 22 avril 2010, mis à jour le 16 septembre 2010, modifié le 28 février 2011, modifié le 26 mai 2011, mis à jour le 24 novembre 2011, modifié le 20 mars 2013, modifié le 12 décembre 2013, révisé le 20 janvier 2014, modifié le 23 décembre 2014, mis à jour le 26 juin 2015, modifié le 31 janvier 2020, mis en compatibilité le 31 juillet 2020 ;
- VU la décision n°MD2020-628 en date du 18 août 2020 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « Confiance Promotion » pour une opération d'aménagement dénommée « Centurions »

concernant les parcelles C0184, C0185, C0187 et C088 situées sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez ;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 31 août 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « Confiance Promotion » ;

- **VU** la délibération n°M2019-104 du Conseil de Métropole en date du 22 mars 2019 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société « Linkcity » pour une opération d'aménagement dénommée « Violettes - Géraniums » concernant les parcelles AS0255, AS0256, AS0257, AS0258, AS0259, AS0260, AS0261, AS0262, AS033, AS034, AS035 et AS036 situées sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez ;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 09 avril 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société « Linkcity » ;

- **VU** la délibération n°M2019-104 du Conseil de Métropole en date du 22 mars 2019 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société « SNC Cogedim Languedoc-Roussillon » pour une opération d'aménagement dénommée « Violettes - Géraniums » concernant les parcelles AR2 et AR3 situées sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez ;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 09 avril 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société « SNC Cogedim Languedoc-Roussillon » ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Castelnau-le-Lez est mis à jour afin de reporter en annexe les périmètres des Projets Urbains Partenariaux (PUP) susvisés.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Castelnau-le-Lez (2 rue de la Crouzette - 34173 CASTELNAU-LE-LEZ) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Castelnau-le-Lez.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Castelnau-le-Lez sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 16 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 16/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-146736-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 16/11/20**

**Réception en Préfecture : 16/11/20**

**Notifié le :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature  
Département Culture et Sports  
(DCS)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Département Culture et Sport est composé des entités suivantes :

- Direction Culture et Patrimoine,
- Pôle Sports et Jeunesse, composé de la Direction des Sports.

Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE, responsable du pôle Sports et Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MANUEL et de Madame Christel CELIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2** : La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services suivants :

- Coordination du spectacle vivant
- Archives
- Administration
- Rayonnement et développement culturel
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire (comprenant le Musée Fabre)
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives
- Maîtrise d'ouvrage



- Patrimoine et Archéologie
- Médiathèques et Livre- Mission Livre
- Coordination de l'enseignement artistique initial
- Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine VIDAL, Madame Christine FEUILLAS, Madame Carine BAUQUIER, Madame Claire AEBERHARDT, Monsieur Julien PRADE, Monsieur Michel HILAIRE, Madame Sophie MENANTEAU, Monsieur William MEALIER, Madame Diane DUSSEaux, Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Monsieur Patrick POUGET et Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui concerne son service respectif, et au responsable du service Rayonnement et Développement culturel.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Madame Catherine VIDAL, de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Carine BAUQUIER, du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Monsieur Julien PRADE, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Sophie MENANTEAU, de Monsieur William MEALIER, de Madame Diane DUSSEaux, de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, de Monsieur Patrick POUGET et de Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-1 :** Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine VIDAL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-3 :** Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-4 :** Le responsable du service Rayonnement et Développement culturel reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Rayonnement et Développement culturel et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-5 :** Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Julien PRADE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-5-1 :** Monsieur Michel HILAIRE, directeur du Musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Félicie BOUCHE, administratrice générale du Musée Fabre.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE et de Madame Félicie BOUCHE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Félicie BOUCHE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-6 :** Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-7 :** Monsieur William MEALIER, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William MEALIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur William MEALIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-8 :** Madame Diane DUSSEAUX, responsable du service Patrimoine et Archéologie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Julien CARTERRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et Monsieur Julien CARTERRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX, Monsieur Julien CARTERRE et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-9 :** Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et Madame Sylvie ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT et Madame Valérie SERRE-RAUZET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Marion LORIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET et Madame Marion LORIS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît FLAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIS et Monsieur Benoît FLAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIS, Monsieur Benoît FLAUD et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-9-1 :** Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Françoise LACAN
- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT
- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Aline JARROUSSE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne TOQUE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Marie-Claire VIE
- pour la médiathèque William Shakespeare, Madame Perrine MOURIES. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT.
- pour la médiathèque La Gare, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame François DAUDE

- pour la médiathèque Aimé Césaire, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAM
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Jessica GROSPIRON
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL ;
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT
- pour la médiathèque Jules Verne, Madame Sara LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Patricia GUIRAUD

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIUS, Monsieur Jean-Marie FEURTET.

**ARTICLE 2-10 :** Monsieur Patrick POUGET, responsable du service Coordination de l'Enseignement artistique initial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Nathalie GANDREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et Madame Nathalie GANDREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET, Madame Nathalie GANDREAU et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-11 :** Madame Patricia REEB, responsable du service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence MOUSSET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et Madame Florence MOUSSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB, Madame Florence MOUSSET et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 3 :** La Direction des Sports (DS) est composée des services suivants :

- Travaux et Maintenance
- Ressources
- Réseau des piscines

Monsieur Thierry GUITTET, directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Monsieur Mathieu FONTENEAU et Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christel CELIE, de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Madame Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 3-1 :** Monsieur Joseph GUISIANO, responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 3-2 :** Monsieur Mathieu FONTENEAU, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Laurent VIOLEAU, responsable du service Réseau des piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 3-4 :** Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Pascal CAPRON, pour la piscine olympique d'Antigone
- Monsieur Laëtitia MELLET, pour le centre nautique Neptune
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Héraclès
- Monsieur Frédéric SZABO, pour la piscine Amphitrite
- Monsieur Emeric FOURNIER, pour la piscine Jany
- Monsieur David JACQUET, pour les piscines Pitot et Caron
- Monsieur Gwenaël LE HENAFF, pour la piscine Nakache
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Marcel Spilliaert
- Madame Florence PONTHER, pour la piscine Berlioux
- Monsieur Stéphane HEBRARD, pour la piscine Taris
- Monsieur Malik SI BELKHIR, pour la piscine Vivès
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides
- Le responsable de l'équipement, pour la piscine Poséidon
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU et, à défaut, à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bournol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Madame Estelle SERRE et, à défaut, à Monsieur Joseph GUISIANO.

**ARTICLE 4 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 nov. 2020**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 06/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-146146-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 06/11/20**

**Réception en Préfecture : 06/11/20**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la Ville de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière » ;
- VU le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017,

modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 3 septembre 2018, mis à jour le 22 octobre 2018, modifié le 18 avril 2019, mis à jour le 4 septembre 2019, mis à jour le 11 décembre 2019, modifié le 31 janvier 2020 ;

- VU la délibération n°M2019-706 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI Jacques Halévy pour une opération d'aménagement concernant les parcelles OC 25 et OC 28 situées sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 14 janvier 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI Jacques Halévy ;

- VU la délibération n°M2019-487 du Conseil de Métropole en date du 30 septembre 2019 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SNC Marignan Résidences pour une opération d'aménagement concernant les parcelles PR 148, PR 149 et PR 150 situées sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 21 octobre 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SNC Marignan Résidences ;

- VU l'arrêté préfectoral en date du 7 septembre 2020 relatif à l'inscription au titre des monuments historiques du Théâtre municipal dit « Théâtre Opéra Comédie », situé place de la Comédie, rue des Etuves, place Molière et avenue Victor-Hugo à Montpellier.

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est mis à jour afin de reporter en annexe les périmètres des Projets Urbains Partenariaux (PUP) ainsi que l'arrêté préfectoral susvisés.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montpellier.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 12 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 16/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-146217-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 16/11/20**

**Réception en Préfecture : 16/11/20**

**Notifié le :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Département Proximité et  
Modernisation de l'Action Publique  
(DPMAP)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP) est composé des directions et du pôle suivants :

- Direction du Secrétariat Général (DSG)
- Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN), lui-même composé de la Direction des Ressources Informatiques (DRI)
- Direction Organisation, Etudes et Evaluation (DOEE)

Monsieur Alain PONS de VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS de VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses responsables de pôle, directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** La Direction du Secrétariat Général est composée des services suivants :

- Assemblées et Vie des Institutions
- Courrier

Monsieur Laurent CHALVIDAN, directeur du Secrétariat Général par intérim, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions des registres des délibérations, des décisions et des arrêtés métropolitains et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) restent accordées à Monsieur Laurent CHALVIDAN qui conserve la fonction de directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 2-1 :** Monsieur Laurent CHALVIDAN, directeur adjoint et responsable du service Assemblées et Vie des Institutions, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions du registre municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Céline GAGLIANO, responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline GAGLIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent CHALVIDAN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline GAGLIANO et de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3 :** Le Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN) est composé de la direction suivante :

- Direction des Ressources Informatiques (DRI)

Madame Line GALY, responsable du Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Line GALY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-1 :** La Direction des Ressources Informatiques est composée des services suivants :

- Etudes et Développement
- Exploitation et Relations aux utilisateurs

Monsieur Pierre BRICE, directeur des Ressources Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Line GALY.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation est accordée à Madame Line GALY.

**ARTICLE 3-2 :** Le responsable du service Etudes et Développement (poste vacant) reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Etudes et Développement, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Etudes et Développement et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Line GALY.

**ARTICLE 3-3 :** Le responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs (poste vacant) reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Exploitation et Relations aux

utilisateurs, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Line GALY.

**ARTICLE 4 :** La Direction Organisation, Etudes et Evaluation (DOEE) est composée de l'unité suivante :

- Contrôle de Gestion interne.

Monsieur Alexandre WEILL, directeur de l'Organisation, Etudes et Evaluation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Marie BRULE pour ce qui concerne son unité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alexandre WEILL et de Madame Marie BRULE, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 4-1 :** Madame Marie BRULE, responsable de l'unité Contrôle de Gestion interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement Madame Marie BRULE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alexandre WEILL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie BRULE et de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 5 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 nov. 2020**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 06/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-146515-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 06/11/20**

**Réception en Préfecture : 06/11/20**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Projet et Planification Territoriale**  
**Service urbanisme**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de Fabrègues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Fabrègues approuvé le 18 novembre 2019 ;
- VU la décision n°MD2020-726 en date du 18 septembre 2020 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Guiraudon Aménagement » pour une opération d'aménagement dénommée « Chemin des Létagnes » concernant les parcelles AL0284 et AL008 situées sur le territoire de la commune de Fabrègues ;

- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 24 septembre 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Guiraudon Aménagement » ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Fabrègues est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Fabrègues (8, rue Paul Doumer - 34690 FABREGUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Fabrègues.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Fabrègues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 16 nov. 2020**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 16/11/20**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-146886-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/11/20

Réception en Préfecture : 16/11/20

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature  
Département Administration Générale et  
Finances  
(DAGF)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Département Administration Générale et Finances est composé des directions suivantes :

- Direction des Finances (DF)
- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP)
- Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB)

Le poste de Directeur Général Adjoint en charge du Département Administration Générale et Finances étant vacant, l'intérim de direction du département (incluant délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante : courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) est assuré par :

- Monsieur Olivier NYS pour ce qui relève de la Direction des Finances (DF) et de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB) ;
- Monsieur Alain PONS de VINCENT pour ce qui relève de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) ; en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS de VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** La Direction des Finances est composée des services suivants :

- Ressources comptables et financières
- Gestion budgétaire
- Gestion comptable
- Ingénierie partenariale
- Expertise financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des Finances, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole, comprenant notamment :
  - les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
  - les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
  - les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel ;
  - les admissions en non-valeur ;
  - les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
  - les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christelle ROSE-BONAUD, Madame Emilie DREUX, Madame Céline FERRIE, Monsieur Fabien DELCASSO et Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE-BONAUD, de Madame Emilie DREUX, de Madame Céline FERRIE, de Monsieur Fabien DELCASSO et de Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-1 :** Madame Christelle ROSE-BONAUD, responsable du service Ressources comptables et financières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE-BONAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle ROSE-BONAUD et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Emilie DREUX, responsable du service Gestion budgétaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-3 :** Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-4 :** Monsieur Fabien DELCASSO, responsable du service Ingénierie partenariale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien DELCASSO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien DELCASSO et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-5 :** Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 3 :** La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des services et directions adjointes suivants :

- Service Affaires juridiques,
- Service Ressources juridiques,
- Direction adjointe des Etudes, Rédactions, Procédures Commandes publiques, elle-même composée du service Procédures et marchés,
- Direction adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, elle-même composée du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP, Madame Roxane ROBERT, Monsieur Fabrice MOURET, et Madame Lore DEXPERT, chacun en ce qui concerne leur service ou direction adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Madame Roxane ROBERT, de Monsieur Fabrice MOURET et de Madame Lore DEXPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-1 :** Madame Emmanuelle RANCHOUP, responsable du service Affaires juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOUP, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-2 :** Madame Roxane ROBERT, responsable du service Ressources juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Roxane ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Roxane ROBERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Fabrice MOURET, directeur adjoint des Etudes, Rédactions, Procédures Commande publiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MOURET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-3-1 :** Madame Anne-Marie BLATIERE, responsable du service Procédures, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Marie BLATIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MOURET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Monsieur Fabrice MOURET et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-4 :** Madame Lore DEXPERT, directrice adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-4-1 :** Madame Emilie BARBENOIRE, responsable du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie BARBENOIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Lore DEXPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie BARBENOIRE, de Madame Lore DEXPERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 4 :** La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée des services suivants :

- Architecture, bâtiments et sécurité
- Energie et Télécommunications
- Administratif et financier et Actions coopératives
- Parc auto

Monsieur Philippe RENAUD, directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, Monsieur Jérôme ALBERGE, Monsieur Frédéric RICO et Monsieur Manuel VASSALLO, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe RENAUD, de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, de Monsieur Jérôme ALBERGE, de Monsieur Frédéric RICO et de



Monsieur Manuel VASSALLO, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 4-1 :** Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, responsable du service Architecture, bâtiments et sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 4-2 :** Monsieur Jérôme ALBERGE, responsable du service Energie et Télécommunications reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme ALBERGE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérôme ALBERGE et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 4-3 :** Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Administratif et financier et Actions coopératives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS

**ARTICLE 4-4 :** Monsieur Manuel VASSALLO, responsable du service Parc auto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Manuel VASSALLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Manuel VASSALLO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 5** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 16 nov. 2020**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 16/11/20**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-147057-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/11/20

Réception en Préfecture : 16/11/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Département Développement  
Économique, Emploi et Insertion  
(DDEEI)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Département Développement Economique, Emploi et Insertion (DDEEI) est composé de la direction suivante :

- La Direction du Développement Economique de l'Emploi (DDEE)

Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint du Département Développement économique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** La Direction du Développement Economique de l'Emploi (DDEE) est composée des services et unités suivants :

- Administration et Finances
- Marketing, réseaux et animation

- Unité BIC- Création entreprises innovantes
- Unité Implantation des entreprises
- Unité Emploi et Insertion
- Tourisme, Commerce et Artisanat

Monsieur Emmanuel THOMAS, directeur de l'Economie et de l'Emploi, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel THOMAS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur José SANTANA, Madame Marie-Pierre GRAZIANI, Madame Isabelle PREVOT, Madame Chahira BENZAOUI, Madame Sabrina GUARRERA et Madame Sylvie BELLANGER, chacun pour ce qui concerne son unité ou service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Emmanuel THOMAS, de Monsieur José SANTANA, de Madame Marie-Pierre GRAZIANI, de Madame Isabelle PREVOT, de Madame Chahira BENZAOUI, de Madame Sabrina GUARRERA et de Madame Sylvie BELLANGER, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 2-1 :** Monsieur José SANTANA, responsable du service Administration et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité et, en cas d'absence des autres chefs de service, pour l'ensemble des services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur José SANTANA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur José SANTANA et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Marie-Pierre GRAZIANI, responsable du service Marketing, réseaux et animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Pierre GRAZIANI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Pierre GRAZIANI et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 2-3 :** Madame Isabelle PREVOT, responsable de l'Unité BIC - Création entreprises innovantes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle PREVOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle PREVOT et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 2-4 :** Madame Chahira BENZAOUI, responsable de l'unité Implantation des entreprises, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chahira BENZAOUI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chahira BENZAOUI et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 2-5 :** Madame Sabrina GUARRERA, responsable de l'unité Emploi et Insertion reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabrina GUARRERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sabrina GUARRERA et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 2-6 :** Madame Sylvie BELLANGER, responsable du service Tourisme, Commerce et Artisanat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité et, en cas d'absence des autres chefs de service, pour l'ensemble des services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie BELLANGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie BELLANGER et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 3 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 nov. 2020**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 06/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-147059-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 06/11/20**

**Réception en Préfecture : 06/11/20**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Département des Services Publics  
de l'Environnement et des Transports  
(DSPET)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET) est composé des pôles et directions suivants :

- Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), lui-même composé des directions suivantes :
  - Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
  - Direction des Services aux Territoires (DST)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2** : Le Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS) est composé des deux directions et du service suivants :

- Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
- Direction des Services aux Territoires (DST)
- Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1** : La Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T) est composée des services suivants :

- Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines
- Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion
- Etudes Voiries urbaines
- Pluvial urbain
- Eclairage public

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1-1** : Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;



- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1-2 :** Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées au responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et du responsable de service adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, du responsable de service adjoint et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, du responsable de service adjoint, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, responsable de service adjoint, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1-3 :** Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Etudes Voiries urbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées au responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et du responsable de service adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, du responsable de service adjoint et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, du responsable de service adjoint, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, du responsable de service adjoint, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1-4 :** Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1-5 :** Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2 :** La Direction des Services aux Territoires (DST) est composée des pôles suivants :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange
- Pôle territorial Littoral
- Pôle territorial Piémont et Garrigues
- Pôle territorial Plaine ouest
- Pôle territorial Vallée du Lez
- Pôle territorial de Montpellier

Monsieur David TOURNIER, directeur des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Denis CRETIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2-1** : Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier et hors agglomération ;
- En matière de délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Aurélien CHAREIRE, chef de service adjoint, responsable Subdivision 1.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2-2** : Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Madame Marie-Laure Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2-3 :** Monsieur Eric LAUER, responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2-4 :** Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2-5 :** Monsieur Pierre DABOSI, responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Victor GALAMBA, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Victor GALAMBA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2-6 :** Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-3 :** Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3 :** La Direction des Mobilités (DM) est composée des services et unité suivants :

- Service Exploitation des services de déplacement
- Service Gestion Exploitation des Equipements du Trafic
- Service Déplacements et sécurité routière
- Unité Régulation modale du trafic (Pétrarque)

Monsieur Yannick JACOB, directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yannick JACOB et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-1 :** Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe et responsable du service Exploitation des services de déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :



- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

**ARTICLE 3-2 :** Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion Exploitation des Equipements du trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-3 :** Madame Sophie BIENVENU, responsable du service Déplacements et Sécurité routière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-4 :** Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4 :** La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Monsieur Christophe DELIGNY, directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-1 :** Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

**ARTICLE 4-2 :** Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

**ARTICLE 4-3 :** Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-4 :** Monsieur Edgard ALEXANDRE, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5** : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maîtrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Service administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS et de chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-1** : Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe et responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-2** : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service ;

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-3 :** Le responsable du service Maîtrise du Service Public reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Maîtrise du Service Public, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-4 :** Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-5** : Le responsable du service Administratif et Financier reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Administratif et Financier, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Administratif et Financier et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Administratif et Financier, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6** : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-1 :** Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-2 :** Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-3 :** Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.



**ARTICLE 7** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 nov. 2020**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 06/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-147061-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 06/11/20**

**Réception en Préfecture : 06/11/20**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature  
Département Développement et  
Aménagement Durables du Territoire  
(DDADT)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT) est composé des missions et directions suivantes :

- La Mission Cité intelligente
- La Mission Espace Public
- La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG)
- La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE)
- La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT)
- La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHaPar)
- La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI)
- La Direction Urbanisme Appliqué (DUA)
- La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST)
- La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU)

Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint en charge du Développement et Aménagement Durables du Territoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Rémy AILLERET, Directeur Général Adjoint du DDADT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves NURIT et de Monsieur Rémy AILLERET, les délégations ci-dessus sont accordées à Olivier NYS, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** Madame Hélène ROUSSEL, directrice de la Mission Cité intelligente, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 3:** Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 4 :** La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG) est composée des services suivants :

- SIG Métropolitain
- Mission Expertise Géomatique et Observatoire intelligent

Monsieur Fabien BLASCO, directeur de la Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Marc APARICIO et au responsable de la Mission Expertise Géomatique, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien BLASCO, de Monsieur Marc APARICIO et du responsable de la Mission Expertise Géomatique, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 4-1 :** Monsieur Marc APARICIO, responsable du service SIG Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Marc APARICIO et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 4-2 :** Monsieur Patrick JOCHUM, responsable de la Mission Expertise Géomatique et Observatoire intelligent, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick JOCHUM, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick JOCHUM et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 5 :** La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE) est composée des services suivants :

- Pôle Energie
- Unité Plan Climat Air Energie et Environnement

-  
Madame Isabelle LE VANNIER, directrice de la Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Delphine BAUS, à Madame Emilie SALLES et à Madame Laure DELBERGHE, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Delphine BAUS, de Madame Emilie SALLES et de Madame Laure DELBERGHE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 5-1** : Madame Delphine BAUS, responsable du Pôle Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine BAUS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Delphine BAUS et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 5-2** : Madame Emilie SALLES, responsable de l'Unité Plan Climat Air Energie et Environnement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie SALLES, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie SALLES et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 5-3 :** Madame Laure DELBERGHE, responsable de l'Unité politique Agri-écologique et Alimentaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laure DELBERGHE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laure DELBERGHE et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 6 :** La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT) est composée des services suivants :

- Aménagement du territoire/ Déplacements ;
- Plan Local d'Urbanisme.

Madame Caroline FRIOL, directrice de la Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Julie GUIROY et à Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline FRIOL, de Madame Julie GUIROY et de Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 6-1 :** Madame Julie GUIROY, responsable du service Aménagement du territoire/ Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie GUIROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie GUIROY et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 6-2** : Monsieur Alban FILIPIAK, responsable du service Plan Local d'Urbanisme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alban FILIPIAK et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7** : La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar) est composée des services suivants :

- Programmation et développement de l'Habitat
- Gestion sociale du Logement
- Gens du voyage
- Mission Rénovation Urbaine

Monsieur Bruno LEROY, directeur de la Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Grégory FAYE, à Madame Stéphanie DELBREL, à Monsieur Matthieu THEET et à Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bruno LEROY, de Monsieur Grégory FAYE, de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Matthieu THEET et de Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-1** : Monsieur Grégory FAYE, responsable du service Programmation et développement de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory FAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Grégory FAYE et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-2** : Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie DELBREL et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-3** : Monsieur Matthieu THEET, responsable du service Gens du voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Matthieu THEET et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-4** : Madame Valérie PACAULT, chef de projet de la Mission Rénovation Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.



En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie PACAULT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Valérie PACAULT et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 8 :** La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI) est composée des services suivants :

- Stratégie et Opérations foncières
- Foncier Espaces publics

Madame Emmanuelle DI GRAZIA, directrice de la Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL et à Madame Patricia BOURRAT, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 8-1 :** Madame Sophie TARDIVEL, responsable du service Stratégie et Opérations foncières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 8-2 :** Madame Patricia BOURRAT, responsable du service Foncier Espaces publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia BOURRAT et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 9** : La Direction Urbanisme Appliqué (DUA) est composée des services suivants :

- Droits des sols Métropole Territoires
- Droit des sols Montpelliér

Monsieur Yves CHAUSSOUY, directeur de la Direction Urbanisme Appliqué (DUA), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 9-1** : Madame Nathalie BELVEZE, responsable du service Droits des sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 9-2 :** Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint et responsable du service Droit des sols Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 10 :** La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST) est composée du service suivant :

- Aménagement et réinvestissement économiques et urbains

Monsieur Eric GOMEZ, directeur de la Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bertrand SAUTRE, pour ce qui concerne son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric GOMEZ et de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 10-1 :** Monsieur Bertrand SAUTRE, responsable du service Aménagement et réinvestissement économiques et urbains, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bertrand SAUTRE et de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 11** : La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU) est composée des services suivants :

- Montpellier Territoires Est et Nord
- Montpellier Territoires Ouest et Sud

Madame Sylvie MAHOT, directrice de la Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas PICCININ et à Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie MAHOT, de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 11-1** : Monsieur Nicolas PICCININ, responsable du service Montpellier Territoires Est et Nord, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 11-2** : Madame Hélène REDER, responsable du service Montpellier Territoires Ouest et Sud, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène REDER et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 12** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 13** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 nov. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 06/11/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-147065-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/11/20

Réception en Préfecture : 06/11/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Pôle Ressources Humaines  
et Relations Sociales  
(PRHRS)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité Technique.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales est composé des directions et du service suivants :

- Direction du Pilotage et de la Modernisation RH (DPMRH)
- Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH)
- Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC)
- Direction de la Santé et de la Prévention (DSP)
- Service Dialogue Social (DS)

Monsieur Benoît ZENOU, responsable du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Etienne ROSSIGNOL, directeur du Pilotage et de la Modernisation RH, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 3 :** La Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH) est composée des services suivants :

- Service Carrière
- Service Rémunération
- Service Juridique et Gestion du Temps de Travail

Madame Laurence BONNET, directrice de l'Administration des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Agnès FERAL, Madame Ingrid CREVEAU et Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, de Madame Agnès FERAL, de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 3-1 :** Madame Agnès FERAL, responsable du service Carrière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Agnès FERAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Agnès FERAL et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 3-2 :** Madame Ingrid CREVEAU, responsable du service Rémunération, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ingrid CREVEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 3-3 :** Madame Séverine ARRIAU, responsable du service Juridique et Gestion du Temps de Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine ARRIAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Séverine ARRIAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 4 :** La Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC) est composée des services suivants :

- Mobilité interne, Recrutement et Stages
- Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours professionnels
- Formation
- Prospective Métiers et Compétences

Madame Cécile MATTERA, directrice des Parcours Professionnels et des Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Michel JULIEN, Madame Emilie CONSTABLE, Madame Nathalie CONNAC et Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, de Monsieur Michel JULIEN, de Madame Emilie CONSTABLE, de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.



En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 4-1 :** Monsieur Michel JULIEN, responsable du service Mobilité Interne, Recrutement, Stages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel JULIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel JULIEN et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 4-2 :** Madame Emilie CONSTABLE, responsable du service Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours Professionnels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie CONSTABLE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie CONSTABLE et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 4-3 :** Madame Nathalie CONNAC, responsable du service Formation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie CONNAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 4-4 :** Madame Monique COGOLLOS, responsable du service Prospective Métiers et Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Monique COGOLLOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Monique COGOLLOS et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 5 :** La Direction de la Santé et de la Prévention (DSP) est composée des services suivants :

- Santé
- Qualité de vie au travail

Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, directeur de la Santé et de la Prévention, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Karl LEGOUSSOUART et à Monsieur Mehdi JACQUET, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 5-1 :** Monsieur Karl LEGOUSSOUART, responsable du service Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 5-2 :** Monsieur Mehdi JACQUET, responsable du service Qualité de Vie au Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mehdi JACQUET et de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 6 :** Madame Camille NOE, responsable du service Dialogue Social, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Camille NOE, responsable du service Dialogue Social, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 7 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 nov. 2020**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 06/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**  
**034-243400017-20200702-147068-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 06/11/20**

**Réception en Préfecture : 06/11/20**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature**  
**Département Solidarité et Vivre Ensemble**  
**(DSVE)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Département Solidarité et Vivre ensemble (DSVE) est composé des services suivants :

- Service Politique de la Ville (SPV)
- Service Téléalarme (ST)
- Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)

Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, Directeur Général Adjoint en charge du Département Solidarité et Vivre ensemble, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** Madame Béatrice CLERGET-LASNE, responsable du service Politique de la Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Béatrice CLERGET-LASNE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'hamed BELHANDOUZ.

**ARTICLE 3 :** Madame Florence RICHARD, responsable administrative par intérim du service Téléalarme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'hamed BELHANDOUZ.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Thierry DAGUZE, responsable technique par intérim du service Téléalarme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry DAGUZE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'hamed BELHANDOUZ.

**ARTICLE 5 :** Madame Karine CANER, responsable du Fonds d'Aide aux Jeunes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité et à compter du transfert de la compétence de gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine CANER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'hamed BELHANDOUZ.

**ARTICLE 6** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 nov. 2020**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 06/11/20**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20200702-147070-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 06/11/20**

**Réception en Préfecture : 06/11/20**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

## **Arrêté portant désignation des représentants du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°M2020-94 du 21 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE, en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-198 du 26 avril 2018, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°MAR2019-0271 du 17 décembre 2019 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°MAR2020-0352 du 25 septembre 2020 portant désignation des représentants du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 6 décembre 2018.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°MAR2020-0352 du 25 septembre 2020 est abrogé.

**ARTICLE 2** : La liste des représentants de la collectivité du Comité Technique est la suivante :

<b>Liste des représentants de la collectivité</b>	
<b>Membres titulaires (12)</b>	<b>Membres suppléants (12)</b>
1. Michaël DELAFOSSE	1. Renaud CALVAT
2. Julie FRECHE	2. Radia TIKOUK
3. Joël RAYMOND	3. Michel ASLANIAN
4. Florence BRAU	4. Florence AUBY
5. Frédéric LAFFORGUE	5. Jean-François AUDRIN
6. Michelle CASSAR	6. Zohra DIRHOUSI
7. Eric PENSO	7. François RIO
8. Clara GIMENEZ	8. Nathalie LEVY
9. Christian ASSAF	9. Yves BARRAL
10. Eliane LLORET	10. Catherine RIBOT
11. François VASQUEZ	11. Hervé MARTIN
12. Michel CALVO	12. Claudine VASSAS-MEJRI



**ARTICLE 3 :** La liste des représentants du personnel au sein du Comité Technique est la suivante :

<b>Liste des représentants du personnel</b>	
<b>Membres titulaires (12)</b>	<b>Membres suppléants (12)</b>
1. David FERNANDEZ	1. Stéphane FABRE
2. Robert TRINQUIER	2. Laëtitia VIDAL
3. Edwige HERNANDEZ	3. Guilhem LAGUARDA
4. Denis SAVOYE	4. Céline MILLET
5. Sandrine CAMPOS	5. Christel QUINTANA-BALLUET
6. Abdelkader AMLOUK	6. Marie Cécile CONESA
7. Laurent BERNARD	7. Grégory FARGAS
8. Shirley BARBAUD	8. Carole GILBERT
9. Ichem MOGHEL	9. Maxime LEGOUIC
10. Jean-Louis ESTEVE	10. François FOURES
11. Sabine BERGUA	11. Jean-Philippe GERVAIS
12. Hanane ZIANI	12. Nadia MEGHRAOUI

**ARTICLE 4 :** Le Président du Comité Technique est Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 nov. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

**Publiée le :** 10/11/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-147548-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/11/20

Réception en Préfecture : 10/11/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 5**  
**PUP**

PARTIE V – SOMMAIRE  
CERTIFICAT D’AFFICHAGE – CONVENTION DE  
PROJET URBAIN PARTENARIAL

<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
- Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 25 novembre 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Pitch Promotion	508
- Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 25 novembre 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Pitch Promotion	509



**Montpellier**  
Méditerranée  
**Métropole**

Direction de l'Aménagement et du Renouvellement Urbain  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Réf. : 01cmhr21  
Affaire suivie par : Claude MOURET  
Tél : 04 67 34 87 38

---

## CERTIFICAT D'AFFICHAGE

---

Je soussignée Sylvie Mahot, Directrice de l'Aménagement et du Renouvellement Urbain, certifie qu'a été affichée du 30 novembre 2020 au 30 décembre 2020 inclus, sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier, la mention relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 25 novembre 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Pitch Promotion, dont l'objet est la prise en charge par le constructeur d'une partie (30%) du coût des équipements publics rendus nécessaires par la réalisation d'une résidence pour seniors sur un terrain situé 140 quai Flora Tristan à Montpellier (parcelles cadastrées section PE 02 et PE03).

Fait à Montpellier, le **07 JAN. 2021**

  
Sylvie MAHOT

Directrice de l'Aménagement et du  
Renouvellement Urbain



**Montpellier**  
Méditerranée  
**Métropole**

Direction de l'Aménagement et du Renouvellement Urbain  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Réf. : 60cmmv20  
Affaire suivie par : Claude MOURET  
Tél : 04 67 34 87 38

## CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée Sylvie Mahot, Directrice de l'Aménagement et du Renouvellement Urbain, certifie qu'a été affichée à compter du 30 novembre 2020 inclus, sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier, une mention relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 25 novembre 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pitch Promotion, dont l'objet est la prise en charge par le constructeur d'une partie (30%) du coût des équipements publics rendus nécessaires par la réalisation d'une résidence pour seniors sur un terrain situé 140 quai Flora Tristan à Montpellier (parcelles cadastrées section PE 02 et PE03).

Cet affichage est établi pour une durée d'un mois.

Fait à Montpellier, le 04 DEC. 2020

Sylvie MAHOT

Directrice de l'Aménagement et du  
Renouvellement Urbain

